



15, rue Falguière, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14845 - 8 F

VENDREDI 28 FÉVRIER 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Un pas décisif en Irlande ?

La très catholique République d'Irlande a peut-être franchi une étape décisive, mercredi 28 février, dans l'évolution des mœurs de sa propre société. En décidant de casser l'arrêt de la Haute Cour qui avait interdit à une adolescente de quatorze ans, victime d'un viol, de se rendre en Grande-Bretagne pour y subir un avortement, le Cour suprême de Dublin a d'abord statué sur un principe élémentaire des droits de l'homme, dont on pouvait penser qu'il était de soi dans un pays de la Communauté : la liberté pour chaque individu de voyager librement en Europe.

La plus haute juridiction irlandaise avait sans doute aussi le souci de dépassionner une affaire qui, en moins de deux semaines, a pris les dimensions d'une polémique nationale, devenant de facto une véritable bombe politique pour le gouvernement. La faible satisfaction affichée par M. Albert Reynolds à l'annonce de l'arrêt de la Cour donne une idée de l'embarras dans lequel le premier ministre était plongé, quinze jours seulement après avoir pris ses fonctions.

Sur le fond, c'est-à-dire sur la question de la légalisation de l'avortement, rien n'est pourtant réglé : l'arrêt se borne à confirmer la grande hypocrisie de la législation actuelle. L'avortement est interdit sur tout le territoire de la République, mais aucune loi n'empêche les irlandaises de se rendre dans les cliniques de Londres ou de Cardiff pour y subir une telle intervention. Elles sont plus de quatre mille à faire ce voyage chaque année.

Cette singularité irlandaise - un archaïsme dans le contexte de l'Europe - s'explique par la tradition d'une société très en retard en ce qui concerne l'évolution des mœurs. Toute-puissante pendant de nombreuses générations, l'Eglise catholique a vu son autorité battue en brèche par une timide libéralisation du divorce - qui reste cependant interdit - et la mise en vente libre de contraceptifs. Le référendum de 1983 a confirmé que le « droit de vivre de l'enfant à naître » est constitutionnel, mais ce vote avait été acquis dans des circonstances politiques très particulières.

Aujourd'hui, selon un sondage, 66 % des Irlandais sont favorables à la suppression de cette disposition. Il y a au moins une autre raison qui justifierait une évolution rapide de la législation : comme les autres pays de la Communauté, l'Irlande doit ratifier avant la fin de l'année le traité européen de Maastricht, lequel prévoit une clause spécifique pour tenir compte de l'hostilité de Dublin à la légalisation de l'avortement. Le débat, que n'ôteindra pas l'arrêt de la Cour suprême, risque fort de transformer le référendum sur la ratification en consultation nationale sur l'avortement. En cas de « non », on imagine les conséquences pour l'ensemble de la Communauté !

En attendant une nouvelle étape décisive vers la légalisation de l'interruption de grossesse, le verdict des juges de Dublin, qui fera forcément jurisprudence, légalise par avance la « filière » britannique des voyages de l'avortement. Qui sait : cette adolescente aura peut-être beaucoup fait pour l'évolution de son pays.

Lire page 4

Article de LAURENT ZECCHINI

M0147 - 0228 D - 6,00 F



Après une recrudescence des combats

Les initiatives de paix se multiplient au Karabakh

La prise de l'aéroport de Stepanakert, mercredi 28 février, pourrait donner aux Arméniens la possibilité de ravitailler autrement que par hélicoptères l'enclave du Haut-Karabakh, située en territoire azérbaidjanais. Cette avancée des Arméniens a coïncidé avec un regain d'activités diplomatiques. L'Iran semble, pour le moment, avoir pris de vitesse les autres candidats aux bons offices, parmi lesquels la France, en étant à l'origine des négociations sur un cessez-le-feu.

Selon l'agence Tass, les armes se sont tuées jeudi matin dans l'enclave du Haut-Karabakh où Arméniens et Azerbaïdjanais observaient un cessez-le-feu de soixante-douze heures conclu sous le patronage du ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati. Mais un premier cessez-le-feu, non effectif, avait déjà été annoncé la veille à Téhéran. Le fait que les forces sur le terrain, au Caucase, soient difficilement contrôlables rend ces accords aléatoires.

Néanmoins, selon des sources azérides, des négociations entre policiers des deux camps se seraient déjà engagées pour un échange d'otages. Le bénéfice en serait attribué à l'Iran, dont l'envoyé a précédé à Bakou le ministre turc des affaires étrangères, M. Hikmet Cetin, qui devait entamer mercredi par l'Azerbaïdjan une tournée des Républiques musulmanes de l'ex-URSS. Mercredi également, la France a rendu public son propre plan de « sauvegarde des populations » du Haut-Karabakh.

Alors que la CSCE devait examiner jeudi, à Prague, les conclusions de sa mission d'enquête, Washington s'est déclaré mercredi « profondément inquiet » de la recrudescence des violences. Le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a appelé Bakou et Erevan à soutenir les efforts de médiation entrepris, le 20 février, sous l'égide du ministère des affaires étrangères de la Russie qui, selon lui, « offre les meilleurs espoirs pour de réelles négociations ».

Lire page 3 les articles de SOPHIE SHIHAB et JOSÉ-ALAIN FRALON

Le report de 8,4 milliards de francs de créances

Les banques allègent la dette de l'Algérie

Les banques créancières de l'Algérie, le Crédit lyonnais en tête, ont achevé mercredi 26 février la mise au point d'un crédit de 1,5 milliard de dollars (8,4 milliards de francs). Cet accord permettra d'alléger le remboursement de la dette algérienne en 1992, qui s'élève à 9 milliards de dollars (50 milliards de francs). Sa signature doit aussi permettre le déblocage de crédits consentis par la Communauté européenne, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

ALGER

de notre correspondant

L'accord dit de « reprofilage de la dette » algérienne est en passe d'être conclu, a annoncé mercredi 26 février le Crédit lyonnais, tête de file des deux cent quarante banques commerciales, françaises et étrangères, parties prenantes des négociations. L'accord permettra à l'Algérie de reporter le paiement de créances d'un montant de 1,5 milliard de dollars (8,4 milliards de francs), et soulagera d'autant le service de sa dette estimée, pour 1992, à 9 milliards de dollars, soit 50,4 milliards de francs (le Monde du 22 février).

L'accord de reprofilage, qui devrait être formellement signé le 4 mars à Paris, est une excellente nouvelle pour l'Algérie. Forte-

ment endetté à court et à moyen terme, le pays a un besoin urgent d'argent frais pour financer sa relance économique, condition nécessaire, quoique non suffisante, de sa stabilité politique.

Cet accord était bloqué depuis plusieurs mois par le refus d'une banque américaine, la Bankers Trust, détentrice de quelque 60 millions de dollars (336 millions de francs) de créances, d'accepter le report des échéances. Plusieurs banques italiennes et japonaises faisaient, pour leur part, dépendre leur attitude de la réponse américaine. L'unanimité des créanciers, condition quasi obligatoire pour une négociation de ce type, risquait de se lézarder, entraînant de nouvelles défections qui pouvaient conduire à l'échec.

GEORGES MARION

Lire la suite page 16

La « police éternelle »

Quatre préfets jouent un rôle grandissant au cœur d'un pouvoir affaibli par Edwy Plenel

Le fantôme de Joseph Fouché reviendrait-il hanter la République ? Inoubliable ministre de la police de la remise en ordre post-révolutionnaire, le duc d'Ortante nommait « haute police » l'infaillible quête de secrets d'Etat, d'affaires et d'alcôve qui fera sa carrière et sa puissance. En suivant l'itinéraire de quelques hauts personnages d'un pouvoir affaibli, en auscultant un ministère de l'intérieur déstabilisé par les difficultés de son ministre, en débrouillant quelques règlements de comptes au détour de l'affaire Habache, on se demande soudain : cette haute police ferait-elle aujourd'hui la politique de la France ? A la faveur du désarroi socialiste, elle semble bien s'être subrepticement glissée au cœur du pouvoir.

Dans un mélange des genres inédit, le président en exercice d'Interpol, véritable internationale de la coopération policière, est aujourd'hui l'un des conseillers écoutés du premier ministre.

Lire la suite page 8

Le Japon après la « bulle »

La fin de l'euphorie boursière et immobilière n'a pas provoqué de drame. Le système financier est seulement fragilisé

TOKYO

de notre envoyé spécial

La vie après la bulle ? Dans les immeubles du Kabuto-cho, le quartier de la Bourse de Tokyo, règne comme un sentiment de vide, d'absence... Petits épargnants et gros investisseurs ont déserté les lieux. Après l'effondrement des cours des actions (une chute de 47 % depuis le pic du 5 janvier 1990) et les scandales financiers en série, les brokers désemparés des grandes maisons de titres, Nomura et autres Yamatchi, dépriment. Les faillites de spéculateurs immobiliers nées de l'euphorie de la deuxième moitié des années 80 alimentent les conversations. Rien à voir

pourtant avec Wall Street et l'après-krach de 1987.

Ici, point de charrettes de licenciements. Pas de grandes banques en faillite. Circonsrite, la crise financière ne menace pas l'ensemble de l'économie « réelle » japonaise. L'archipel sort au contraire de cette période avec une industrie plus forte et, à terme, une finance plus efficace et plus raisonnable. Reste le risque d'un accident toujours possible !

Avec l'argent facile, la spirale spéculative - boursière et immobilière - des années 1986-1989 a en fait permis au Japon une véritable cure de musculation. Jusqu'à présent, la sortie de la bulle, amorcée en mai 1989 avec un

premier durcissement de la politique monétaire, a été remarquablement menée par le ministère des finances (le « MOF ») et la Banque du Japon. L'un et l'autre ont encore quelque craintes quant à l'état de santé du système financier. Les rencontres qu'a eues à Washington M. Yasushi Mieno, le gouverneur de la Banque du Japon, avec son homologue américain, M. Alan Greenspan, président de la FED, les 19 et 20 février, s'inscrivent dans ce cadre. Pour Tokyo, l'accident pourrait en effet provenir des Etats-Unis, où la finance japonaise avait beaucoup investi.

ERIK IZRAELECZ

Lire la suite page 17

Le travail de nuit des femmes sera autorisé

JE MÈTS LE RÉVEIL DE LA GAUCHE À QUELLE HEURE ?



La France dénonce la convention de l'Organisation internationale du travail pour l'industrie.

Lire page 15 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

Les mille fronts de l'Afghanistan

Milices de Kaboul contre moudjahidins.

page 5

L'aéronautique française en quête de marchés en Asie

Les industriels sont venus en force au Salon international de Singapour.

page 16

Bataille autour du satellite Télécom 2A

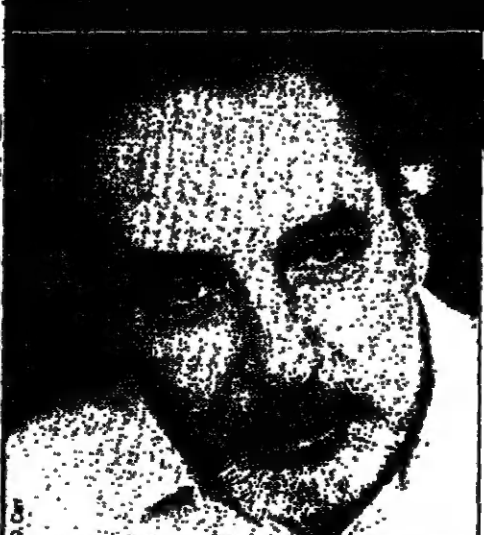
Canal Plus contre les industriels européens de l'électronique.

page 15

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 22

TAHAR BEN JELLOUN

A CARACTÈRES LE 28 FÉVRIER



Editions du Seuil

LIVRES & IDEES

Retours à la philosophie politique

Le déclin de la théorie marxiste, le relatif retrait des sciences sociales, mais aussi la revendication croissante des droits de l'homme à travers le monde semblent favoriser un retour de la philosophie politique. En France, le phénomène est manifeste : nouvelles collections, nouvelles revues... Avec les professeurs Bernard Bourgeois et Charles Larmont, « le Monde des livres » fait le point.

■ Tang Zhen, un Chinois des Lumières. ■ Suicide, mode d'écriture. ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « Au nom du grand-père ». ■ « Histoires littéraires », par François Bott : « Cher abbé de mon cœur ». ■ « D'autres mondes », par Nicole Zand : « Être ou ne pas être serbo-croate ».

pages 23 à 32

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 9 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark-Norvège, 9 F; Chine-Taiwan, 485 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 180 PTA; Grèce, 32 p.; Hongrie, 220 HUF; Italie, 1,20 L.; Luxembourg, 42 FL.; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL.; Portugal, 170 ESC; Suède, 450 F CFA; Suisse, 16 KRS; Suède, 1,20 SEK; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Aménagement du territoire

Harmoniser sans contraindre

par Claude Heurteux

AUJOURD'HUI, il n'existe plus de politique cohérente d'aménagement du territoire.

Les discours officiels dénoncent le déséquilibre croissant entre l'Ile-de-France et le reste du pays. Bien. Mais les investissements de l'Etat depuis ces dix dernières années ont été plus concentrés en Ile-de-France que dans n'importe quelle autre région. Quand l'Université 2000 décide la création de sept nouvelles universités, il en localise quatre en Ile-de-France.

Les pouvoirs publics parlent du nécessaire réajustement de l'Est par rapport à l'Ouest en Ile-de-France. Pourquoi pas ? C'est pourtant le moment où le gouvernement décide l'extension de la Défense avec la construction de 600 000 mètres carrés de bureaux en dix ans.

Enfin, on ne peut concevoir une politique d'aménagement du territoire sans volonté affirmée d'attirer les entreprises étrangères. Encore faut-il se présenter sous le meilleur jour. Or la France apparaît trop technocratique : réglementations instables, procédures désuètes, interventionnisme étatique. Elle s'enfonce encore plus dans des contrôles tatillons et abusifs.

Par ailleurs, les crédits consacrés à l'aménagement du territoire dans le projet de loi de finances 1992 sont en diminution de 18 % par rapport à 1991. Ils représenteront moins de 0,2 % du budget national. Ils seront sept fois moins élevés que le budget alloué à la culture.

Déjà en 1988, rapportées à la population, les aides à la localisation se montaient à 20 francs par habitant en France, soit cinq fois moins qu'en Grande-Bretagne et en Allemagne, huit fois moins qu'en Belgique et vingt-cinq fois moins qu'en Italie.

Une autre DATAR

Lieu de frictions entre les pouvoirs publics et les entreprises, la DATAR a été considérée comme un outil dirigiste d'une politique centralisée d'aménagement du territoire. Aujourd'hui, elle se doit d'acquiescer une vision nouvelle, l'harmonisation des différentes politiques régionales. Emanation du ministère de l'aménagement du territoire, lui-même rattaché à un grand ministère de l'économie, elle deviendrait :

1) Un « club » où se rencontreraient administration, décideurs régionaux, élus, acteurs économiques et chefs d'entreprise, lieu d'échanges et de concertation.

2) Le « poil à gratter » des autres ministères et des instances de la CEE. Les principaux projets législatifs ou réglementaires devraient faire l'objet d'une analyse comparative avec ce qui existe dans des pays concurrents. La fiscalité en serait le domaine privilégié. Sait-on, par exemple, que la faible présence de quartiers généraux dans notre pays s'explique par une fiscalité française défavorable par rapport à celle de la Belgique ou de la Grande-Bretagne.

3) Un « centre d'informations » des acteurs économiques. Parle-t-on d'aides financières ? Aucun répertoire général ne les décrit précisément. Parle-t-on de sites d'accueil ?

Aucun inventaire exhaustif n'existe. Parle-t-on de pénurie ou de pléthore des produits immobiliers ? Les statistiques sont insuffisantes pour connaître précisément les volumes de permis de construire demandés, obtenus ou en cours de réalisation.

4) Un « centre de formation » des élus. La décentralisation a transféré aux collectivités territoriales des pouvoirs considérables. Certaines d'entre elles les maîtrisent avec peine. Cette structure aurait pour rôle de former, d'informer, de conseiller et d'accompagner les élus dans leurs décisions quotidiennes.

5) Un représentant de la France à l'étranger. Que d'initiatives isolées, concurrentes sont prises par les collectivités territoriales pour séduire les entreprises étrangères. Initiatives donnant de la France une image brouillonne. L'efficacité d'un réseau international pour vendre la France à l'étranger suppose des hommes : ils existent. Elle suppose aussi des moyens financiers : ils sont faibles. Surout par comparaison avec les autres pays européens.

Dernière originalité : cette structure devrait être à la disposition des entreprises et non le contraire.

Primes ou défiscalisation ?

En étroite liaison avec les régions, il appartient à l'Etat de fixer le cadre général d'une politique d'harmonisation du territoire face à celle de pays concurrents. Aux élus à le prendre en compte dans leur stratégie. Aux entreprises à agir. L'administration n'a pas à empêcher les entreprises de s'implanter là où elles le projettent, mais elle doit pouvoir les attirer à certains endroits plutôt qu'à d'autres. Notamment au moyen d'incitations.

Quel genre d'incitations ? Primes ou défiscalisation ? A quoi bon se prononcer contre les primes aussi longtemps que la CEE ne pourra mettre bon ordre aux folles surenchères entre nations, régions et villes. Les collectivités qui ne seraient pas miroiter ces aides se trouveraient en état d'infériorité. Même si leur montant, pour de simples raisons budgétaires, se révèle en réalité très inférieur à celui affiché, voire promis. Préférables sont les régimes de défiscalisation. L'efficacité économique et sociale des zones d'entreprises en est la meilleure illustration. Expérience qui mériterait d'être étendue au niveau européen, là où ces zones seraient les plus utiles.

Ces exonérations fiscales, partielles ou totales, bénéficieraient à l'entreprise et aux personnes physiques. Voici deux exemples. L'entreprise d'abord. Les plus-values immobilières seraient exonérées dès lors que celles-ci seraient réinvesties. La France est le seul pays occidental à ne pas utiliser ce mécanisme. Et pourtant, celui-ci offre plusieurs avantages. Il assure une plus grande mobilité des entreprises, libère des terrains urbains et aide à la modernisation de l'appareil productif. En reprenant, partiellement, cette proposition, le projet de loi de finances pour 1992 la déforme au point de la pervertir.

Les personnes physiques ensuite. Les régions souffrent d'un grave

appauvrissement de matière grise. Les chiffres sont éloquentes : l'Ile-de-France concentre plus de 40 % des cadres supérieurs. Et en période de chômage, les salariés préfèrent rester là où le marché de l'emploi est le plus important. C'est-à-dire en Ile-de-France. Ils savent pouvoir trouver plus facilement un emploi ici qu'ailleurs. Il existe bien, depuis l'année dernière, une prime de 60 000 francs maximum versée par l'Etat au salarié qui suit son entreprise en province. Première difficulté : les crédits débloqués (100 millions de francs cette année) devant concerner 3 000 transferts, comment cette aide pourra-t-elle atteindre 60 000 francs ? Deuxième difficulté : cette disposition n'attirera pas les « cerveaux » dont les régions ont besoin. Il eût été préférable de prévoir une exonération fiscale partielle sur l'impôt sur le revenu et durant un certain nombre d'années. A l'image de ce qu'a fait le Texas pour attirer chercheurs, ingénieurs et autres spécialistes. Resterait à en convaincre Bruxelles.

Enfin, tout dispositif d'aménagement du territoire doit se révéler simple, clair et automatique. Sans autorisation préalable mais avec un contrôle a posteriori. Pour être à l'abri de contentieux administratifs, l'entreprise doit pouvoir connaître la position des pouvoirs publics dans certains cas limites. Pour ce faire, il existe la « procédure du ruling » qui conduit l'administration à prendre position sur les questions qui lui sont soumises. Cette procédure est largement appliquée dans les pays anglo-saxons. Pas en France. Une économie moderne suppose une administration

moderne. Sur ce point, les pouvoirs publics devront s'adapter.

Toute politique d'aménagement du territoire repose sur la création et l'amélioration permanente des infrastructures. Les entreprises s'implantent et se développent là où elles bénéficient d'un environnement favorable. Les maîtres-mots dans la matière sont : communications, télécommunications, logements, universités, lieux de culture et d'échanges. Lorsque la SNCF, service public, décide d'arrêter le TGV-Ouest à Rennes, c'est Brest qu'elle condamne. Lorsque le gouvernement reprend le schéma directeur routier national élaboré en 1988 mais le réalisera sur une plus longue période que prévu, c'est tout un développement économique qui est remis en cause.

Substituer au terme d'aménagement du territoire celui d'harmonisation ne répond pas à une préoccupation sémantique. Cette substitution est l'expression d'une différence fondamentale entre dirigistes et libéraux. Les premiers veulent faire de l'aménagement en contraignant le vivant. Les seconds imaginent l'harmonisation du territoire en le respectant. Ce constat explique le relatif échec de la politique menée depuis plusieurs années en ce domaine et donne l'espoir de réussir une politique nouvelle orientée vers le développement économique, social et culturel de chaque région.

► Claude Heurteux est président du groupe Auguste-Thouard.

Grands travaux

Toujours la Bibliothèque

par Georges Le Rider

MA lettre ouverte du 20 août dernier, appuyée par près de 750 signataires (1), avait amené le président de la République à désigner, au début de novembre, un groupe de travail composé de cinq personnes et animé par M. Pierre Jolis, qui étudierait le dossier de la Bibliothèque de France, procéderait à des audits et remettrait un rapport. Cette mission fut remplie, et l'Elysée reçut le 20 janvier 1992 le rapport attendu. Trois semaines plus tard, le 11 février, les décisions du président étaient rendues publiques.

Les conclusions du groupe de travail, en ce qui concerne le bâtiment et ses techniques (2), m'avaient paru extrêmement pertinentes. Les rapporteurs se déclaraient préoccupés par le manque de compacité de l'édifice et par le stockage des livres dans les tours. Ils recommandaient de mailler l'immense cour centrale de façon à permettre, dans l'avenir, la construction de nouveaux magasins. Ils demandaient de minimiser, voire de supprimer, le magasinage dans les tours. Ils souhaitaient, de plus, qu'on limitât l'utilisation des hauteurs technologiques, toujours fragiles et génératrices de difficultés.

Je ne pouvais que souscrire à ces observations. J'ai suffisamment souligné dans mes écrits antérieurs les dangers et les inconvénients des tours-magasins (je rappelle que la future bibliothèque nationale alle-

mande stockera 18 millions de volumes sur trois niveaux). J'ai montré aussi que la cavité centrale devait rester constructible : sinon, la Bibliothèque de France serait saturée dans vingt ans et il faudrait dans dix ans commencer à faire les plans d'une autre bibliothèque ! La plantation annoncée d'une forêt au centre de l'édifice était donc à éviter, pour ne pas rendre ensuite probablement impossible la transformation de la cour en magasins.

Les recommandations du groupe de travail eussent-elles été retenues, que j'aurais donné sans réserve mon approbation au projet. Je fais remarquer que la mise en œuvre de ces recommandations pouvait être faite sans toucher à l'architecture (que du reste M. Emile Biagini, secrétaire d'Etat aux grands travaux, avait invité le groupe de travail à ne pas remettre en cause). Il suffisait de remodeler l'organisation des espaces sous le socle-escalade et d'envisager dans les tours un autre type d'occupation.

Danger des tours

La lettre de M. François Mitterrand du 10 février ne fait état que d'un aspect du problème : celui de la compacité. On mettra un peu plus de livres en bas, chaque tour aura deux étages de moins. Il n'est absolument pas question du maillage de la cour, qui, d'après les indications du ministère, serait confiée à un paysagiste pour être plantée d'arbres et de taillis.

Selon la même source d'informations, les livres seraient maintenant à peu près également répartis entre les tours et le sous-sol. Il y en avait auparavant 7 millions en haut, 4 millions en bas. Il resterait donc encore quelque 5,5 millions de volumes dans les tours. Le souhait du groupe de travail, selon lequel il convenait de minimiser, voire de supprimer le magasinage en hauteur, n'a donc pas été exaucé.

Tenant compte cependant du danger que représentent les tours-magasins, la lettre présidentielle donne comme instructions de conserver les livres les plus précieux sous le socle et de mettre en haut les livres les plus usuels. Cette décision plongera certainement dans le plus grand embarras les responsables de la bibliothèque, qui avaient toujours proclamé qu'ils logeraient dans les tours les ouvrages les moins demandés et placeraient à proximité de la salle de lecture, c'est-à-dire au niveau le plus bas du sous-sol, les volumes souvent consultés.

Il semble, d'autre part, que la structure des tours soit aujourd'hui prévue de la façon suivante : de l'intérieur vers l'extérieur, il y aurait d'abord une paroi en béton, puis de la laine de verre, puis une épaisseur de bois, puis une peau de verre ; enfin, à une certaine distance, le vitrage extérieur.

Les écarts considérables de températures que cet agencement provoquera à l'intérieur des tours devront être corrigés par un système très élaboré d'air conditionné, qui va à nouveau contre le vœu du groupe de travail, qui voulait limiter l'emploi de technologies sophistiquées.

Ajoutons que le transport, qui deviendra désormais incessant, des livres d'usage courant depuis le haut des tours jusqu'au bas du sous-sol exigera lui aussi l'utilisation permanente d'installations compliquées, peu favorables au bon fonctionnement de la bibliothèque.

Nous possédons un rapport demandé par le chef de l'Etat et établi par des personnalités dont la compétence et la sûreté de jugement ne sont contestées par personne. Ce rapport indique les remèdes nécessaires à la réussite du projet. Leur application aurait fait taire les critiques et aurait rallié toutes les énergies. Comment se fait-il qu'une si belle occasion ait été à ce point manquée ?

(1) Le Monde du 25 septembre.
(2) Je ne traite ici que des questions techniques, non des problèmes administratifs qui sont évoqués dans la seconde partie du rapport.

► Georges Le Rider est membre de l'Institut, ancien administrateur général de la BN, professeur à l'université Paris-Sorbonne (Paris-IV), directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études (IV^e section).

COURRIER

«Eil pour eil...»

«Eil pour eil (...) les négociations israélo-arabes (...) n'ont pas retenu sa validité à la veille de la loi biblique...» Les termes de votre éditorial du Monde du 18 février font frémir : est-il possible que le plus sérieux des quotidiens français manipule encore, trente ans après Vatican II, des concepts qui ont nourri durant des siècles l'antijudaïsme chrétien ? Car c'est bien «l'enseignement du mépris» dont parlait Jules Isaac qui a présidé à l'invention et à la perpétuation de ce mythe de la loi du talion, contraire pourtant à la vraie tradition juive.

Le judaïsme se caractérise en effet par une défiance absolue envers le sens littéral, superficiel des Ecritures, qui sont en revanche le lieu d'une constante interprétation — des commentateurs dont le Talmud est dépositaire et qui soulignent tous l'interdiction de la vengeance brutale. Faut-il rappeler qu'en droit hébraïque, par exemple, la peine de mort, qui n'est pas prohibée, est rendue cependant... quasi inapplicable ? Faut-il préciser qu'arracher une partie du corps (un œil, une dent, un membre...) est strictement interdit, qu'aucun tribunal ne réclamerait du judaïsme, de quelque tendance que ce soit, ne pourrait prononcer une telle sen-

tence ? Est-il nécessaire d'ajouter, et de répéter une fois encore, que la formule hébraïque «tu aimeras ton prochain comme toi-même» a été prononcée et abondamment commentée par des générations de sages et de prophètes juifs, bien avant la naissance d'un autre Juif nommé Jésus ?

C'est pourquoi laisser entendre (consciemment ou inconsciemment) que l'attitude du gouvernement israélien est dictée peu ou prou par cette prétendue loi du talion ne peut que heurter, me semble-t-il, la sensibilité de tous ceux pour qui le judaïsme ne se réduit pas à quelques poncifs. Mais les mythes, c'est bien connu, ont la vie dure...

OLIVIER GULAND
Paris

Terrorisme en Irlande

Denis Langlois, dont l'objectif est de mettre fin au terrorisme, le présente, dans le Monde du 15 février, comme une lutte de gens brimés, frustrés, humiliés, dont les droits sont bafoués et les revendications d'autodétermination nites. Il suffirait que les gouvernements entendent enfin leurs revendications et acceptent de discuter avec leurs représentants pour que cesse la lutte armée et que tout rentre dans l'ordre.

C'est exactement l'argumentation de l'IRA en Irlande du Nord : dis- outez avec nous d'un calendrier du retrait des troupes britanniques et le combat cessera. Singulière manière de mettre fin au terrorisme en demandant aux gouvernements de lui accorder une victoire politique.

Mais l'IRA n'est pas une « minorité majoritaire », et elle ne lutte pour l'autodétermination d'aucun peuple. Elle mène le combat armé d'une avant-garde autodéterminée et quand le peuple a tort, on le persuade qu'il a tort à coups de mitraillettes et de bombes.

La seule manière de mettre fin aux activités criminelles, à la terreur sans procès, sans défenseur, sans garantie, à cette confiscation de la vie politique qui est le propre des putschistes, qu'ils soient d'Etat ou paramilitaires, c'est de les isoler politiquement. Denis Langlois leur donne un peu d'air pour respirer. C'est son droit le plus strict. Mais alors, son article aurait dû s'intituler : « Pour que le terrorisme continue ».

MAURICE GOLDRING
professeur d'études irlandaises à l'université Paris-VIII (Saint-Denis)

César Rambo

par Bernard Pivot

Il s'agit de faire une drôle de tête, tous les officiers dans l'ordre des Arts et Lettres, en apprenant que M. Sylvester Stallone devenait l'un d'entre eux.

Peut-être, indulgents, ont-ils pensé que, si Rambo n'avait pas mené la France de ses armes et Rocky M. Jack Lang de ses poings, jamais le ministre de la culture ne se serait donné le ridicule de le décorer en personne.

Peut-être ont-ils trouvé normal que, bel athlète, M. Sylvester Stallone saute à pieds joints le grade de chevalier ?

On peut s'étonner quand même qu'avec un peu plus d'humour l'Etat français n'ait pas songé à décorer à Rambo, plutôt que des Arts et Lettres inconnus, la Légion d'honneur. A titre militaire, évidemment.

On ne s'étonnera pas, en revanche, dans la confusion des valeurs et d'une soirée, qu'on ait demandé au public des Césars de se lever pour faire un triomphe (en anglais : *standing ovation*) à M. Sylvester Stallone. Là, ce n'est pas l'Etat, mais les invités qui ont manqué d'humour. Ils auraient dû, debout, face à Rambo-Rocky, lever les deux bras. Pour dire qu'ils se rendaient. Devant la bêtise.

La situation des juifs de Syrie

En réaction à un article de notre collaboratrice Françoise Chipaux sur la situation des juifs de Syrie, M. Roger Pinto, président de la commission Communautés juives en péril du CRIF, nous a adressé une lettre dont voici les principaux extraits :

Je prends acte que M^{me} Chipaux a constaté que la carte d'identité porte pour les seuls juifs la mention de leur religion, ce qui est révélateur de la sourde méfiance qu'ils suscitent, ajoutant que « dans un pays où les services de renseignement sont omnipotents, il est bien évident qu'ils font l'objet d'une surveillance particulière ».

M^{me} Chipaux reconnaît que le vrai problème pour les juifs de Syrie est l'impossibilité d'émigrer : restriction inadmissible. Nous voilà au cœur du problème. La réalité, c'est que la situation des juifs de Syrie demeure figée dans toute sa dimension dramatique : les juifs de Syrie restent des otages pour lesquels nous continuons à lutter afin qu'ils obtiennent le libre droit à l'émigration.

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS
Mars 1992
SPÉCIAL AGRICULTURE
Premier dossier
les agriculteurs en France
Deuxième dossier
Trente ans de politique agricole commune
Troisième dossier
Agriculture et tiers-monde
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde
Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lesourd, gérant directeur de la publication Bruno Freppel, directeur de la rédaction Jacques Gulu, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général
Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction Yves Agnus, Jacques Amalric, Thomas Ferenzi, Philippe Héneman, Jacques-François Simon
Daniel Vernet, directeur des relations internationales
Anciens directeurs : Hubert Bourdeau-Méry (1944-1959), Jacques Fauret (1959-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)
REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 40-55-25-29
Télécopieur 40-55-25-99
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 NURY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 40-55-25-25
Télécopieur 40-50-30-10

ÉTRANGER

Alors que les Arméniens ont avancé sur le terrain

La France et l'Iran proposent leurs bons offices dans le conflit du Haut-Karabakh

Les combats ont redoublé de violence, mercredi 26 février, dans le Haut-Karabakh, avec la prise par les combattants arméniens de la localité de Khodjaly et de son aéroport, le seul qui se trouve dans l'enclave à population arménienne située en Azerbaïdjan. La France et l'Iran ont proposé leurs bons offices dans ce conflit.

Les combats, très meurtriers selon Bakou, ont empêché le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, de se rendre comme prévu dans la zone de conflit, alors qu'il a entamé mardi à Bakou une tentative de médiation et devait se rendre jeudi à Erevan.

L'annonce à Téhéran d'un premier accord de cessez-le-feu mercredi a été démentie dans les faits, mais un deuxième cessez-le-feu de soixante-douze heures serait entré en vigueur jeudi matin à 9 heures locales, après un compromis élaboré la veille au téléphone avec l'aide de M. Velayati, selon l'agence Tass. De sources azerbaïdjanaises, on précise que des pourparlers sur des échanges d'otages se sont déjà engagés sur place.

Selon un bilan, démenti par les autorités arméniennes, du ministère azerbaïdjanais de l'intérieur, la prise de Khodjaly aurait fait plus de 100 tués, 200 blessés et 300 disparus côté azéri. Erevan affirme de son côté que Khodjaly est tombée pratiquement sans résistance, les combattants ne trouvant sur place que quelques familles de Turcs

Mesheha, réfugiés d'Ouzbékistan. Les forces azerbaïdjanaises se sont repliées vers Agdam, où se trouvent la plupart des quelque 15 000 réfugiés azéris des combats de ces dernières semaines, durant lesquels les Arméniens ont pu nettement reprendre l'offensive et desserrer l'encerclement de leur enclave. En contrepartie, ces derniers doivent subir des bombardements visant notamment leur chef-lieu Stepanakert, pratiquement privé d'eau et d'électricité.

Les Azéris démentent utiliser des batteries de missiles multiples Grad, qui, selon les Arméniens, ont causé presque chaque jour dix morts ou plus dans la ville depuis plus d'une semaine. Ces tirs sur Stepanakert proviennent en particulier de Choucha, au sud-ouest de Stepanakert, dernière localité azéris dans le Haut-Karabakh depuis la chute de Khodjaly et qui se trouve pratiquement encerclée par les combattants arméniens et, elle aussi, régulièrement bombardée.

Plans de paix

Si les Arméniens parviennent à consolider leurs positions, la prise de l'aéroport de Khodjaly, tenu depuis un an par les unités spéciales azerbaïdjanaises, serait une victoire stratégique importante qui leur permettrait de rompre l'isolement de l'enclave, uniquement accessible par hélicoptères. Mais l'Azerbaïdjan, qui tente de constituer sa propre armée avec l'accord - forcé - du commandement des Forces unifiées de la Communauté, pourrait à terme dis-

poser de batteries antiaériennes et d'aviation.

C'est pourquoi le président arménien Levon Ter Petrossian a rendu public, mercredi, son propre plan de paix : il demande que la communauté internationale empêche l'Azerbaïdjan d'obtenir l'armement de l'ex-armée soviétique stationnée sur son territoire et crée un mécanisme d'interposition. Il se déclare prêt à user de son influence sur les dirigeants arméniens du Haut-Karabakh - qui ont proclamé leur République indépendante - pour qu'ils acceptent un cessez-le-feu.

Des observateurs internationaux pourraient alors venir et des négociations s'engager entre Bakou et les Arméniens du Haut-Karabakh. L'Azerbaïdjan de son côté refuse de reconnaître les autorités arméniennes du Haut Karabakh et affirme qu'Erevan dirige en sous-main les combats. Il affirme cependant vouloir accorder aux Arméniens du Haut-Karabakh une autonomie culturelle et un droit à l'autogestion « en accord avec les principes reconnus du droit international ». Bakou affirme en outre que le régime de l'armée ex-soviétique basé à Stepanakert participe aux combats aux côtés des Arméniens, ce que le commandement de l'armée dément.

Alors que la médiation iranienne semblait commencer à porter ses fruits, un plan français prévoyant des pressions internationales en faveur de la paix a été rendu public mercredi à Paris. Le « plan de sauvegarde des populations du Nagorno-Karabakh » présenté par M. Roland Dumas au cours du

conseil des ministres, a pour objectifs essentiels la cessation des combats, la démilitarisation de la région et l'accès aux blessés et aux populations les plus affectées par les combats. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, se rendra ainsi du 3 au 6 mars dans le Haut-Karabakh pour la mise en place de corridors humanitaires, en liaison éventuelle avec des responsables de l'UNICEF (nos dernières éditions du 27 février).

La France souhaite que toutes les instances internationales concernées s'efforcent de faire respecter un cessez-le-feu. La Communauté européenne, pourrait envoyer sur place une mission d'observateurs de manière à créer une présence permanente susceptible de dissuader toute attaque massive. Lors de l'admission de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan à l'ONU, le 2 mars prochain, Paris pourrait faire connaître sa « très vive préoccupation » et appeler au respect des principes de la charte des Nations unies. La CSCE pourrait, selon le plan français, mettre en route des mécanismes de bons offices et demander la réunion du Comité consultatif du Centre de prévention des conflits.

La France n'exclut pas une intervention au sein du Conseil de sécurité de l'ONU pour envisager l'envoi éventuel de « casques bleus » dans la région ou encore une participation des forces de la CEU au maintien d'un cessez-le-feu.

SOPHIE SHIHAB



André et Igor ne veulent pas se battre

BAKOU
de notre envoyé spécial

Pauvres gosses ! Que penser d'autre en voyant André Kostyrev et Igor Yourkov, 20 ans chacun, raconter leur fuite de Stepanakert, le chef-lieu du Haut-Karabakh, vers Bakou, la capitale azerbaïdjanaise ? Epuisés, les mains couvertes d'angles, emmitouflés dans leurs capes trop grandes, ils n'ont qu'une envie : rentrer chez eux. Au Kazakhstan, pour André, à Moscou, pour Igor. Russes tous les deux, ils font partie du bataillon de l'ex-armée soviétique basé à Stepanakert, là où Azéris et Arméniens se livrent un combat sans merci. « Nous faisons notre service militaire dans le Nagorno-Karabakh », raconte André, lorsque, début février, on nous a emmenés dans le Haut-Karabakh. Nous avions pensé, à ce moment, que c'était uniquement pour une mission. Non, c'était pour y finir notre temps.

qu'ils font dans cette guerre qu'ils ne comprennent pas. Ils n'ont qu'un seul but : être obligés de se battre. Aussi, lundi dernier, ils s'offrirent lorsque leur commandant leur demanda de « se préparer pour une sortie de nuit ». « Nous avions peur que ce soit pour participer à des combats », disent André et Igor, qui déclarent, alors, de faire la belle. A deux heures du matin, ils quittent la caserne. Il leur faudra vingt-quatre heures pour gagner un village azéri, situé à quelques kilomètres. Recueillis par les milices azéries, ils sont amenés à Bakou.

Que veulent-ils faire maintenant ? « Surtout ne pas retourner dans le Haut-Karabakh. Nous pourrions être enrôlés de force par les Arméniens. » Les deux « petits soldats » souhaitent retrouver un régiment, ailleurs. « Nous ne sommes pas des déserteurs, s'insurgent-ils, d'ailleurs sur les mille soldats de la garnison, plus de trois cents sont déjà partis. Le KGB nous orientera vers de nouvelles unités. »

JOSÉ-ALAIN FRALON

TCHÉCOSLOVAQUIE : ne réglant pas la question des Sudètes

Le traité d'amitié avec l'Allemagne laisse entier le contentieux historique

Le chancelier allemand Helmut Kohl est arrivé, jeudi 27 février, à Prague, pour signer avec le président Václav Havel un traité d'amitié, controversé aussi bien en Tchécoslovaquie qu'en Allemagne. Cette visite devait permettre d'enterrer le contentieux historique entre les deux pays, lié aux accords de Munich (1938) et à la question des Sudètes, mais elle semble, au contraire, relancer la polémique.

PRAGUE

correspondance

Le document établi par les deux ministères des Affaires étrangères ne pose en soi aucune difficulté : il rappelle la volonté de coopération culturelle et économique des deux pays et confirme le soutien de l'Allemagne pour l'intégration de la Tchécoslovaquie dans la CEE. Les divisions entre Allemands et Tchécoslovaques viennent de ce que le traité d'amitié et de coopération ne contient pas : aucune mention ne concerne la question du territoire des Sudètes, qui

empoisonne pourtant les relations bilatérales depuis plus de quarante ans.

Près de sept mille personnes ont manifesté contre le traité, lundi dernier à Prague, craignant des concessions tchécoslovaques sur la question de l'indemnisation des Allemands des Sudètes et dénonçant la nouvelle « légèreté » allemande, économique, sur le pays. Une nouvelle manifestation était prévue, jeudi, devant le château où les deux présidents devaient signer le traité. Certains partis d'opposition ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à la ratification du traité. Après de longues tractations, les deux parties ont décidé de ne pas évoquer dans le traité les demandes de réparation des populations des Sudètes.

Cette région du nord-ouest de la Bohême, à forte population allemande, revendiquée par l'Allemagne dès 1935, devait être annexée par Hitler après les accords de Munich en 1938. En 1945, conformément aux accords de paix de Potsdam, le territoire était rendu à la Tchécoslovaquie qui, sur le décret de son président, Edvard Beneš, décidait d'expulser les quelque 2,5 millions d'Allemands des Sudètes.

La majeure partie d'entre eux ont

émigré en Bavière où, constitués en un puissant groupe de pression soutenu par l'Union sociale chrétienne (CSU), ils demandent aujourd'hui à récupérer leurs anciennes propriétés, au même titre que les Tchécoslovaques sont autorisés à récupérer les biens spoliés par le Parti communiste après février 1948. Une revendication d'autant plus vive que les citoyens tchécoslovaques de nationalité hongroise ou allemande, injustement expropriés par le Parlement slovaque entre 1945 et 1946 (et reconnus non coupables de crimes contre la Tchécoslovaquie) sont, eux, autorisés à reprendre possession de leurs biens.

Il n'est pas question pour Prague d'étendre ces amendements aux populations des Sudètes : cela reviendrait en effet à considérer l'expulsion des Allemands des Sudètes comme illégale et à reconnaître implicitement l'annexion hitlérienne. Il est cependant évident que le chef du gouvernement allemand n'apportera pas lui non plus des modifications au traité : les intérêts économiques allemands en Tchécoslovaquie sont aujourd'hui trop importants pour qu'il se permette d'envenimer ses relations avec Prague.

CATHERINE MONROY

ESTONIE : après l'adoption de la loi sur la citoyenneté

La plupart des russophones seront privés du droit de vote lors des prochaines élections législatives

STOCKHOLM

de notre envoyé spécial

La nouvelle loi sur la citoyenneté adoptée à une courte majorité, mercredi 26 février, par le Parlement d'Estonie aura des conséquences directes sur les prochaines élections législatives qui doivent avoir lieu ce printemps.

Applicable à compter du 30 mars, elle prive en effet du droit de vote la plupart des russophones qui forment plus du tiers de la population actuelle de la petite République baltique (1,6 million d'habitants). La loi donne automatiquement la nationalité estonienne à ceux qui la possédaient en 1940 ainsi qu'à tous leurs descendants, qu'ils résident en Estonie ou en dehors de ses frontières. Les étrangers qui y vivaient à cette époque depuis plus de deux ans, soit près de 8 % de la population, en bénéficieront également.

En revanche, les centaines de milliers de Russes, Biélorusses et Ukrainiens qui ont immigré en Estonie pendant la période de russification et d'occupation soviétique - environ 37 % de la population actuelle - devront remplir certaines conditions pour obtenir la nationalité esto-

nienne, notamment un séjour minimal de deux ans dans la République et une connaissance « acceptable » de la langue estonienne. Et, outre un casier judiciaire vierge et l'assurance qu'ils n'ont pas travaillé dans le KGB ou comme permanents dans les organisations de l'armée d'occupation, ils devront aussi prêter serment de fidélité à l'Etat estonien indépendant.

Le résultat d'un compromis

Si de nombreux Russes peuvent ainsi opter pour la citoyenneté estonienne, le Parlement de Tallinn a décliné qu'ils devront attendre un an, le temps d'examiner attentivement les dossiers. Ce qui revient à écarter les russophones des élections législatives prévues en mai prochain. Cette loi, qui est le résultat d'un compromis, a été votée par les social-démocrates, les groupes centristes et modérés et la minorité russophone qui dispose de 25 sièges sur 103 au Parlement. Les conservateurs et les mouvements plus nationalistes penchaient pour un délai d'un an et demi ou de deux ans.

Bien qu'ils veuillent se débarrasser au plus vite des troupes de l'ex-

Union soviétique toujours stationnées sur leur territoire (environ 25 000 hommes, dont plus de 10 000 officiers et leurs familles, selon un responsable estonien) et que des négociations doivent s'engager prochainement avec Moscou sur leur évacuation, les Estoniens semblent donc avoir choisi la voie de la modération dans leurs rapports avec une minorité russe et biélorusse pourtant guère aimée.

Un récent sondage indique que 47 % des Russes vivant en Estonie sont favorables à l'indépendance de la République baltique et qu'ils souhaitent rester dans le pays bien que, souvent, ils n'aient jamais daigné en apprendre la langue. Pour beaucoup, et surtout pour les militaires, les conditions de vie y sont moins détestables que dans la CEI.

En dépit des graves pénuries que l'Estonie connaît cet hiver, les officiers et leurs familles n'ont donc aucune envie d'être rapatriés. Mais cette présence, dénoncée mercredi par le ministre suédois des affaires étrangères, préoccupe les gouvernements de Tallinn, Riga et Vilnius, qui y voient une menace pesant sur leur indépendance.

ALAIN DEBOVE

ALLEMAGNE : nouvelle information judiciaire contre M. Erich Honecker. - Le parquet de Berlin a annoncé, mercredi 26 février, l'ouverture d'une nouvelle information judiciaire, pour prévarication, contre M. Erich Honecker. L'ex-numéro un est-allemand, hospitalisé depuis lundi à Moscou, est déjà sous le coup d'un mandat d'arrêt pour sa responsabilité dans la mort de quelque 200 Allemands de l'Est, tués lors de leur tentative de fuite à l'Ouest. - (AFP, Reuters)


CEI : cinq Etats ont signé l'accord sur la CSCE. - Les présidents de cinq anciennes Républiques soviétiques - la Moldavie, la Biélorussie, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et l'Ukraine - ont signé, mercredi 26 février, l'acte final de 1975 de la conférence d'Helsinki (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe). Tous les dirigeants des Républiques de l'ancienne URSS, à l'exception de la Géorgie, avaient été invités à signer l'acte, mais la moitié d'entre eux ont répondu qu'ils ne pouvaient faire le déplacement en raison de la situation intérieure dans leur pays. - (AFP)

Entretiens anglo-irlandais à Londres. - Les premiers ministres bri-

tannique et irlandais, MM. John Major et Albert Reynolds, ont eu des entretiens sur la question de l'Ulster, mercredi 26 février à Londres. Les deux gouvernements ont décidé de faire de la question nord-irlandaise une priorité. « Nous sommes tous deux déterminés à poursuivre et améliorer la coopération existante en matière de sécurité (...) et à examiner tous les moyens légitimes pour tenter de mettre un terme à ce carnage », a déclaré M. John Major à l'issue de cette rencontre. - (AFP, Reuters)

OTAN : les Etats-Unis veulent faire partager le coût de la défense de l'Europe. - Les Etats-Unis ont demandé à leurs alliés européens de l'OTAN de payer désormais une partie des frais de fonctionnement et d'entretien de certaines installations militaires américaines en Europe. Ces frais sont actuellement à la charge des Etats-Unis. Ceux-ci demandent qu'ils soient dorénavant financés sur le budget d'infrastructures de l'OTAN afin de mieux répartir entre les alliés le coût de la défense de l'Europe. Les installations concernées sont réparties dans plusieurs pays européens de l'Alliance, Allemagne et Norvège notamment. - (AFP)

PIERRE BOURDIEU



Livre magistral.
Didier Eribon / Le Nouvel Observateur

Bourdieu refuse la complaisance, la facilité, tout autant que la dogmatisme de la pensée.
Georges Balandier / Le Monde

Les outils et les concepts de Bourdieu restaient jusque-là dispersés dans son œuvre. La vision d'ensemble fascine.
François Granon / Télérama

Collection Libre examen dirigée par Olivier Bétourné. 120 F

Editions du Seuil

EUROPE

ALBANIE : alors que s'ouvre la campagne électorale
Deux personnes ont trouvé la mort
lors de nouvelles émeutes de la faim

Deux personnes, au moins, ont péri suffoquées et plusieurs autres ont été blessées, mardi 25 février, à Pogradec, au sud-est de Tirana, lors d'un nouvel assaut de milliers d'Albanais affamés contre des entrepôts de vivres. Les policiers ont d'abord tenté de disperser la foule en tirant en l'air, mais ont été contraints de se replier. La municipalité a annoncé qu'elle avait fait appel à des renforts militaires.

La télévision albanaise a fait état de scènes de pillage à Louchnje, au sud de Tirana. Des entrepôts de vivres ont été pillés et d'autres incendiés. Plus de quarante personnes

avaient trouvé la mort dans des émeutes de la faim, en novembre et décembre derniers. Trente-cinq d'elles elles avaient été brûlées vives dans l'incendie d'un entrepôt.

Alors que l'Albanie se prépare à de nouvelles élections législatives, le 22 mars, la violence à caractère politique fait, elle aussi, son apparition. Des jeunes gens ont ainsi attaqué des rassemblements de socialistes (ex-communistes) à Tropoje, Berat et Louchnje. Lors du premier scrutin, il y a un an, les démocrates avaient remporté moins d'un tiers des sièges tandis que les ex-communistes s'assuraient une majorité confortable.

IRLANDE

La Cour suprême autorise l'adolescente violée
à avorter en Grande-Bretagne

Au terme de trois jours de débats à huis clos, la Cour suprême d'Irlande a cassé, mercredi 26 février, un arrêt controversé de la Haute Cour de Dublin interdisant à une adolescente de quatorze ans, enceinte à la suite d'un viol, de se faire avorter en Grande-Bretagne. La cour n'a pas précisé pour le moment sur quels fondements juridiques s'appuyait sa décision dans ce dossier. Confrontées à une législation extrêmement stricte dans leur pays, les Irlandaises se rendent depuis des années à Londres, où l'interruption volontaire de grossesse est parfaitement légale. La classe politique irlandaise est tout entière mobilisée sur la question de la législation ou non de l'avortement. Celle-ci menace même de remettre en cause la ratification du traité européen de Maastricht par Dublin.

Chaque année, des milliers...

LONDRES

de notre correspondant

Les Irlandaises ont recours depuis de nombreuses années, mais de manière clandestine, à la « clinique britannique ». Même si les publications relatives à ce sujet sont interdites en Irlande, l'information circule cependant sur les possibilités d'avortement en Grande-Bretagne.

Il existe une information anonyme, sous la forme de numéros de téléphone de cliniques et de groupes d'entraide, griffonnés sur les murs des toilettes publiques. De façon plus fiable, des adresses de médecins prêts à donner des conseils sont échangées de bouche à oreille. Enfin, il y a le réseau des bénévoles qui, de leur domicile, répondent par téléphone aux demandes d'aide. Les candidates au voyage ont affaire à des organisations plus ou moins sérieuses et le coût d'une interruption volontaire de grossesse s'en ressent. L'IVG, qui coûte en principe environ 350 livres (2 500 francs), peut dépasser largement ce montant en fonction de la clinique choisie et du terme de la grossesse. En outre, avec le prix du voyage et les frais annexes, la dépense totale peut varier entre 500 et 1 000 livres. (5 000 à 10 000 francs).

MALTE : la victoire des nationalistes aux élections législatives

Le chef du gouvernement affirme
que l'adhésion à la CEE
sera son « premier engagement »

Le premier ministre de Malte, M. Eddie Fenech Adami, recourt dans ses fonctions pour cinq ans après la victoire aux élections législatives anticipées du 22 février (le Monde du 26 février) du Parti nationaliste, au pouvoir depuis 1987, a affirmé mardi que « le premier engagement » de son gouvernement « était d'être de ceux qui entreraient dans la CEE lors du prochain élargissement ».

Avec 51,8 % des suffrages, le Parti nationaliste, de tendance libérale et proche du courant démocrate-chrétien, disposera désormais d'une majorité de trois sièges au Parlement. Lors de la précédente législature, il ne disposait que d'un siège d'avance, obtenu avec 50,9 % des suffrages (soit un écart de 4 794 voix) dans des élections très disputées, après seize années de gouvernement travailliste.

Le principal enjeu du scrutin de samedi était l'adhésion à la Communauté européenne de ce petit archipel de la Méditerranée, à 93 km au sud de la Sicile, indépendant depuis 1964. M. Fenech Adami, pro-européen convaincu, qui s'est appuyé, pendant la campagne sur la forte croissance enregistrée par le pays depuis qu'il y

Officiellement, 4 064 Irlandaises ont subi une interruption de grossesse en Angleterre et au pays de Galles en 1990, mais, selon la plupart des estimations, le chiffre le plus réaliste est de l'ordre de 7 000 par an. Environ 25 Irlandaises s'adressent chaque semaine à un organisme britannique chargé de conseiller les femmes enceintes, le British Pregnancy Advisory Service (BPAS). Dans le meilleur des cas, les candidates arrivent le vendredi à Londres, subissent une interruption de grossesse le lendemain et repartent le dimanche pour l'Irlande. Parfois, les choses vont beaucoup plus vite.

Les Irlandaises de la province de l'Ulster, qui fait partie du Royaume-Uni mais où les interdits religieux restent très forts, entreprennent également ce voyage (environ 1 850 cas par an), ainsi que les habitantes de l'île de Man et des îles Anglo-Normandes. D'autre part, sur les quelque 186 912 avortements opérés en 1990 en Grande-Bretagne, 13 012 ont été pratiqués sur des femmes résidant dans d'autres pays. Parmi elles, 2 787 Françaises qui éprouvent bien des difficultés à se faire avorter en France au-delà de douze semaines de grossesse.

LAURENT ZECCHINI

PROCHE-ORIENT

LIBAN : la banque centrale ayant cessé de soutenir la monnaie

La livre a perdu en une semaine plus de 27 % de sa valeur

Après la décision de la banque centrale du Liban, le 19 février, de ne plus soutenir la monnaie nationale, la livre libanaise a accentué sa chute, ayant perdu à la date du 27 février 27,99 % de sa valeur.

BEYROUTH

de notre correspondant

Les Libanais se retrouvent confrontés au « problème du dollar », désignation courante à Beyrouth d'un mal endémique, bien qu'impropre en réalité puisqu'il s'agit d'une nouvelle vague de dévalorisation de la monnaie nationale, la livre, face à toutes les devises étrangères. Problème qui fut leur cauchemar entre 1983 et le début de 1991, au point que l'on a pu dire qu'ils vivaient plus durant ces années tragiques au rythme du cours du dollar qu'à celui des obus, qui tombaient dru pendant l'époque. Depuis un an cependant la livre s'était stabilisée et les affres des fluctuations de change s'étaient estompées.

La banque centrale ayant annoncé, le 19 février, qu'elle cessait de soutenir la livre libanaise, celle-ci a perdu depuis, à la date du 26 février, 27,99 % de sa valeur : le cours moyen du dollar est passé à 1 112 livres libanaises mercredi, contre 879 depuis le 1^{er} décembre. Au plus haut, le dollar avait atteint sur le marché de Beyrouth 1 200 livres (contre 2,5 livres avant les seize années de guerre).

Le gouvernement

inconsidérément prodigue

Mais la pacification, accompagnée d'un relatif retour des capitaux, qui s'est traduit par une balance des paiements excédentaires de 1 milliard de dollars en 1991, et d'une politique sage et ferme, avait permis de ramener le cours à 879 livres libanaises, et des livres supplémentaires. Un peu trop ! Depuis trois mois, ce cours n'a plus bougé d'un iota, malgré les errements du dollar sur le marché international. Cours fêché en quelque sorte, qui en devenait artificiel aux yeux des Libanais.

dont même les plus modestes sont d'instinct, comme d'expérience, rompus aux pratiques du change sur les devises.

Tout le monde — banque centrale, banques commerciales et particuliers — s'étant montré prudent et avisé, pourquoi ce brusque renversement de tendance ? Le gouvernement a-t-il inconsidérément prodigué, quelle qu'en ait été la nécessité, sur le plan social, ce fut une revalorisation des traitements du secteur public qui, le dit pour être juste, comme l'avait le président de la République, M. Hraoui, et du chef du gouvernement, M. Karame, — culminait dans certains cas à 300 %, surtout au bénéfice de l'armée et des forces de sécurité intérieure, et déséquilibrait tout l'édifice monétaire, encore fragile.

Il apparut bien vite, et pas aux seuls économistes mais à tout un chacun, que le gouvernement n'avait plus qu'un moyen de réduire, ou tout au moins d'enrayer, la progression de la dette publique intérieure mais pléthorique évaluée à 2 500 milliards

de livres : laisser remonter le dollar. Après un combat d'arrière-garde qui dura deux mois, la Banque du Liban, dont les réserves en devises patiemment reconstituées et qui atteignaient de nouveau 1,3 milliard de dollars, s'épuisait (elles étaient retombées à 800 millions), se résigna à cesser de soutenir la livre. Ce fut alors la chute de lundi dernier.

Certes la hausse des traitements des fonctionnaires dans une administration qui est, par sa corruption et son impéritie, le point le plus noir du régime actuel, fut le principal facteur de la décade de la livre libanaise, mais ce ne fut pas le seul : la modicité de l'aide arabe et étrangère pour la reconstruction du Liban, le peu d'investissements des Libanais eux-mêmes, notamment des Libanais de l'étranger, l'environnement régional et mondial récessionniste, enfin la réurgence de troubles graves au Liban sud contribuèrent à saper la stabilité monétaire un moment retrouvée sur le marché de Beyrouth.

LUCIEN GEORGE

L'enquête sur les attentats contre les avions de la PanAm et de l'UTA

M. Moubarak a plaidé à Paris
pour une solution au conflit avec la Libye

Après avoir été reçu à l'Élysée, le président égyptien Hosni Moubarak a déclaré, mercredi 26 février, qu'il n'avait « pas fait de proposition » à M. François Mitterrand concernant la Libye et l'affaire de l'avion d'UTA détruit en vol au-dessus du Niger en 1989. De son côté, le chef de l'État français a réaffirmé la volonté de Paris de s'en tenir au processus engagé dans le cadre des Nations unies.

Interrogé au terme d'un entretien de plus d'une heure avec M. Mitterrand, M. Moubarak a fait valoir qu'il « ne lui avait pas demandé l'aide en intervenant dans les affaires de la justice française » qui engageait sur l'attentat contre le DC10 d'UTA. « La justice est indépendante en France, aux États-Unis et en Égypte », a-t-il remarqué.

« J'ai discuté de ces affaires d'attentats contre l'avion américain de la PanAm et français d'UTA avec le président Mitterrand mais ce n'est pas une médiation », a ajouté le président égyptien qui a cependant concédé qu'il accomplissait « des démarches avec le souci de parvenir à une solution juste et positive qui serait la bienvenue ». « La Libye a été accusée dans les affaires de l'avion français et de l'avion américain. Nous ne défendons pas le terrorisme, nous le condamnons », a-t-il dit.

Le raïs a assuré qu'il avait évoqué bien d'autres sujets avec son homologue français, citant notamment la situation au Proche-Orient, au Maghreb et dans les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale.

Au troisième jour des négociations de Washington

Le désaccord demeure total
entre Israéliens et Palestiniens

Les pourparlers israélo-arabes de Washington sont pratiquement au point mort, mais les délégués semblent décidés à poursuivre leurs discussions malgré le manque de progrès depuis quatre mois. Mercredi 26 février, au troisième jour de cette nouvelle série de négociations, les Palestiniens se sont plaints auprès des États-Unis du manque de sérieux, selon eux, des propositions israéliennes sur l'autonomie des territoires occupés.

De leur côté, les Israéliens ont accusé les Palestiniens de priver l'esprit des négociations en présentant dans les territoires. Selon eux, le statut définitif de la Cisjordanie, de Jérusalem et de la bande de Gaza doit être fixé lors des négociations

ultérieures, qui s'ouvriront dans la troisième année suivant l'introduction du statut provisoire d'autonomie.

« Nous mettons sur la table des négociations des idées sérieuses et générales sur les arrangements provisoires », a déclaré le porte-parole de la délégation israélienne, M. Yossi Gal. Il a précisé que les Israéliens étaient prêts à laisser les Palestiniens des territoires gérer la plupart des domaines de la vie publique, mais entendait garder le contrôle de la sécurité et des ressources naturelles stratégiques, notamment de l'eau.

Un document en douze points

En fait, le document de travail en douze points présenté par Israël aux Palestiniens propose un transfert de pouvoirs administratifs dans les territoires occupés, mais ne prévoit pas de retrait militaire. Il contient douze chapitres sur la santé, l'éducation, les impôts, l'agriculture, l'industrie, le commerce, les affaires religieuses et municipales, les transports, la sécurité locale et le tourisme. Les Palestiniens demandent beaucoup plus : le retrait des soldats israéliens, l'élection d'une Assemblée dans les territoires, un pouvoir exécutif et judiciaire indépendant et le contrôle sur la terre et sur l'eau.

La porte-parole de la délégation palestinienne, M. Hanan Achcar, a estimé que les Israéliens cherchaient uniquement à légitimer leur occupation des territoires en refusant d'accorder leurs droits nationaux aux Arabes qui y vivent. Le document de travail israélien, a-t-elle assuré, contient des « positions définitives prévoyant la poursuite de la colonisation et le maintien de la terre, du pouvoir législatif, de la sécurité et de l'armée sous le contrôle d'Israël ».

« Ce document, a-t-elle poursuivi, nous accorde, par exemple, le droit de former une police municipale et une police pour les affaires criminelles. Dans ces conditions, il vise à nous transformer en fonctionnaires de l'occupation. » — (Reuter, AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

CAMBODGE

Des Khmers rouges
ont ouvert le feu
sur un hélicoptère
de l'ONU

L'hélicoptère français de la Mission préparatoire des Nations unies pour le Cambodge (MIPRENUC) a été touché par des tirs alors qu'il survolait, mercredi 26 février, une zone contrôlée par des Khmers rouges au nord de la ville de Kompong-Thom, a-t-on appris de sources de l'ONU à Phnom-Penh. Le numéro deux de la MIPRENUC, le lieutenant-colonel australien Russell Stuart, a été blessé à la jambe et au bras.

Le chef de la mission, le général français Michel Lardon, a déclaré ignorer s'il s'agissait d'un incident impliquant des soldats qui ne distinguent pas un canard d'un hélicoptère de l'ONU, ou s'il s'agit de quelqu'un qui a délibérément ouvert le feu sur notre hélicoptère. Le secrétaire général de l'ONU a ordonné une enquête sur cette attaque, qui est survenue à la veille de la naissance officielle de l'Autorité provisoire de l'ONU (APRONUC), chargée de surveiller le processus de paix au Cambodge et d'y organiser des élections libres. — (AFP, Reuter.)

CROATIE

Zagreb démobilise
20 000 réservistes

Le président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, a ordonné, mercredi 26 février, la démobilisation de vingt mille réservistes de l'armée croate, a annoncé la télévision de Zagreb, précisant que cette mesure était applicable immédiatement. En novembre dernier, l'agence de Belgrade Tanjug avait estimé à deux cent mille hommes environ les forces croates.

Par ailleurs, un émissaire du président Tudjman a rencontré

mercredi deux dirigeants de la communauté serbe de Bosnie-Herzégovine, MM. Radovan Karadzic et Nizdza Koljevic, Organisés dans le plus grand secret à Graz (Autriche), ont entretenu, rapporte notre correspondant en Yougoslavie Florence Hartmann, inquiète les Musulmans et fait monter la tension dans cette République à haut risque de conflit.

Un référendum sur l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, décidé par le gouvernement de Sarajevo — dominé par les Musulmans, ou Slaves islamisés, dont la communauté représente près de 44 % de la population — doit avoir lieu samedi et dimanche prochains. Les Musulmans prônent l'indépendance, tandis que les Serbes (33 %) et de nombreux Croates (17 %) militent en faveur d'un partage de la République sur une base ethnique.

INDONÉSIE

Plusieurs militaires
ont été sanctionnés

Le chef d'état-major de l'armée indonésienne, le général Adi Sudradjat, a annoncé, jeudi 27 février, que la culpabilité de six militaires — dont deux généraux — avait été reconnue dans le massacre, le 12 novembre dernier, de dizaines de civils à Dili, capitale de Timor-oriental. « Des mesures ont été prises contre les six hommes. Ce n'est pas beaucoup. Cela nous a donné une leçon. Nous avons renforcé la discipline et les traditions de l'armée », a-t-il ajouté, se refusant à fournir des noms. Sur les six, trois ont été révoqués, deux ont été exclus du service actif mais peuvent conserver leur uniforme, et le dernier a été mis à pied. Les deux généraux sanctionnés sont l'ancien commandant militaire à Timor-oriental et le commandant militaire régional. Huit autres militaires seront traduits devant un tribunal militaire. — (Reuter.)

ÉTATS-UNIS

M. Reagan dément
avoir critiqué M. Bush

L'ancien président Ronald Reagan a démenti, mercredi 26 février, avoir reproché à George Bush de « manquer de conviction » pour sa campagne électorale, lors d'une conversation avec des amis avant les primaires du New Hampshire. Le Washington Post, citant une source proche de l'ancien président, avait écrit dans son édition de mardi que M. Reagan avait expliqué à des amis que les difficultés que rencontraient le président Bush pour sa réélection semblaient provenir d'un « manque de conviction ».

« La citation qui m'a été attribuée par le Washington Post est incorrecte. Tous ceux qui me sont proches savent que je n'ai jamais dit cela et que je ne tiendrais jamais de tels propos », a déclaré M. Reagan, ajoutant qu'il avait eu une « excellente conversation » avec M. Bush lors de leur rencontre mardi à Los Angeles. — (AFP.)

KAZAKHSTAN

Trois militaires
ont péri
dans un incendie

Trois militaires sont morts carbonisés, dimanche 23 février, dans l'incendie volontaire de trois baraquements sur la base d'envoi d'engins spatiaux de Baikonour, dans le nord du Kazakhstan. Les soldats entendaient, en provoquant cet incendie, protester contre leurs conditions de vie déplorable et la mauvaise qualité de leurs rations alimentaires. Ils se sont également plaints d'avoir subi des humiliations de la part des officiers. Selon un responsable de la base, ces incidents ne sont pas de nature à remettre en cause la préparation du vol du vaisseau Soyouz TM-14 qui doit emmener un cosmonaute allemand dans l'espace le 17 mars. — (AFP.)

L'Avenir de la Science

Académie des Sciences

Sous la direction de Jean Hamburger

avec Jean Aubouin
Alain Connes
François Jacob
Jacques-Louis Lions
Guy Oursisson
et 27 membres associés.

110 F

Bibliothèque GAUTHIER-VILLARS

DUNOD

me plus de 27 de sa

Le devancé de...
entre les arabes et les

PARIS

AFGHANISTAN

ASIE

Les mille fronts de l'Afghanistan

Corps armés et milices de Kaboul contre moudjahidins : un prototype de « guerre de basse intensité »

KABOUL

de notre envoyé spécial

« Deresh ! » Lancé en pashtoun, le cri de la sentinelle n'en est pas moins explicite : le jeune homme pointe en effet son arme vers le pare-brise du véhicule qui contre-vent au couvre-feu en vigueur depuis 22 h 30. Ceux qui veulent ainsi sur les nuits de Kaboul engourdis par la neige appartenant à l'un des nombreux corps armés qu'entretient le régime. Des trois postes qu'il faut franchir pour regagner le German Club (le seul hôtel chauffé dans cette capitale de toutes les pénuries), le premier est tenu par la Sécurité d'Etat (Wad, toujours connue sous son ancien nom de « Khad »), dont le président Najibullah a été, cinq années durant, le terrible patron. Le deuxième mène un policier et un soldat. Le troisième est composé de *sepharian*, miliciens qui doivent chaque mois consacrer quelques nuits à des tâches de surveillance pour obtenir une entrée au parti qui leur vaut des avantages tels que la distribution de bons de ravitaillement.

La plupart de ces sentinelles portent le *pirhan* (longue chemise) passée par-dessus le *tanban* (pantalon flottant). Pour lutter contre le froid, ils ont enroulé autour de leur tête le traditionnel *pasou* (châle). Une fois reconnu le caractère pacifique des noctambules imprudents, ces gamins baissent leurs armes et esquissent un geste amical, plus naturel à un Afghan. Parfois, ils demandent une cigarette pour réchauffer leurs doigts gourds. La nuit est aussi le moment des arrestations, qui se poursuivent à un rythme ralenti, comme nous l'indique M. Mohammed Asghar : ce noble septuagénaire, qui fut ministre de la justice sous l'ex-roi Zahir Shah, est aujourd'hui président de la Société du salut national, un des mouvements d'opposition acceptés par Kaboul.

La ceinture pashtoun du Sud

Si la capitale est, ainsi, « tenue » par M. Najibullah, que dire du reste du pays ? Qu'il soit tout entier en armes n'est pas une nouveauté dans cette contrée tumultueuse. Mais la sophistication des armements y est extraordinaire : d'autant plus notable que, depuis la fin de 1991, les pourvoyeurs des camps en lutte (Moscou pour Kaboul, et Washington pour les islamistes) ont cessé leurs livraisons. Mais il n'est pas si simple de faire rentrer les diables dans la boîte ! C'est ainsi que le directeur d'Aeroflot s'inquiète devant nous que des moudjahidins puissent à nouveau tirer leurs Stingers contre un de ses avions reliant Kaboul à Tachkent. Washington, dit-on ici, a vainement tenté de récupérer ces armes auprès de ses anciens protégés du Hezb et autres fondamentalistes.

Kaboul paie les soldes de cent soixante mille hommes. Mais ses adversaires ? Les spécialistes admettent que les moudjahidins, à travers le pays, répondent à six cents « commandants », dont cinquante seulement seraient plus de mille combattants. De quoi entretenir longtemps cette guerre de basse intensité.

La zone la plus homogène d'Afghanistan est sans doute le pays des Pashtouns. Les quelque 7 millions de représentants de cette ethnie (sur 16 millions d'Afghans) vivent pour l'essentiel au sud d'une ligne Hérat-Kaboul. Tous ne combattent pas le régime, loin de là. Dans la « ceinture pashtoun », qui s'étend de l'Iran à la vallée de la Kunar, à l'est, en passant par Kandahar, maintes tribus ont conclu un accord avec M. Najibullah dans le cadre de la politique de « réconciliation nationale » lancée par ce dernier dès 1986. Moyennant certains avantages (l'autonomie, par exemple), les chefs acceptent de contrôler les passages de moudjahidins.

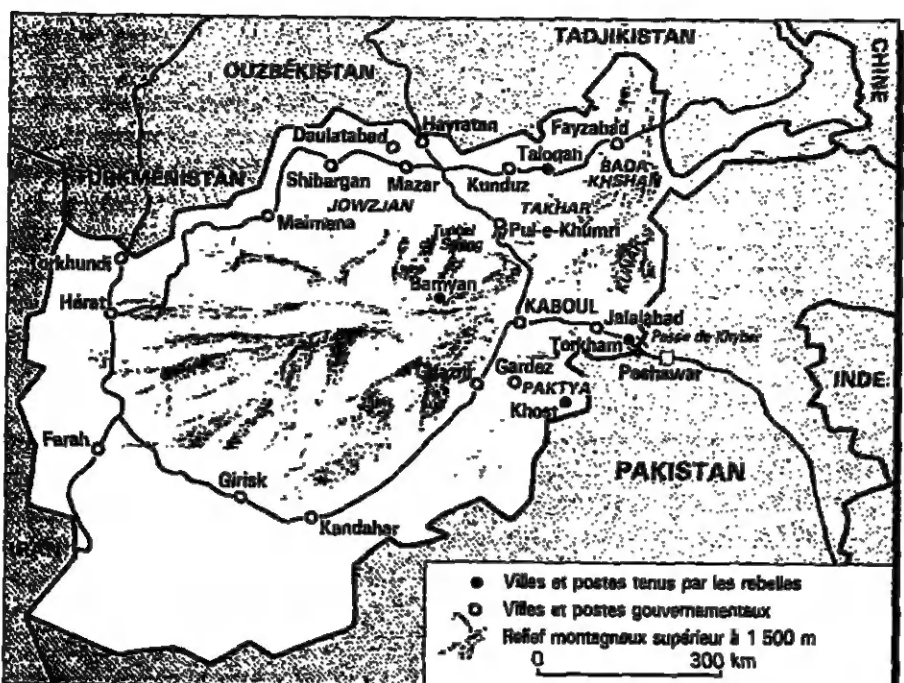
dina - ce qui ne les empêche d'ailleurs pas, fort souvent, de s'entendre avec lesdits rebelles, moyennant rétribution, pour leur laisser une discrète latitude d'action. Si cette configuration n'exclut pas l'activité de guérilleros, à tout le moins le Sud n'est-il pas, dans l'ensemble, une zone de danger pressant pour le régime - lui-même dominé par des Pashtouns.

Deux régions, dans cet Afghanistan méridional, peuvent préoccuper M. Najibullah. La première est un territoire grand comme la Belgique, situé pour l'essentiel au nord de Girsik, et contrôlé par un chef de guerre, Mollah Rasul, qui a mis les immenses ressources nées de l'abondante production locale d'opium au service de la *djihad*

Kandahar depuis Hérat. Le segment Ghazni-Kandahar n'est plus, lui, pratiqué par les gouvernements. Enfin, des convois relient Kaboul à Djallalabad, ralentis toutefois par l'état lamentable d'une route aux bas-côtés parsemés de carcasses de chars et de camions. Le centre du pays, quant à lui - une zone montagneuse couvrant la moitié du pays - n'a plus vu un représentant de Kaboul depuis l'entrée des rebelles à Bamyan en 1988. Les populations, peu denses, composées de pauvres paysans, ne répondent plus qu'aux islamistes : chez les Hazaras, aux chiites de la mouvance de Téhéran (Wahdat-e-Islami) ou à leurs ennemis du Harakat, basés à Peshawar ; et, plus à l'ouest, chez les Aymaks, su-

Kaboul, lorsque a filtré la nouvelle d'une insubordination des *jowzjanis*. Ceux-ci ont en effet refusé de marcher contre un officier tadjik, le général Momin. Commandant la place d'Hayratan - à la frontière de l'ex-URSS, là où aboutit la route du Salang - celui-ci était lui-même en rébellion virtuelle contre Kaboul. En liaison avec les Ismaïliens du commandant Sayed Mansur, ces miliciens ont bloqué la route reliant Mazar à l'Ouzbékistan.

Dans ce Nord bouleversé, un pôle tente de se constituer, sous l'autorité du commandant Massoud. Le « lion du Panshir » a désormais élargi son aire aux provinces du Badakhshan et du Takhar tenues (2) depuis l'été der-



(guerre sainte). Il a, en particulier, entrepris de construire une des seules véritables armées islamistes du pays - avec, peut-être, 5 000 hommes.

L'autre zone inquiétante pour Kaboul, dans le Sud, est l'extrémité orientale du pays, du Paktya à la Kunar. Là, appuyés sur une base territoriale étroite - mais adossée aux « zones tribales », elles aussi pashtounes, d'un Pakistan longtemps inconditionnel, et proches de Peshawar, la capitale des opposants au régime communiste - des moudjahidins souvent membres de la branche dissidente du Hezb taillent des croupières à M. Najibullah.

Le plus célèbre d'entre eux est Jalaluddin Haqqani, qui préside la *choura* (conseil) des commandants rebelles. M. Haqqani a remporté, en mars dernier, la seule vraie victoire des moudjahidins, ces dernières années, dans le Sud : la prise de Khoist. C'est également cette nébuleuse qui exerce une constante pression sur la route conduisant de Kaboul au Pakistan, via Djallalabad ville par deux fois à l'apremet défendue par Kaboul - et le poste de Torkham, à l'entrée de la fameuse passe de Khyber, tenue par les rebelles. Ce sont eux aussi qui encerclent la capitale, tel, par exemple, le commandant Abdul Haq ; et ce sont eux qui, parfois, envoient sur elle de meurtrières salves de roquettes.

Villes du régime et montagnes islamistes

Dans cet Afghanistan méridional, le régime contrôle les grandes villes - outre Kaboul, Hérat, Kandahar et Djallalabad (1). Il tient aussi de plus modestes cités (Farah, Girsik, Ghazni, Gardez...), ainsi que les postes à la frontière de l'Iran - soit une vingtaine d'implantations. La route du Sud est empruntée une fois par mois par un convoi militaire qui ravitaille

nites, au Hezb, apparemment peu actif.

Les contreforts septentrionaux de l'Hindou Kouch, et surtout l'imposante steppe du Nord, de la frontière iranienne aux abords du Pamir, sont, quant à eux, le théâtre d'une âpre lutte entre groupes islamistes et gouvernementaux, miliciens pour l'essentiel. A la différence du Sud, structuré par le tribalisme, le Nord, ethniquement bariolé (Turkmènes, Tadjiks, Ouzbeks, Pashtouns...), est en situation de quasi-anarchie. Kaboul n'y tient plus qu'une vingtaine de villes (Maimana, Daulatabad, Ankhui, Shibargan, Balkh, Kunduz...), dont, bien sûr, Mazar-e-Sharif, sa « capitale-bis ». Il est également maître des deux grandes routes conduisant vers l'ex-URSS : celle de Hérat à Torkham, et l'axe vital de Kaboul à Termez, via la passe du Salang. L'ancienne « route du Nord », de Mazar à Hérat, n'est plus ouverte qu'à une circulation locale, tant elle est dans un état misérable, et tant y règne l'insécurité.

Le Nord entre miliciens et rebelles

Le Nord est, pour l'essentiel, le domaine de petits commandants moudjahidins, parfois en lutte les uns contre les autres. Sont représentés à peu près tous les partis de Peshawar et de Téhéran : Jamiat, Harakat, Hezb, Wahdat, etc. Face à eux se dressent des milices payées par le gouvernement. C'est là le phénomène le plus perceptible de cette phase de la guerre civile. Constitué d'abord pour défendre une localité, ou une minorité ethnico-religieuse (tels les Ismaïliens, au nord du Salang), certaines milices sont devenues des unités offensives et mobiles, utilisées par le régime dans ses plus durs batailles (Djallalabad, Gardez, Taloqan, etc.). Nombre d'entre elles n'hésitent pas à se payer sur l'habitant - pillant des villages, rançonnant des voyageurs. Que leurs méthodes soient brutales est attesté par le surnom que s'est gagné un de leurs chefs, Abdur Rasul : *Bikhoda* (« le Sans-Dieu »).

Le plus célèbre de ces miliciens est Rashid Dostom. Ce géant turkmène aux énormes moustaches noires est originaire de Shibargan, capitale de la province du Jowzjan - de sorte que ses hommes sont connus, et redoutés, dans tout le pays comme les *jowzjanis*. Ces trois mille mercenaires sont aujourd'hui les hommes peut-être les mieux payés d'Afghanistan : leur solde représente dix fois le traitement d'un directeur de ministère (150 \$).

Aussi a-t-on vu des visages officiels fort soucieux, en janvier, à

nier par six chefs moudjahidins - le plupart, à l'instar de Massoud, des Tadjiks membres du parti Jamiat. Dès le retrait soviétique de 1989 s'est créée une *Shoura-e-Nazar*, ou Conseil de supervision, réputée « couvrir » les treize provinces septentrionales : en réalité, des revers subis par des sympathisants de Massoud ces dernières années (3) ont brisé l'impulsion de ce mouvement tadjik-jamiat qui se dessinait, et seuls des groupes éparés dans la steppe se réclament désormais de la *Shoura-e-Nazar*.

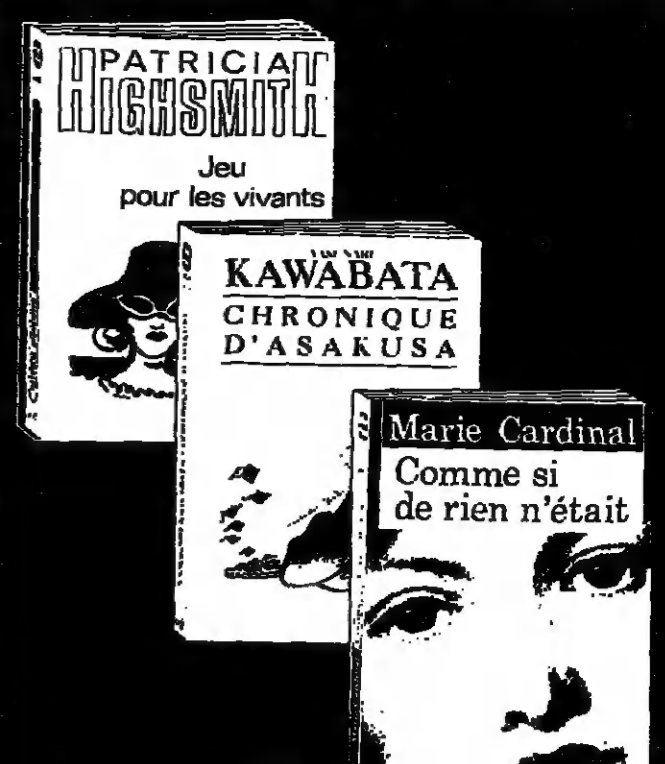
Il reste que ce francophone est, dans le Nord, le seul commandant qui ait entrepris d'organiser une véritable « zone libérée ». De sa capitale, Taloqan, il constitue une armée - de cinq mille à dix mille hommes, croit-on - avec ses uniformes, ses grades, ses fonctions définies. Des « comités », amorce de ministères, prennent en charge la justice, l'éducation, la santé, etc. Un recensement des populations a été entrepris. Respecté jusqu'à Kaboul, Ahmed Shah Massoud est, de toute évidence, devenu un élément incontournable de l'avenir de l'Afghanistan.

JEAN-PIERRE CLERC

- (1) La zone contrôlée par le gouvernement autour des villes varie de 10 kilomètres (Kandahar) à 40 (Kaboul).
- (2) A l'exception de la capitale du Badakhshan, Fayzabad.
- (3) La mort, en 1985, du commandant Zabiullah près de Mazar ; la défaite, en 1991, d'Ismail Khan près de Hérat.

o **CORÉE DU NORD : la bombe atomique « d'ici quelques mois » ?** - La Corée du Nord pourrait disposer d'une arme nucléaire « d'ici quelques mois ou au plus tard dans les deux ans à venir », a déclaré devant la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants américaine le directeur de la CIA, M. Robert Gates. D'autre part, afin de faire pression sur Pyongyang, Séoul a annoncé, mardi 25 février, la suspension de l'autorisation donnée au groupe Daewoo de réaliser le premier investissement direct sud-coréen au Nord (le Monde du 23 février). Séoul envisage de geler les échanges commerciaux avec Pyongyang tant que celle-ci ne se sera pas engagée de manière concrète à laisser inspecter ses sites nucléaires. - (Corresp.)

o **RECTIFICATIF** : l'article de Philippe Pons sur les yakuza et la criminalité au Japon (le Monde du 26 février) comportait une erreur : M. Takaji Kunitatsu n'est pas directeur général de la police mais directeur général du bureau d'investigation criminelle de la police nationale.



Le LIVRE de POCHE

La Pochothèque	
JEAN GIONO	Romans et Essais
Littérature générale	
MARIE CARDINAL	Comme si de rien n'était
FRANÇOISE CHANDERNAGOR	L'enfant aux loups
DANIELLE STEEL	Zoya
JEAN COLOMBIER	Les frères Romance
MARINA VLADY	Le Collectionneur de Venise
PIERRE REY	Bleu Ritz
CIZIA ZYKE	Buffet campagnard
ARTHUR HAILEY	News
CATHERINE DAVID	Simone Signoret
PATRICIA HIGSMITH	Jeu pour les vivants
GERALD MESSADIE	Matthias et le diable
ERIC NEUHOFF	Les Hanches de Lætitia
HERVE CLAUDE	Conduite à gauche
Classiques	
XXX	Anthologie de la littérature latine
XXX	Farces du Grand Siècle
MARCEL PROUST	Du côté de chez Swann
Classiques de la philosophie	
JEAN-JACQUES ROUSSEAU	Ecrits politiques
XXX	Les Cyniques grecs - Fragments et témoignages
Lettres gothiques	
CHRETIEN DE TROYES	Le Chevalier de la Charette
Biblio/romans	
HERMANN HESSE	Le Poète chinois
YASUNARI KAWABATA	Chronique d'Asakusa
Biblio/essais	
THOMAS S. KUHN	La Révolution copernicienne
MICHEL ONFRAY	Cynismes
Thrillers	
ROBERT DALEY	L'Homme au revolver
LAWRENCE SANDERS	Les Jeux de Timothy
Science-fiction	
FRANCK ET BRIAN HERBERT	L'Homme de deux mondes
Les langues modernes	
ROALD DAHL	Lire en... Mr. Botibol (anglais)

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ 100 CD de la collection **LES GÉNIES DU BLUES**

avec EDITIONS ATLAS

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

ASIE

CHINE : en reconnaissant les Républiques d'Asie centrale

Pékin tente de tirer profit de la dislocation de l'ex-URSS

La Chine tente de mettre à profit les changements en cours après la dislocation de l'empire soviétique pour renforcer sa position dans un certain nombre de différends territoriaux l'opposant à ses voisins et accroître son influence régionale en Asie centrale. En même temps, Pékin cherche son attitude sur les différends frontaliers avec ses autres voisins. Un durcissement qui paraît causé par la crise de succession à la tête du régime, aucune faction ne voulant paraître trop laxiste sur la délicate question de l'intégrité territoriale du pays.

PÉKIN

de notre correspondant

Les querelles de factions ont également fait remettre en cause l'accord frontalier auquel étaient parvenus, l'an dernier, Pékin et la désormais défunte Union soviétique, et que la Russie avait accepté de reprendre à son compte. L'accord porte sur la partie orientale de la frontière, séparant l'Extrême-Orient sibérien et la Mandchourie.

Signé par M. Jiang Zemin à Moscou l'an dernier, il avait été ratifié en janvier par le Parlement russe. Mais lors des délibérations du comité permanent de l'Assemblée chinoise, les diplomates de Pékin se sont vu reprocher d'avoir concédé à la Russie des territoires, notamment dans les zones d'accès fluviaux à la mer, dont Lénine avait reconnu qu'ils appartenaient à la Chine et sur lesquels Staline avait fait main basse. L'accord a cependant été ratifié par le Parlement chinois le 25 février, apparemment sans changement.

L'effort de percée diplomatique de Pékin en Asie centrale a été illustré par le traitement de marque accordé au premier ministre du Kazakhstan, M. Boris Terechchenko, en visite en Chine depuis le 24 février. Le chef du

gouvernement de ce nouvel Etat frontalier de l'extrême Ouest chinois a rencontré tous les hauts dirigeants actifs de Pékin. Il a quitté la capitale chinoise mercredi, après avoir signé pas moins de neuf accords de coopération, les premiers conclus par la Chine avec une des Républiques asiatiques de l'ex-URSS, qu'elle a toutes reconnues.

Les deux pays se sont engagés à développer leurs relations économiques. En province, M. Terechchenko devait visiter notamment la ville de Dalian, citée à l'architecture coloniale nippo-russe qui est l'une des rares en Chine à posséder une avenue Staline et une place Karl-Marx, avant de se rendre au Xinjiang, où la frontière avec le Kazakhstan, longue de 1 700 kilomètres, est par endroits l'objet de contestations.

Pékin cherche, par cette stratégie, à contrebalancer le poids, dans la Communauté des Etats indépendants, de la Russie, avec laquelle ses relations sont méfiantes, quoique courtoises. Le chef d'état-major des forces armées de la CIS, le général Victor Samsonov, a entamé, mercredi, une visite en Chine répondant à celle de son homologue chinois, le général Chi Haotian, en URSS juste avant le coup d'état d'août dernier. Il doit tout particulièrement s'intéresser aux domaines industriels, dans lesquels l'armée chinoise s'est reconvertie à la production civile afin de pallier l'insuffisance du budget national de défense.

FRANCIS DERON

Protestation japonaise. - Le ministre japonais des affaires étrangères a déploré l'autorisation donnée par la Russie aux pêcheurs sud-coréens d'opérer au large des îles Kouriles du Sud, objet d'un différend frontalier nippo-russe. Il a qualifié ce geste d'« extrêmement regrettable », et la presse nipponne a indiqué, jeudi 27 février, que Tokyo allait protester auprès de Moscou et de Séoul.

AFRIQUE

MAURITANIE : arrivés du Mali voisin

Des milliers de Touaregs sont menacés de famine

« Les réfugiés sont en train de mourir, non par centaines, mais par milliers. Si l'on veut pouvoir parler encore du peuple touareg l'an prochain, il faut agir très vite. C'est une question d'heures ! », le directeur de Caritas-Mauritanie, le Père François Lefort, entouré des responsables de Médecins du monde (MDM) et du Secours catholique, n'a pas mâché ses mots pour dénoncer, lors d'une conférence de presse, lundi 24 février, à Paris, le drame que connaissent, depuis plusieurs semaines, quelque 30 000 à 35 000 réfugiés maliens, d'origine maure mais surtout touaregs, dans la pointe est de la Mauritanie.

Fuyant la sécheresse autant que l'insécurité qui règne depuis plusieurs mois dans le nord du Mali, ces populations civiles s'étaient réfugiées en Mauritanie, dès la fin mai 1991. Leur situation, déjà précaire, s'est rapidement dégradée à l'arrivée de la saison sèche.

Dans le camp de Bassi-Kounou, où sont installées quelque deux cents familles (soit environ dix mille personnes), « plus de mille

personnes sont mortes, depuis le 23 mai », affirme le Père Lefort. Même chose parmi les réfugiés du camp de Fassala-Néré, où environ deux cents autres familles sont regroupées : « Huit cent quarante-trois personnes sont mortes depuis mai, dont 213 entre décembre 1991 et février 1992 ». Quant au troisième camp, celui d'Aghor, où se trouvent près de sept cent cinquante familles, le bilan y « dépasse les quatre cents morts ».

Au manque de nourriture et au risque des épidémies - la rougeole et la coqueluche emportent quelque trente vies par jour, selon le docteur François Morin, membre de MDM - s'ajoute celui des pénuries d'eau. Ainsi, les dix mille réfugiés de Fassala-Néré ne disposent-ils, pour survivre, que de deux puits. Or ceux-ci risquent fort, saison sèche oblige, d'être complètement taris « d'ici le mois d'avril », estime le médecin français.

La situation présente, déjà « catastrophique », selon le Père Lefort, ne relève pourtant pas de la fatalité. « L'argent est là, les vivres

sont là », affirme le directeur de Caritas-Mauritanie, qui dénonce la pesanteur bureaucratique des organismes internationaux. « L'acheminement des stocks, entreposés à Nouakchott, dépend de quelques signatures. Mais la personne qui doit signer est actuellement... en congé de maternité ! », précise-t-il, avec un sourire amer.

Les programmes d'urgence sont « des opérations lourdes, qui ne peuvent être gérées efficacement que par les Etats et les organisations internationales », souligne le secrétaire général du Secours catholique, M. Denis Vienot. Dans le cas mauritanien, la carence des uns et des autres semble patente. Jusqu'à présent, les ONG en sont donc réduites à parer au plus pressé : tirer la sonnette d'alarme et « jouer aux ambulanciers ». Une équipe de MDM devrait se rendre sur le terrain, dès cette semaine, le Haut-Commissariat chargé des réfugiés (HCR) mettant à sa disposition véhicules et médicaments.

C. S.

TCHAD

La France condamne les « exactions sanglantes »

Selon des sources concordantes à Paris, des éléments de la garde présidentielle tchadienne ont procédé, il y a quelques jours, à une cinquantaine d'exécutions sommaires, dans un camp militaire situé près de N'Djamena, au sud du pont de Chagosa. Ces mêmes sources ont indiqué, mercredi 26 février, que des civils se trouvant dans ce camp ont également été massacrés.

La présidence tchadienne a vivement démenti ces informations, qualifiées d'« exagérées ou déformées », et dément ce qu'elle considère comme une « campagne de dénigrement ». Cela n'a pourtant pas empêché le ministère français des affaires étrangères de « condamner, de la manière la plus ferme, les exactions sanglantes qui ont été perpétrées ». La France demande « que les responsables et les coupables de ces exactions soient arrêtés et soumis à la justice tchadienne pour y être jugés », a précisé, mercredi, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard. - (AFP, Reuters)

CÔTE D'IVOIRE

L'archevêque d'Abidjan dénonce les violations des droits de l'homme

L'archevêque d'Abidjan, le cardinal Bernard Yago, a affirmé, mercredi 26 février, dans une lettre ouverte publiée par la presse locale, que les droits de l'homme avaient été « ouvertement violés », le 18 février dernier, lors de la manifestation de l'opposition, violemment réprimée par les forces de l'ordre. « Des femmes, des enfants ont été arrêtés chez eux, sans raison apparente, et brutalisés sauvagement », écrit le cardinal, qui dénonce ces « sévices indignes, exercés sur des innocents ».

Mgr Yago s'interroge également sur les actes de vandalisme qui ont marqué le déroulement de la manifestation. « Quels sont les véritables organisateurs de ces destructions ? Quelles sont leurs véritables intentions ? », demande-t-il, faisant ainsi écho aux accusations de l'opposition, persuadée que ces destructions ont été commises par des « casseurs » à la solde du pouvoir. L'archevêque a assisté, mardi, à la première comparution devant un tribunal du dirigeant du Front populaire ivoirien (FPI), M. Laurent Gbagbo, et du président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme (LIDHO), le professeur René Dagny Segui, dont le procès devait s'ouvrir jeudi. - (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde sans visa

CORRESPONDANCE

Algérie : le FFS et le remaniement ministériel

A la suite de l'article de notre correspondant à Alger, George Marion, consacré au remaniement ministériel en Algérie (le Monde du 25 février) nous avons reçu la lettre suivante de M. Hocine Alt Ahmed, président du parti d'opposition Front des Forces socialistes (FFS).

L'article affirme que l'un des nouveaux ministres, Kachemi Naft Djoudi, était « jusqu'à l'année dernière secrétaire général du FFS ». Le poste de secrétaire général n'a jamais existé avant le congrès de notre parti qui s'est tenu à Alger les 13, 14, 15 et 16 mars 1991. Il a été créé seulement à l'issue de ces assises qui n'ont élu à cette fonction. Quant à M. Naft Djoudi, il a été « suspendu de toute activité au nom du parti » sur recommandation de notre conseil national.

Par ailleurs, l'entrée de celui-ci dans le nouveau gouvernement devrait, selon le Monde, « susciter une vive réaction de la part de M. Alt Ahmed ». Jusqu'à présent ni le FFS ni moi-même n'ont réagi et n'ont l'intention de le faire. La réaction du comité exécutif national du FFS publiée lundi soir à Alger porte exclusivement sur le remaniement

ministériel et en aucun cas sur la nomination de M. Naft Djoudi. « Tournant le dos à son propre discours sur le « changement radical » des institutions et des hommes, indique notamment le communiqué du FFS, le pouvoir vient de reconduire les principaux responsables du régime. Il va ainsi à l'encontre des aspirations des populations qui réclament une rupture sans complaisance. (...) »

(Le dossier de déclaration constitutionnelle du FFS, déposé le 24 septembre 1989, au ministère de l'Intérieur, en vue de l'obtention de l'agrément légal, est signé de trois membres fondateurs du parti, parmi lesquels : M. Kachemi Naft Djoudi, et le 2 octobre 1986, à l'occasion du 100^e anniversaire de la révolution algérienne, M. Naft Djoudi a été élu secrétaire général du parti. M. Naft Djoudi a été élu à cette fonction. Quant à M. Naft Djoudi, il a été « suspendu de toute activité au nom du parti » sur recommandation de notre conseil national.

Dans son communiqué de 24 février, le FFS, faisant clairement allusion à la nomination des ministres provenant de la mouvance islamique et du FFS, a dénoncé « les fausses ouvertures qui sont en réalité des manipulations (et qui) ne sont pas de nature à tromper un peuple aussi lucide que le peuple algérien ». La réaction du FFS confirme, à notre avis, l'attitude que le Monde prévoyait qu'il aurait. G. M.

EN BREF

o GABON : reprise du travail à Port-Gentil, sauf à El-Gabon. - Le travail a repris, mercredi 26 février, à Port-Gentil ; mais la grève se poursuit à la compagnie pétrolière Elf-Gabon, principal employeur de la ville, les discussions entre direction et grévistes n'ayant pas abouti. Cet « arrêt de travail illégal », selon la direction, a entraîné, depuis la semaine dernière, l'interruption de la production, qui représente les deux tiers de la production pétrolière du pays. - (AFP)

o GUINÉE : grâce présidentielle. - 475 détenus de droit commun ont été graciés, lundi 24 février, par le président Lansana Conté, à l'issue de la visite du pape Jean-Paul II. Le chef de l'Etat avait affirmé, à plusieurs reprises, qu'il n'y avait pas de prisonniers politiques en Guinée. - (AFP)

o MAROC : l'ancien ministre Abdelkader Chaoui n'a pas été autorisé à quitter le pays. - L'ancien prisonnier politique Abdelkader Chaoui, journaliste et écrivain, n'a pas été autorisé à se rendre en Jordanie et en Irak, bien qu'il soit détenteur d'un passeport en cours de validité et muni des visas nécessaires, a indiqué, mercredi 26 février, le quotidien El Itihad-El Ichtraki. M. Chaoui avait été gracié, en mai 1989, après avoir purgé douze ans de prison ; il avait été accusé de complot contre la monarchie. - (Reuters)

o Un avocat des frères Boureguât prend à partie M. Roland Dumas. - M. Mourad Oussedik, un des avocats des trois frères Boureguât (le Monde du 27 février), a estimé, mercredi 26 février, à Paris, que le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, en visite

officielle à Rabat, devait demander des réparations en faveur de ces trois ressortissants français. « Je ne comprends pas qu'un confrère comme Roland Dumas, ultra-sensibilisé par les atteintes aux droits de l'homme, n'ait pas réagi dans cette affaire », a souligné M. Oussedik.

o MALI : résultats du premier tour des élections législatives. - Quinze députés, sur les cent vingt-neuf que doit compter le futur Parlement, ont été élus à l'issue du premier tour des législatives, a annoncé, mercredi 26 février, le ministère de l'Administration territoriale. L'Alliance pour la démocratie au Mali (ADEMA) a obtenu dix sièges. Le second tour est prévu le 8 mars. - (Reuters)

o ZAMBIE : expulsions massives d'immigrés. - Le gouvernement a annoncé, mercredi 26 février, qu'il continuerait d'expulser les immigrants clandestins, « encore nombreux dans le pays ». Plusieurs centaines d'étrangers, sénégalais notamment, ont déjà été expulsés ou sont en instance de l'être. Quelque six cents d'entre eux, accusés de se livrer à la contrebande, ont été emprisonnés avant d'être renvoyés, manu militari, vers leur pays d'origine. - (AFP)

o Erratum. - C'est par erreur que nous avons écrit dans la notice nécrologique de Mohamed Lebaoui (le Monde du 27 février) que l'ancien dirigeant du FLN algérien avait été arrêté en même temps que M. Ahmed Ben Bella lors de l'arrestation de l'avion qui transportait celui-ci du Maroc en Tunisie, en 1956. En fait, Mohamed Lebaoui a été arrêté en 1957, alors qu'il était à la tête de la fédération de France du FLN.

AMÉRIQUES

Le sommet anti-drogue de San-Antonio

M. Bush n'accroîtra pas l'aide aux pays latino-américains

La réunion interaméricaine de San-Antonio (Texas), consacrée à la lutte contre la drogue (le Monde du 25 février) devait s'achever jeudi par une déclaration commune des six dirigeants latino-américains présents et du président Bush.

SAN-ANTONIO

de notre envoyé spécial

Pas de chèque en blanc pour les pays latino-américains qui sollicitent une aide accrue des Etats-Unis pour la lutte contre la drogue. C'est la position très ferme de M. Bush, qui devait signer jeudi une déclaration commune avec les dirigeants des six pays présents à ce sommet (Mexique, Colombie, Pérou, Bolivie, Equateur et Venezuela) dans un cadre original, le Musée d'art McNay, qui possède une remarquable collection de tableaux de Gauguin, Van Gogh et Picasso.

M. Bush souhaite, et il le dit, que les crédits d'aide aux pays andins, prévue à la conférence de Carthagène en février 1990, soient « mieux utilisés ». En septembre 1989, il affirmait que la drogue « était la plus grave menace intérieure que devait affronter la nation » ; aujourd'hui, il dit simplement que c'est un problème « toujours aussi essentiel ». Nuance.

Mercrdis, peu après son arrivée, M. Bush a reçu successivement à son hôtel les présidents du Pérou, Alberto Fujimori ; de Colombie, Cesar Gaviria ; de Bolivie, Jaime Paz ; et d'Equateur, Rodrigo Borja. Quarante-cinq minutes chacun, c'est peu, compte tenu de l'ampleur des problèmes. Il a réservé un traitement de faveur au président mexicain Carlos Salinas de Gortari, convoqué jeudi matin à un petit déjeuner de travail. Le Mexique est déjà, il est vrai, un partenaire virtuel du futur marché commun nord-américain. Le Venezuela, représenté par son ministre des affaires étrangères,

M. Duran, a évidemment un profil bas, en raison de l'absence de Carlos Andres Perez, retenu à Caracas par la crise politique née de la tentative de coup d'Etat du 4 février.

Les dirigeants américains paraissent plutôt satisfaits des résultats obtenus en Bolivie par le gouvernement de Jaime Paz, qui répète dans les couloirs qu'il « ne réclame pas d'aide financière des Etats-Unis » mais une politique d'encouragement aux investissements chez lui du secteur privé. Washington semble également bien disposé à l'égard de la Colombie de M. Gaviria, mais c'est le Pérou qui joue le rôle du mouton noir dans cette conférence.

En privé encore, M. Bush a manifesté à plusieurs reprises son irritation et sa préoccupation particulière pour la situation péruvienne. Il est vrai que le rôle joué par la subversion - et particulièrement le Sentier lumineux associé aux trafiquants et « protecteur » des quelque 250 000 petits agriculteurs producteurs de coca - complique singulièrement un tableau déjà dramatique.

M. Fujimori est passé à la contre-attaque et assez brutalement. Prenant le contrepied de la thèse américaine, il a affirmé que « le trafic de drogue n'est pas le problème péruvien » et que « l'aide financière n'est pas pour son pays mais dans l'intérêt de toute l'humanité ». Il s'est plaint de la réduction sévère de l'aide militaire américaine. « Nous n'avons pas reçu les avions d'observation américains demandés et nous avons dû acheter avec nos propres ressources une dizaine d'appareils équivalents au Brésil ». Et il a mis les points sur les « i » : le Pérou n'acceptera aucune intervention militaire américaine. La répression, dit-il encore, ne peut conduire au Pérou qu'à la guerre civile. Il préconise, une nouvelle fois, une autre stratégie d'aide économique, permettant aux paysans péruviens de survivre en cultivant autre chose que de la coca.

MARCEL NIEDERGAUG

مكتبة جامعة القاهرة

POLITIQUE

La préparation des élections régionales

Les secrétaires fédéraux socialistes de la Côte-d'Or et des Hautes-Alpes sont « suspendus »

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni mercredi 26 février, a longuement discuté des sanctions qu'il convenait d'appliquer aux différents cas d'indiscipline constatés dans la préparation des élections régionales. Les « infractions » aux règles internes du PS vont du dépôt de listes non conformes aux décisions des instances nationales, à la présence de candidats socialistes sur des listes autres que celles du parti, en passant par la constitution de listes « dissidentes ».

Le bureau exécutif a confirmé l'investiture du PS aux listes conduites par M. Maurice Janetti (popérisiste) dans le Var, M. Hervé Vuillot (maurayiste) en Côte-d'Or et M. Robert de Caumont (rocardien) dans les Hautes-Alpes. « Seules ces listes pourront utiliser la référence du Parti socialiste dans la campagne électorale », a déclaré le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, qui rendait compte de la réunion. Dans ces trois départements (Var, Côte-d'Or, Hautes-Alpes), l'examen de la situation des socialistes se trouvant sur une liste n'ayant pas l'investiture du PS est transmis à la commission des conflits « pour instruction et proposition de sanctions ». La décision sera arrêtée lors de la prochaine réunion du comité directeur, fixée au 11 avril, soit trois semaines après les élections régionales.

Une sanction immédiate a été décidée, en revanche, à l'encontre de deux premiers secrétaires fédéraux présents sur des listes dissidentes : MM. Michel Etiévant en Côte-d'Or et Christian Graglia dans les Hautes-Alpes.

tous deux membres du courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement. Ils sont « suspendus de leurs responsabilités et ne sont plus habilités à représenter le PS ni à s'exprimer en son nom », a indiqué M. Queyranne. Cette décision a été prise à l'unanimité, mais M. Chevènement avait quitté la réunion au moment du vote. L'ancien ministre de la Défense a fait savoir qu'« en aucun cas, il ne cautionne les sanctions à plusieurs vitesses et le mépris des règles du parti ». Selon lui, M. Laurent Fabius « a eu la volonté de ne pas trouver un accord en Côte-d'Or », où M. Roland Carraz, député, conduit une liste concurrente de celle qui a l'investiture du PS.

M. Fabius : « Tout le monde sur le pont ! »

Le cas de la Haute-Loire a été transmis à la commission des conflits. Dans ce département, deux listes ont été déposées, l'une conduite par M. Louis Eyraud, choisi par le bureau exécutif, l'autre par M. André Chapevère, soutenu par la fédération. Enfin, le bureau exécutif a confirmé que les socialistes présents, dans d'autres départements, sur des listes n'ayant pas l'investiture, « se trouvent placés d'eux-mêmes hors du parti et réputés exclus ». Cette mesure vise les dissidences collectives (cas de la Charente et du Jura) et les dissidences individuelles (dans l'Aude, le Gard, la Loire, la Gironde, la Seine-et-Marne, le Lot-et-Garonne, le Rhône, la Drôme, la Savoie et les Alpes-Maritimes).

Dans l'après-midi, les titres de liste du PS s'étaient réunies à Paris autour de M. Fabius, qui a incité les socialistes à mener une

« campagne de terrain ». « Tout le monde sur le pont ! », a lancé le premier secrétaire, en insistant sur l'importance que revêtira le « second tour » des élections régionales, c'est-à-dire la désignation de leur président et de leur bureau par les assemblées élues le 22 mars. « Les nouveaux élus auront à faire un choix », a-t-il souligné, entre les « forces de progrès » et la droite. Ce propos visait implicitement les Verts, au lendemain de l'entretien que M. Fabius a eu avec M. Antoine Waechter, chef de file de cette formation.

P. J.

La popularité du président du RPR trouble M. Giscard d'Estaing et les dirigeants de l'UDF

La réunion du bureau politique de l'UDF, mercredi 26 février, a fait apparaître le retour d'une certaine tension à l'égard du RPR. L'envoi de M. Chirac dans les sondages – celui de BVA publié mercredi dans *Paris-Match* prouvant encore qu'en cas d'élections législatives le RPR surpasserait de 16 % l'UDF – commence, comme le relevait un participant, à « agacer » M. Giscard d'Estaing.

Il n'est pas le seul. Les dirigeants de l'UDF semblent en effet retrouver leurs vieux réflexes anti-RPR, avec d'autant plus d'acrimonie que, détenteurs de la majorité des présidences de conseil régional et général, ils ont la perception d'une certaine injus-

tice. Le contrat de confiance entre les deux formations de l'opposition est aujourd'hui à la merci du premier dérapage. « On a le sentiment, résumait M. Jacques Barrot, que le RPR cherche à pousser son avantage le plus loin possible sans aller jusqu'à la rupture. Cela ne peut qu'engendrer de la méfiance ».

Le climat est tel que consigne a notamment été passée au cours de ce bureau politique d'exercer la plus grande vigilance au lendemain des élections pour éviter que le RPR ne trahisse les accords conclus, en tentant – comme il a été expliqué avec un certain sens de la litote – « de déstabiliser les positions de l'UDF ».

en tête des régions et des départements.

Enfin, M. Giscard d'Estaing a vivement reproché à M. Chirac, lancé dans un nouveau tour de France, d'utiliser ces élections régionales « à d'autres fins ». Il a également dénoncé « le caractère unilatéral » des prises de position de M. Chirac et de ses amis, que ce soit sur le mode de scrutin, la cohabitation ou l'Europe. Plusieurs des participants ont estimé qu'évoquer ces questions aujourd'hui constituait une « faute politique ». Les Français, a encore fait valoir M. Giscard d'Estaing, veulent qu'on leur parle aujourd'hui de leurs problèmes.

D. C.

PROPOS ET DEBATS

M. Chirac stigmatise l'abstentionnisme et les « petites listes »

NIORT

de notre correspondant

M. Jacques Chirac a rassemblé, mercredi soir 26 février, plus de huit cents personnes à Saint-Maixent, où il était venu soutenir la liste UDF aux élections régionales conduites, dans les Deux-Sèvres, par M. André Dulait (UDF), président du conseil général. Le président du RPR a, une nouvelle fois, affirmé que le Front national est « une déviation du socialisme » et « une déviation de la démocratie ».

Après avoir évoqué la colère paysanne, le chômage, l'insécurité, le « traumatisme excessif de l'immigration », les inégalités, qui expliquent, selon lui, « la morosité et la contestation actuelles », il a dénoncé « deux

phénomènes inquiétants pour la démocratie : l'abstentionnisme et la multiplication des listes de candidats incapables à gouverner ». Il a, toutefois, distingué entre les « dangers » du PCF et du Front national, « qui se fondent sur l'autorité et l'exclusion », et les listes anodines et sympathiques des « électeurs et des écologistes ». « Mais pourquoi par une liste de footballeurs ? », a ironisé l'ancien premier ministre pour qui « la défense d'intérêts catégoriels est une perversion de la démocratie ». « Ceux qui votent pour ces listes », a-t-il affirmé, « affaiblissent les seules qui ont une capacité de gouvernement, celles de la gauche socialiste et de l'opposition nationale ».

R. M.

M. Tapie : l'« émotion » et les « excuses »

Dans un entretien à *Libération* publié jeudi 27 février, M. Bernard Tapie, tête de la liste Energie Sud (majorité présidentielle) dans les Bouches-du-Rhône aux élections régionales, s'explique sur l'usage du mot « salut » qu'il a utilisé à propos des électeurs de M. Jean-Marie Le Pen. « Je venais de vivre un moment insupportable », dit-il. Le maire de Jérusalem nous avait emmenés, ma femme et moi, au mémorial de Yad Vachem. Un lieu triste, froid, entièrement noir où seules un million cinq cent mille bougies brûlent nuit et jour en mémoire des un million cinq cent mille enfants sacrifiés. (...) J'ai affirmé publiquement que celui qui pense, celui qui affirme que ce n'est qu'un « détail », est un salaud. Pris par ma passion et l'émotion, j'ai dit également que ceux qui peuvent

donner leurs voix à un tel individu le sont aussi. Mais quand un militant du Front national m'a dit ne pas se reconnaître personnellement dans l'affirmation du « détail », je lui ai fait publiquement mes excuses. » Au journal télévisé de TF1, mercredi soir 26 février, au cours duquel il était interrogé, en même temps que MM. Jean-Claude Gaudin et Jean-Marie Le Pen, le député des Bouches-du-Rhône a indiqué qu'il aurait été prêt à faire des « excuses publiques » si le président du Front national n'avait pas renoncé au débat qui devait les opposer.

D'autre part, dans son entretien à *Libération*, M. Tapie affirme sa « conviction que M. Le Pen est, par toutes ses prises de position, son comportement, son parcours, son nazisme récurrent ».

M. Poperen : « Le Front national est dans la continuation de la filiation fasciste »

Invité du « Grand Débat » de Radio-Shalom, mercredi 26 février, M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, a estimé que « depuis quelques semaines, Bernard Tapie commet des faux pas » et exprimé l'espoir que celui-ci « va se reprendre ». Il a affirmé, d'autre part, que « le Front national est bien dans la continuation de la filiation fasciste » et « plonge ses racines dans le mouvement de complicité avec le fascisme européen et le nazisme pendant la seconde guerre mondiale ». Le ministre des relations avec le Parlement a ajouté que la « légalité

républicaine » donne à la démocratie les moyens de se défendre contre l'extrême droite. « Nous arrivons aujourd'hui au point où cette question se pose avec force, a-t-il dit. Mais ces mesures risqueraient d'être inefficaces si dans le même temps le combat d'opinion ne se poursuit et ne se développe pas ». Enfin, si M. Le Pen arrive en tête devant MM. Gaudin et Tapie à l'issue des élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur, « il n'est pas imaginable », a déclaré M. Poperen, que nous contribuions à livrer cette région au chef de l'extrême droite ».

□ M. Delors : la question de la candidature à l'Élysée « ne se pose pas ». Interrogé mercredi soir 26 février, au cours de l'émission « La Matinale » du RPR, sur son éventuelle candidature à la présidence de la République, M. Jacques Delors a indiqué : « Je ne sais pas. La question ne se pose pas. On pourra me la poser dans deux ans avec une chance d'avoir un oui ou un non ». Le président de la Commission européenne a également précisé qu'il ne pensait pas au poste de premier ministre. « Il faut être attaché à ce que l'on fait et ne pas être obsédé par la suite », a-t-il dit.

□ M. Léotard : « L'opposition républicaine est le seul adversaire crédible du Front national ». Dans un entretien à l'hebdomadaire *VSD*, M. François Léotard estime que « l'opposition républicaine est le seul adversaire crédible et responsable » du Front national et qu'elle doit « faire exactement le contraire de ce qu'a fait François Mitterrand avec le Parti communiste ». « Nous devons dénoncer les positions ou les allusions de ceux que l'on nous prête comme alliés potentiels, précise le président d'honneur du PR, nous affranchir de tout calcul électoral et retrouver ainsi quelques-uns des fondements les plus dignes du combat politique. Notre refus du Front national n'est pas du domaine de la sensibilité, de l'émotion ou du calcul. Il doit reposer sur une analyse claire, froide, documentée, rationnelle des thèmes et des passions qui agitent aujourd'hui l'extrême droite française ».

□ Provence-Alpes-Côte d'Azur : le Front national en tête des intentions de vote dans les Bouches-du-Rhône. Selon un sondage de la SOFRES pour TF1, RMC et *Nice-Matin*, la liste du

Front national, conduite par M. Mergat, devancerait dans les Bouches-du-Rhône, avec 26 % d'intentions de vote, celles de M. Gaudin (24 %) et de M. Tapie (21 %). En revanche, dans les Alpes-Maritimes, avec 30 % des intentions de vote, la liste de M. Le Pen serait devancée par celle de l'UDF, conduite par M. Sauvageo (31 %). M. Schwartzberg, chef de file de la majorité présidentielle, n'obtient que 16 %. Dans le Var, l'UDF recueille 43 % des intentions de vote, devant le PS (9 %) et la liste de M. Hechter, soutenue par M. Tapie (8 %). Ces enquêtes ont été réalisées du 19 au 22 février auprès de 1800 personnes.

□ Légère hausse des cotes de popularité de M. François Mitterrand et de M. Edith Cresson. Selon un sondage de BVA publié dans *Paris-Match* du 27 février, les cotes de popularité, pour le mois de février, de M. François Mitterrand et de M. Edith Cresson progressent d'un point par rapport au mois précédent. Le président de la République recueille 35 % de bonnes opinions et son premier ministre 25 %. Selon la même enquête, en cas d'élections législatives anticipées, le PS et le MRG recueilleraient 17,5 % des suffrages, le PC 8 %, l'UDF 40 % (12 % pour l'UDF, 28 % pour le RPR) et le FN 15,5 %. Les écologistes recueilleraient 17 % des voix (9 % pour les Verts et 8 % pour Génération-Écologie). L'enquête a été effectuée auprès de 984 personnes, du 14 au 19 février. La question sur les élections législatives a été posée à 3 851 personnes du 1^{er} au 5 février, puis du 14 au 19 février.

Michèle Barzach, la femme d'à côté...

Depuis un an, M^{me} Michèle Barzach vit à côté de la politique – pour que l'effort soit complet – de toutes ses délégations. Barzach Michèle, accusée de fraude rénovatrice, de complicité noiriste et de crime de lèse-chirisme !

17 février 1990 : « Virée », dans les lermes, de la direction du RPR, 27 janvier 1991 : touchée, en pleine guerre du Golfe, par un « exocète » chiracien pour avoir osé, dans le sillage de Michel Noir, déclencher, dans la capitale, les hostilités d'une législative partielle. Elle revendiquait « une opposition qui s'oppose et qui propose ». Elle prétendait secouer les partis politiques « transformés en machines à broyer les idées, à séduire les hommes et à perdre les présidentielles ». Elle voulait donner l'exemple, acceptant, elle, par ce « benco », de remettre sur le tapis toute sa mise.

« J'étais devenue un véritable zombie »

Un an s'est passé depuis ce cruel pillage. Le temps de retrouver les traces de la vraie vie et le sillon des devoirs essentiels. Elle ne regrette rien. « Certain ses comportements dans la vie. On est fait comme on est fait. Moi, j'ai besoin de me respecter et de respecter les autres ». En un an, Michèle Barzach a eu le temps de se replonger dans une vie professionnelle qui lui a permis, dit-elle, « de créer l'interface entre son passé technique de médecin et son regard politique d'ancien ministre ». Consultante en stratégie de santé internationale, elle voyage beaucoup, approche quantité de gouvernements étrangers, fait un travail de terrain qu'elle juge exceptionnel.

« On ne se rend pas compte, dit-elle, des dommages causés à ce pays par le professionnalisme de nos hommes politiques. Il faut organiser cette vie politique autrement. Forcer les élus à aller voir ailleurs, à voyager, à replonger dans la vie professionnelle. Interdire le cumul des mandats. J'en parle d'expérience : conseiller régional, député, ministre, adjoint au maire de Paris, j'étais devenue un véritable zombie. Vous n'êtes plus jamais enté-

ment quelque part. Vous n'avez plus le temps d'écouter. C'est hallucinant. »

Elle ne regrette rien non plus parce qu'elle prétend encore que cette année passée aura confirmé la justesse de ses combats. « Je regarde tout ce qui passe avec amusement mais aussi avec amertume, dit-elle, et je me dis qu'en politique il est toujours malvenu d'avoir raison trop tôt. » Son « angoisse de fond » vis-à-vis du Front national ne s'est point dissipée, bien au contraire. « Cela devient très préoccupant, observe-t-elle. Je regarde avec effroi ce qui se passe en Algérie. Les arguments qui ont servi à expliquer la venue du FIS, assure qu'il y a eu un « traumatisme excessif de l'immigration », les inégalités, qui expliquent, selon lui, « la morosité et la contestation actuelles », il a dénoncé « deux

phénomènes inquiétants pour la démocratie : l'abstentionnisme et la multiplication des listes de candidats incapables à gouverner ».

La faillite du printemps des rénovateurs de 1989, le refus, l'année suivante, de François Léotard et Michel Noir de faire de Force unie un véritable parti qui aurait pu être propulsé par le retour d'une cinquantaine de parlementaires devant les urnes, voilà, en réalité, ses seuls regrets. « Tant que l'opposition n'aura pas réussi à sauter une génération, elle ne s'en sortira pas, soutient-elle. La candidature Chaban pour l'élection au perchoir de l'Assemblée nationale était grotesque. Ceux qu'on appelle les jeunes ont presque tous la cinquantaine. C'est encore le seul métier où l'on vous dit d'aller à cet âge aider votre mère. C'est lamentable ».

A l'aube, elle aussi, de la cinquantaine, Michèle Barzach compte bien ne pas prolonger trop longtemps sa mise en quarantaine. On l'avait annoncée pour les élections régionales dans le Nord-Pas-de-Calais, dans les Yvelines, puis plus sérieusement dans le Loiret, où elle possède une maison de campagne. François Léotard et la direction du PR se sont beaucoup activés pour favoriser son succès au scrutin. Jacques Chirac était prêt à fermer les yeux. Mais la fédération locale de l'UDF a bloqué. Michèle Barzach a accepté sans broncher le verdict et retenu le leçon. Elle s'est promise de revenir par la grande porte, en visant, pour les élections législatives, une circonscription dans le même département, où la droite, on en convient dans les états-majors parisiens, se trouve fort démunie.

On pourra s'étonner de cette obstination à se replonger dans un milieu qui ne l'a point ménagée. « Mon moteur, ce n'est pas le pouvoir », Pas plus qu'hier, Michèle Barzach ne croit à un changement d'état d'esprit de l'opposition : « Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Michel Poniatowski dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Moi, j'attends le lendemain matin des élections régionales. On verra alors ce qui se cache derrière tous les beaux discours que nous entendons depuis quelques semaines. »

Bien-fondé aussi de son combat pour le plaisir des femmes en politique. « Même si je ne suis pas certaine qu'Edith Cresson aura servi la cause des femmes, note-t-elle, l'acharnement contre elle est méprisable. A compétence égale, jamais aucun homme n'en aurait subi ». Elle dit avoir été sensible à l'esprit de sacrifice de Georgina Dufoix.

DANIEL CARTON

POLITIQUE

M. Mitterrand à la recherche d'une « coalition gouvernementale »

M. François Mitterrand cherche. Il n'a pas encore trouvé « le plus » — selon sa propre expression — qui pourrait lui permettre de recréer, comme en 1988-1989, une dynamique politique en sa faveur. Il cherche à sa façon, c'est-à-dire sans chercher vraiment, pour laisser sa part à l'improvisation. Comme d'habitude en pareille circonstance, il questionne, écoute, mais se livre peu devant les amis, les ministres ou les parlementaires qu'il reçoit, en privé, à l'Elysée, ou qu'il rencontre au hasard de ses obligations quotidiennes. Il cultive délibérément le flou, au contraire, pour mieux examiner les diverses hypothèses et ménager tous les scénarios pour l'après-22 mars.

Pour l'instant, en tout cas, le président de la République ne semble pas du tout enclin à transformer le scrutin régional en échéance nationale majeure. Les analyses selon lesquelles la chute annoncée du Parti socialiste affecterait sa propre légitimité provoquent chez lui, si l'on en croit son entourage, le plus vif agacement : « C'est absurde, ça n'a rien à voir, disait-il récemment à quelques visiteurs. Ma légitimité n'est ni dans les sondages ni dans les résultats d'élections régionales. »

« Je ferai campagne »

Il apparaît même que plus l'opposition brode sur le thème de son départ anticipé de l'Elysée, plus il pousse ses amis à en découdre avec elle, surtout lorsque les bandarilles qui le visent viennent des rangs du RPR dont les obligations ont le don de l'horripiler. En relevant avec ironie que le fait de lier le résultat des élections régionales à la durée du mandat présidentiel constituerait une singulière « novation constitutionnelle », le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, exprimait, lundi 26 février, au « Club de la presse » d'Europe 1, le sentiment présidentiel, tout comme le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli, lorsqu'il déclarait, dimanche, au « Grand Jury RTL-Le Monde », qu'« on ne sache plus très bien ce qu'est, en démocratie, la légitimité ».

Ce n'est pas l'issue des élections régionales qui sera déterminante sur l'avenir personnel de M. Mitterrand mais le débat national qui suivra ce scrutin, celui de la ratification des accords de Maastricht et les réformes constitutionnelles que ces accords exigent. M. Mitterrand ne s'en cache pas : « Je ferai campagne », il l'a répété à M. Jacques Delors qu'il a reçu, en France, à la hauteur de ce que l'on voit dans d'autres pays.

Avant engagé la parole de la France auprès des autres membres de la Communauté européenne depuis qu'il a conclu ces accords, le chef de l'Etat fait de leur ratification un impératif national. Il ne laissera à personne d'autre le soin de s'en expliquer devant le pays, à partir du mois d'avril, même s'il court alors le risque de transformer l'enjeu européen en bataille franco-française de politique intérieure. Il en a pris son parti en sachant que, de toute façon, quelle que soit son attitude, l'opposition s'emploiera à détourner l'objet du débat pour tenter de le mettre en minorité en usant à son endroit des armes qu'il employait lui-même, naguère, contre Charles de Gaulle et Georges Pompidou quand il s'agissait de réviser la Constitution ou de faire trancher les questions européennes par référendum.

La question de savoir si la nomination de M. Jacques Delors à la tête du gouvernement ne fournirait pas à M. Mitterrand, justement, après le 22 mars, ce « plus » qu'il recherche, suscite, à l'Elysée, des moues dubitatives. On y fait remarquer que le rôle fondamental tenu par M. Delors à la présidence de la Commission européenne peut se révéler, cette année, à la veille de l'échéance du mandat unique de 1993, encore plus important que par le passé pour la France. On y ajoute que l'arrivée précipitée de M. Delors à l'hôtel Matignon pourrait être à double tranchant pour M. Mitterrand puisqu'elle pourrait accorder l'idée que les considérations de politique intérieure prévalent dans le débat sur la construction européenne, alors que le président de la République veut tout faire, au contraire, pour mettre la question européenne à l'abri de ces considéra-

tions-là. Tel semble aussi, au demeurant, l'avis de M. Delors si l'on en juge par l'insistance de celui-ci à souligner, comme il l'a fait vendredi, en sortant de l'Elysée, que « chaque pays est devant un choix important en ce qui concerne la conception qu'il a de la nation et de son rayonnement », que « le rayonnement de la France passe par la construction de l'Europe » et qu'il serait « bon pour la démocratie » que le débat soit, en France, « à la hauteur de ce que l'on voit dans d'autres pays ».

« Quatorze autres hypothèses... »

Chaque fois qu'on l'interroge sur le destin de M. Delors, M. Mitterrand réaffirme l'estime qu'il porte à l'ancien ministre de l'économie et des finances, devenu en effet, avec M. Michel Rocard, l'un des deux principaux soutiens du Parti socialiste pour les prochaines élections présidentielles. Mais il revendique sa « liberté de mouvement » en assurant que, lorsque le moment viendra, fatalement, de remplacer M. Edith Cresson, il ne sera pas en manque de solutions : « Je peux imaginer quatorze autres hypothèses... » En attendant, il ne cesse de répéter qu'il ne fera « rien qui puisse gêner » M. Cresson dans son travail de fourmi contre le chômage parce qu'il « espère » qu'elle « réussira », bien qu'il craigne que sa majorité relative « manque de temps pour se retrancher ». Plus on lui « suggère », ici ou là, de changer de premier ministre, plus M. Mitterrand, fidèle à ses habitudes, n'en fera rien...

Selon l'Elysée, de toute façon, l'évolution de la situation politique pose moins la question d'un changement de gouvernement à la fin du mois de mars 1992 que celle de la construction d'une majorité parlementaire capable, en 1993, de prendre le relais de la majorité relative élue en 1988. M. Mitterrand ne précise pas ses intentions avant d'avoir étudié les marges de manœuvre qui lui seront fournies par les résultats des régionales. Elles ne seront pas nulles, même si le PS recule beaucoup, dans la mesure où les forces centrifuges mais diver-

gentes du courant écologiste et de l'extrême droite mettent jusqu'à présent la droite libérale dans l'impossibilité de tirer seuls profit de la déconfiture des socialistes. L'« éventualité » d'une réforme du mode de scrutin pour les législatives, évoquée dans le Point par M. Cresson, s'inscrit naturellement dans cette réflexion, et, sur ce chapitre, M. Mitterrand n'a pas changé d'avis : « La loi municipale (scrutin majoritaire mêlé de proportionnelle) est le bon exemple. »

Les quelques confidences recueillies à l'Elysée donnent ainsi à penser que, de l'avis du président de la République, les dirigeants et les militants socialistes, qui ne peuvent plus espérer rassembler autour du PS, seraient aujourd'hui mieux inspirés de travailler à l'élaboration d'une stratégie d'alliances avec les autres forces de gauche et avec les écologistes — dont certains se situent déjà dans la majorité, autour du ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, et de Génération Écologie — plutôt que de miser simplement sur un changement de premier ministre qui les exonérerait de leurs propres responsabilités dans cette recherche d'une planche de salut. Le concept de « coalition gouvernementale », longtemps proscrit sous la V^e République, refait surface.

Reste à savoir, en revanche, s'il convient de tirer quelle conclusion politique que ce soit de l'indication selon laquelle M. Mitterrand aurait provisoirement délaissé la lecture d'une Histoire de la Restauration très instructive, par ailleurs, sur le comportement humain dans les temps de fin de règne, pour se replonger dans les œuvres de Descartes dont le méthode, on le sait, s'efforçait de concilier intuition et déduction. Il se dit même que le président de la République prend des airs de gourmandise quand il raconte — il l'a fait plusieurs fois, ces derniers jours — comment le célèbre philosophe, « bretteur, bricoleur, vivant, homme complet, amoureux de femmes », mourut d'un vulgaire refroidissement contracté à la cour suédoise de la reine Christine...

ALAIN ROLLAT

L'immigration et les « odeurs »

Le MRAP est débouté de son action contre M. Chirac

La première chambre du tribunal civil de Paris a rejeté, mercredi 26 février, les demandes du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) visant à obtenir la condamnation de M. Jacques Chirac à 300 000 F de dommages et intérêts pour des propos concernant les immigrés tenus le 19 juin 1991 à Orléans, lors d'un dîner-débat.

« Notre problème, ce n'est pas les étrangers, c'est qu'il y a aujourd'hui overdose, c'est ça le problème. » Le tribunal, présidé par M. Jacqueline Cochard, estime que ces propos « ne constituent que des attaques vagues et générales, insuffisantes pour caractériser la diffamation ». Les juges évoquent ensuite un autre extrait en constatant que M. Chirac « décrit des relations de voisinage qui pourraient s'instaurer dans un quartier de Paris qui héberge une forte proportion d'immigrés. Le premier logement est

occupé par un couple de « Français », (...) l'autre héberge, enlaidie, une famille (...) composée, outre du mari, de trois ou quatre femmes et d'une vingtaine de gosses, vivant exclusivement de prestations sociales considérables et occasionnant des troubles de voisinage : bruits et odeurs ».

Selon les juges, ces propos ne sont pas une provocation à la haine ou à la violence raciale.

Si les juges admettent que « certains termes peuvent être ressentis durement », comme l'allusion aux odeurs, le tribunal ajoute : « Il faut en rechercher le sens et la portée — au-delà de la lecture des journaux qui les transcrivent et de leur réimpression par les radios et les télévisions — dans le cadre d'un banquet de quelque mille trois cents militants et sympathisants et les intégrer dans le dessin de l'orateur visant à mieux assurer le statut et la dignité des étrangers participant au bien-être de ce pays. »

Dans un communiqué, le MRAP a aussitôt indiqué son intention de faire appel de ce jugement en parlant de « décision abusive ».

MAURICE PEYROT

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a décidé, mercredi 26 février, sur proposition de M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, le mouvement préfectoral suivant :

ALPES-MARITIMES :

M. Jean-Louis Destandeu, préfet du Val-d'Oise, est nommé préfet des Alpes-Maritimes, en remplacement de M. Yvon Olivier, nommé préfet de la région Midi-Pyrénées le 5 février.

[Né le 30 novembre 1938 à Paris, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, licencié en droit, Jean-Louis Destandeu a été administrateur, puis directeur d'un bureau d'études d'urbanisme et d'aménagement du territoire. En 1979, il est appelé par M. Pierre Joxe, président du conseil régional de Bourgogne, pour diriger son cabinet. Préfet des Landes en 1982, préfet d'Eure-et-Loir en 1985, puis directeur du cabinet du préfet de la région Ile-de-France en janvier 1989, M. Destandeu avait été nommé préfet du Val-d'Oise le 19 juillet 1989.]

VAL-D'OISE :

M. Jean-Jacques Pascal

M. Jean-Jacques Pascal, préfet hors cadre, directeur central des Renseignements généraux, est nommé préfet du Val-d'Oise, en remplacement de M. Jean-Louis Destandeu, nommé préfet des Alpes-Maritimes.

[Né le 25 mars 1943 à Limoges (Haute-Vienne), diplômé en 1969 de l'École nationale d'administration, M. Jean-Jacques Pascal a tout d'abord été affecté au ministère de l'intérieur. Il est ensuite devenu directeur de cabinet du préfet de la Loire, de 1969 à 1972, puis secrétaire général du Territoire-de-Belfort, de 1972 à 1974. Chargé de mission auprès du préfet des Alpes-Maritimes, de 1974 à 1979, sous-préfet d'Arles en 1979, sous-préfet de Béziers, en 1981, il a été nommé directeur du personnel de la police nationale en mai 1984, puis directeur du personnel de la police nationale et de la formation en octobre 1985. Préfet du Gers en avril 1986, puis préfet hors cadre au novembre 1987, préfet de la Manche en 1987, il a été nommé directeur central des Renseignements généraux depuis le 6 juin 1989.]

La « police éternelle »

Suite de la première page

Bien que simple chargé de mission pour la sécurité, M. Ivan Barbot trône en première place de l'organigramme officiel de l'hôtel Matignon, au-dessus du conseiller spécial de M. Edith Cresson, M. Abel Farnoux. La fidélité politique n'explique pas cette promotion. Classé à droite par les habitués de la place Beauvau, M. Barbot fut notamment le directeur général de la police nationale nommé en 1987 par... M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur du gouvernement Chirac, après une longue guérilla pour obtenir le départ de ce poste de M. Pierre Verbrugghe, resté fidèle à M. Mitterrand.

Directeur de la surveillance du territoire après avoir été à la tête des renseignements généraux, M. Jacques Fournet est en revanche connu pour son engagement socialiste — il fut même élu municipal à la fin des années 70. Mais, depuis son arrivée au ministère de l'intérieur en 1988, il est surtout devenu un homme du « renseignement » qui s'est rendu indispensable par la qualité de ses informations confidentielles auprès de l'Elysée et de son ami Michel Charasse, le ministre délégué au budget ne faisant pas mystère de son envie d'occuper un jour le fauteuil du ministre de l'intérieur.

On dit que M. Fournet se voit, lui, en directeur du cabinet du président de la République. Une candidature avancée avec empressement depuis que l'actuel titulaire du poste, M. Gilles Ménage, est sur le départ. M. François Mitterrand s'est enfin converti à cette idée, et, d'ici un mois, si le président ne change pas d'avis, M. Ménage devrait rejoindre une grande société nationale, après onze ans de loyaux services dysséens durant lesquels il garda un œil vigilant sur les affaires policières.

MM. Barbot et Fournet... Deux exemples d'un climat général : le désordre politique profite aux

hommes d'ordre. Derrière l'écran officiel se profile la montée en puissance d'hommes de l'ombre, détenteurs de secrets politiques et habiles manœuvriers de l'outil policier. A mesure que se développe un climat délétère s'imposent ceux qui « savent » : ceux qui, en cette période d'affaires à répétition, peuvent les prévenir ou y parer parce qu'ils connaissent le dessous des cartes : ceux qui, devant l'embarras de ministres peu ou prou paralysés, ont appris à tenir la barque à flot, sans qu'une réformation, mais avec le souci prioritaire de la durée.

En cette passe difficile du mitterrandisme revient donc en force des responsables — préfets le plus souvent — placés à la lisière du politique et du policier. Non pas des policiers, mais des hauts fonctionnaires qui, par devoir ou par plaisir, ont fait profession de les fréquenter et de les diriger. Cette lente évolution s'est brusquement révélée lors du psychodrame gouvernemental provoqué par le séjour à Paris de Georges Habache. Durant quarante-huit heures, jusqu'à son dévouement, le pouvoir d'agir sur l'événement fut incarné par les quatre hommes déjà cités : MM. Fournet, Ménage, Barbot et Verbrugghe, ce dernier étant revenu sur le devant de la scène policière, après la réélection de M. Mitterrand en 1988, au poste de préfet de police de Paris.

Le pouvoir grandissant de M. Barbot

C'est M. Fournet qui provoque l'émotion présidentielle en faisant parvenir à M. Ménage, qui accompagnait M. Mitterrand dans le sultanat d'Oman, l'information selon laquelle le juge Bruguière s'apprête à placer le chef du FPLP en garde à vue. Ce sont ensuite MM. Ménage et Barbot qui gèrent « en direct » la suite des événements. C'est enfin M. Verbrugghe que l'on fait revenir de province pour régler le scénario du départ de M. Georges Habache, tandis

que M. Barbot s'installe à ses côtés, dans son bureau de préfet de police, afin de coordonner la manœuvre.

C'est, de plus, dans ce contexte, que M. Barbot forcera son avantage en exigeant auprès de M. Cresson, qui transmettra le message à M. Philippe Marchand, le départ du ministère de l'intérieur d'hommes connus pour leurs convictions socialistes, ayant appartenu à l'entourage proche de M. Pierre Joxe, auprès duquel l'actuel conseiller du premier ministre ne fut jamais en cour. Il en sera ainsi de M. Christian Vigouroux — directeur du cabinet de M. Mar-

ses deux passages à sa tête. Le corps préfectoral retrouve — ou est en passe de retrouver — sa place dominante dans l'architecture administrative, récupérant des postes ou des directions hier confiées à des magistrats de la Cour des comptes, à des conseillers d'Etat ou encore à des inspecteurs généraux de l'administration. « Pour conduire un Boeing, mieux vaut un pilote qu'un marin ou long cours », résume l'un des préfets concernés. D'autres n'hésitent pas à qualifier M. Barbot de « ministre bis » de l'intérieur, sans que l'on sache si le propos se veut flatteur ou désobligeant.



chand après avoir été celui de M. Joxe, — pour lequel le prétexte de l'affaire Habache sera invoqué puisqu'il avait été mis dans la confidence par le Quai d'Orsay. Mais ce sera aussi le sort de M. Patrice Bergougnoux, syndicaliste policier devenu préfet, conseiller de M. Joxe puis de M. Marchand pour les affaires de police, qui, lui, n'avait rien à voir avec l'adieu « affaires ». Dans le petit monde de la place Beauvau, la résistance fut opposée par MM. Vigouroux et Bergougnoux au pouvoir grandissant de M. Barbot était un secret de polichinelle.

Depuis, le ministère de l'intérieur reprend insensiblement le chemin d'une tradition quelque peu bousculée par M. Joxe lors de

Le conseiller de M. Cresson est, en tout cas, fort actif. Fait sans précédent dans l'histoire de l'hôtel Matignon, il s'est entouré d'une équipe opérationnelle composée de policiers, où l'on trouve notamment l'ancien chef adjoint de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT), le commissaire divisionnaire Jean-Louis Ottavi. Les témoignages ne manquent pas sur l'interventionnisme de M. Barbot, qui n'hésite pas à passer par-dessus les cabinets ministériels pour joindre tel ou tel haut fonctionnaire, préfet, directeur d'administration centrale, procureur de la République, voire commissaire de police.

Cette situation n'est pas nouvelle : quand le ministre de l'intérieur est affaibli, la sécurité devient l'affaire de plusieurs centres de pouvoir. Ce fut le cas, au début du premier septennat de M. Mitterrand, quand Gaston Defferre se retrouva flanqué d'un secrétaire d'Etat à la sécurité publique, tandis qu'à l'Elysée la cellule unitariste de M. Christian Proust jouait les francs-tireurs. Nouveau venu dans cet univers, M. Bernard Grasset, nommé directeur général de la police nationale en juillet 1991, tenta de limiter les tensions. Mais qu'on n'attende pas de lui des critiques contre la toute-puissance de M. Barbot : il entretient des relations amicales avec le président d'Interpol depuis une trentaine d'années.

La réforme passée de mode

Curieuse ambiance que celle-ci, dans laquelle M. Grasset doit gérer une réforme à court terme, cette unification, au sein d'une même direction territoriale, des polices urbaines, des renseignements généraux et de la police de l'air et des frontières (le Monde du 25 février). Tardive, cette rationalisation quel que peu brochée semble une boutade d'un d'élus réformateurs aujourd'hui passés de mode. Longtemps promise, la loi sur la sécurité intérieure est toujours en attente. Tout comme ce « conseil supérieur des activités policières » qui permettrait d'instaurer enfin un regard extérieur sur une institution où les pratiques ne de certains ne sont pas toujours transparentes, un euphémisme si l'on se souvient de la fâcheuse affaire Douc ou si l'on pense aux activités lucratives du brigadier-chef Voiry.

En l'occurrence, la promesse, réitérée d'un ministre socialiste à l'autre, remonte à 1982, à ce « pré-rapport » sur les réformes de la police du député Jean-Michel Belorgey, réélu récemment par son auteur sous la forme d'un ironique monument funéraire (1). « Les rapports, écrit ce socialiste débauché, ont, en matière de police, pour principale vocation d'alerter, non de décider, mais de l'absence de décision, tandis que, dans d'autres domaines encore, les crises

ne suffisent à faire surgir l'innovation ». La barathrose semble aujourd'hui bien et bien refermée. Retour à l'ordinaire policier.

« Les gouvernements passent, les sociétés passent, la police est éternelle », écrivait Balzac. La référence n'est pas innocente tant le tableau pourrait être complété par quelques touches fort balzaciques. Ainsi, par exemple, de l'influence des fiefs provinciaux sur la distinction des hommes de confiance. MM. Verbrugghe et Fournet ont tous deux été remarqués par M. Mitterrand dans la Nièvre, où le premier fut secrétaire général de la préfecture à la fin des années 60 et le second préfet au milieu des années 80.

M. Grasset fut apprécié de M. Marchand comme préfet de son département, la Charente-Maritime. Avant de rejoindre Matignon, M. Barbot était préfet de la région Poitou-Charentes et de la Vienne, le département où se situe Châtelleraut, la ville de M. Cresson. On pourrait ajouter aussi l'influence des réseaux locaux. M. Ménage, qui ne venait pas du sérail socialiste, fut soutenu par M. André Rousselet, indéfectible ami du président. Et M. Barbot lui-même, par son amitié avec M. Pasqua en étant chaleureusement sponsorisé par M. Mitterrand par un autre ami du président.

Ces hommes, qui sont parfois rivaux, voire adversaires, ne sont évidemment pas tous logés à même enseigne. Quel de commun entre la passion policière de M. Fournet au service de ses convictions socialistes, la fidélité républicaine maniée d'indépendance blâsée de M. Verbrugghe et la cohabitation amicale de M. Barbot avec un premier ministre dont le parti n'emporte guère son adhésion ? Reste qu'un pragmatisme certain les unit. Sans doute cette vision leur permet-elle de réduire, mais c'est l'indice d'un air du temps, la marque de la fin d'une époque, celle où avait germé l'espoir d'une dissociation rigoureuse de la haute politique et de la haute police.

EDWY PLENIÉ

(1) Jean-Michel Belorgey, La Police au rapport, Presses universitaires de Nancy-Ligue des droits de l'homme, 1991.

JUSTICE

En raison de « faits nouveaux » sur la Milice

Le rapport Rémond sur Paul Touvier est versé aux débats de la chambre d'accusation de Paris

C'est une première. Sous la forme d'un rapport, les travaux de huit historiens sont versés aux débats d'une juridiction. Mercredi 26 février, la chambre d'accusation de Paris, présidée par M. Jean-Pierre Henne, a fait droit à la requête de M. Joël Nordmann et Alain Lévy, conseillers de la chambre d'accusation de Paris, révélés par le rapport de la commission Rémond sur « Paul Touvier et l'Eglise ». Les débats de la chambre d'accusation de Paris concernant l'ancien milicien Paul Touvier, inculpé de crimes contre l'humanité, seront donc revus le 19 mars prochain pour une journée (nos dernières éditions du 27 février).

A l'issue de l'audience tenue mercredi à huis clos, M. Jacques Trémollet de Villers, avocat de l'ancien milicien, s'est déclaré surpris de la demande de ses confrères : « Le rapport de la commission Rémond n'apporte rien, nous a-t-il déclaré. Mais dans ce dossier tout

est original. Ce sont les parties civiles qui demandent un délai et non la défense... C'est un moyen de retarder la décision inéluctable de non-lieu, faute de charges. »

Pour leur part, M. Nordmann et Lévy ont au contraire relevé que le rapport de la commission Rémond « apporte des éléments nouveaux sur l'action de la Milice en 1944 qui influencent le système de défense de l'inculpé ». Les deux avocats considèrent, dans ces conditions, que l'arrêt particulièrement attendu de la chambre d'accusation n'est pas à une vingtaine de jours près.

M. Nordmann a déposé ses premières plaintes contre Paul Touvier en 1973. « La culpabilité de Touvier est amplement établie par l'instruction et le réquisitoire, déclare-t-il. Il n'y a rien de dilatoire dans notre démarche. Nous voulons simplement apporter à la chambre d'accusation des éclaircissements complémentaires. »

Au terme de son audience du 19 mars, la chambre d'accusation fixera la date à laquelle elle rendra

son arrêt renvoyant ou non Paul Touvier devant une cour d'assises. L. G.

L'émission d'Antenne 2 est maintenue

L'émission « Envoyé spécial », consacrée à Paul Touvier, devait être diffusée normalement sur Antenne 2, jeudi 27 février à 20 h 50, malgré la demande d'interdiction formée devant le juge des référés par l'ancien chef de service de renseignements de la milice de Lyon, M. Jacques Trémollet de Villers, défenseur de Paul Touvier, soutenant que le document, produit par LMK-Images, contenait des propos ou des images portant atteinte au secret de l'instruction, avec la participation d'une partie civile, d'un témoin et de M. Claude Grellier, l'un des juges ayant instruit l'affaire.

Dans un premier temps, M. Jean-Marie Coulon, juge des référés, avait ordonné que l'émission de l'émission soit soumise à l'avis d'un comité de censure. Antenne 2 a fait appel de cette décision qui a été infirmée mercredi 26 février par la première chambre de la cour d'appel qui déclare : « Aucune disposition légale ne donne aux juges un pouvoir général de contrôle préalable des publications. » La cour, présidée par M. Pierre Ansel, a également répondu à la demande d'interdiction en constatant que le secret de l'instruction ne s'impose pas à la partie civile et aux témoins.

Enfin, les magistrats estiment « qu'il n'est apporté aucun élément duquel il pourrait être déduit que l'émission présente manifestement Paul Touvier comme coupable, en violation de la présomption d'innocence dont, comme tout inculpé, il bénéficie. » M. P.

La fin du procès des fausses factures de la région parisienne

Un double leurre

Le procès dit de la Cogedim s'est terminé, mercredi 26 février, devant la trente et unième chambre du tribunal correctionnel de Paris avec les plaidoiries de M. Jean-Michel Darrois et Laurent d'Hervé. Cet interminable marathon judiciaire a permis l'examen de quelque 660 factures litigieuses d'un montant global de 165 millions de francs. Jugement le 21 avril.

La justice et les affaires ont rarement bon ménage. Quoi de commun entre le jansénisme de l'une et les turpitudes des autres ? Durant près de trois mois, la soixantaine d'inculpés et le tribunal se sont néanmoins jaugés et jugés, tout ce petit monde sachant bien que le dernier mot revient de droit aux juges.

Étrange rencontre qu'une seule réplique suffit à dépeindre. Au milieu d'une audience où les millions de francs volaient bas, un inculpé, soudain agacé par les questions précises de la présidente, soupire : « Vous savez, je ne sais pas si ces histoires de centimes intéressent beaucoup... ». « Des centimes... ? Où donc est passé cet argent ? », rétorque M. Claude Nocquet. Ce jour-là, tout fut dit sur ce choc frontal entre la justice et ces « affaires » dont la France s'ennuie et se dégoûte périodiquement.

Ce long, trop long procès, aura d'abord montré l'abîme qui sépare la France des entrepreneurs, qui brassent millions et milliards, et celle des juges, sans fortune, assurés que leur mission n'est pas un vain mot quand tout — valeurs, repères, esprit civique — se déginge. A ce titre, cette représentation judiciaire aura fait

apparaître pour les médias et l'opinion, les déniés des protagonistes de la Garantie foncière avec la justice dans les années 70, où l'on vit un député UDR Rives-Henry « sacrifié », ou encore le scandale des fausses factures de Marseille, au début des années 80, comme relevant de la préhistoire.

A force d'étouffer sous les « affaires » et de s'en repaître, on risque d'oublier que l'esroquerie et l'abus de biens sociaux sont malheureusement de toutes les époques. D'où l'inquiétude des avocats de la défense, notamment exprimée par M. Darrois lorsqu'il demandait que les prévenus de la Cogedim ne subissent pas les conséquences d'un contexte délétère.

Un bonnet d'âne

Or rarement la justice aura donné autant l'impression (malgré elle ?) de soupçonner, au-delà de la quarantaine d'entreprises poursuivies, un secteur tout entier : celui du bâtiment. Au point que le chef d'inculpation de corruption, qui n'était pourtant pas retenu dans la procédure, réapparut presque naturellement dans les propos du substitut du procureur de la République Alain Blanchot et des avocats de la défense. Au point que M. Lav Forster fit mine de s'interroger : « Ne dit-on pas que quand le bâtiment va, tout va ? Veut-on que tout aille mal ? »

Mais, bien plus que la justice, c'est ici la politique qui est en cause. Sa « grille » a vicié dès l'origine ce procès. Ce fut son handicap et son bonnet d'âne. En laissant clairement entendre un mercredi après-midi à l'Assemblée nationale que cette affaire allait desservir l'opposition, M. Georges Kiejman, alors ministre délégué à la justice,

parla trop vite, en quête d'un gain trop rapide. Du coup, il ne fut nullement question d'élus corrompus dans ce procès, on ne vit pas trace du moindre homme politique... Mais chaque observateur savait que, dans ce même Palais de justice, ce dossier, ou son jumeau, continuait d'être instruit par la chambre d'accusation avec de fortes probabilités de mettre en cause des élus locaux de tout bord.

A ce stade, le procès fut un double leurre : non seulement la politique en a été soigneusement chassée, mais il n'a arboré durant de longs mois la bannière de la Cogedim que par usurpation. Si l'on s'en tient aux chiffres, il est reproché au troisième groupe de promotion immobilière français dix-neuf factures litigieuses pour un montant de 25 millions de francs alors que l'ensemble des sommes détournées s'élevait à 165 millions de francs. Tout le monde attendait pourtant la Cogedim, plat de choix. Et M. Jean-Denis Bredin, avocat de son PDG, dit sans doute raison de noter qu'il fallait moins redouter « le politique » que ce qu'il fait que par les réactions qu'il provoque.

Enfin ce procès aura été profondément marqué par la lutte, toute en sourires et coups de dagues entre le tribunal et une défense sans concessions. Critique en règle contre l'instruction, remarques acérées contre l'accusation, pointes contre les juges : les avocats ont montré à l'envi qu'ils suspectaient la justice de s'être laissée aller à l'extrême limite de sa nature inquisitoriale. Et le tribunal, devant ses assauts, a trop souvent balancé entre la retenue de l'arbitre et la pugnacité du juge enquêteur.

LAURENT GRELSAMER

HISTOIRE

Après la recommandation de la CNIL

Le fichier de 1940 serait exposé au Mémorial du martyr juif

Dans une délibération adoptée à l'unanimité, la Commission nationale informatique et des libertés (CNIL), présidée par M. Jacques Fauvet, a demandé au gouvernement, mercredi 26 février, que le fichier des juifs exhumés l'automne dernier par M. Serge Klarsfeld dans les archives du secrétariat d'Etat aux anciens combattants soit immédiatement versé aux Archives nationales, ainsi que les fichiers des internés juifs des camps de Drancy, Pithiviers et Beune-la-Rolande.

La CNIL demande aussi que ces fichiers « soient l'objet, en tous lieux et toutes circonstances, d'une protection particulièrement attentive assurant leur sécurité physique, la garantie de leur confidentialité et l'impossibilité de tout détournement ».

Dans la mesure où le fichier de la préfecture de police, remis en 1948 au ministère des anciens combattants, a fait l'objet depuis le début des années 70 d'un étonnant silence, puis d'une dissimulation de la part des autorités chargées de sa conservation, la CNIL insiste auprès du gouvernement pour que le secrétariat d'Etat aux anciens combattants dresse une liste exhaustive des différents fichiers faisant apparaître les origines raciales ou les opinions politiques, syndicales, philosophiques ou religieuses des personnes. De même, lance-t-elle un appel aux administrations et aux organismes, ainsi qu'aux particuliers, pour qu'ils se manifestent directement auprès d'elle s'ils possèdent de tels fichiers.

Dans la seconde partie de sa délibération, la CNIL recommande que l'original du fichier de police — plusieurs dizaines de milliers de fiches — soit confié « au Mémorial du martyr juif inconnu, dès lors qu'il s'agit d'un dépôt révoquant non contraire à la loi sur les archives » (nos dernières éditions du 27 février). Les responsables du Mémorial envisagent d'exposer le fichier derrière une vitre « blindée », à l'entrée de la crypte en forme de chambre à gaz. Du coup, la CNIL prévoit que les Archives nationales et le Centre de documentation juive contemporaine disposeraient d'une copie du fichier des juifs.

Au cours d'une conférence de presse, M. Jacques Fauvet a indiqué que le gouvernement a d'ores et déjà donné son accord aux demandes de la CNIL. « Je pense qu'il est désirable d'aller assez vite », a-t-il précisé. M. Henri Caillavet a, pour sa part, déclaré que les personnes et les familles fichées pourront avoir accès au duplicata de leur fiche. D'une manière plus générale, le rapporteur de la CNIL

a estimé que l'on n'avait pas « moralement le droit de détruire ces documents, ces témoignages qui attestent de la réalité du nazisme et de la collaboration ». Le rapport rédigé par M. Henri Caillavet sera prochainement publié par la Documentation française. L. G.

MÉDECINE

Le décret d'application de la loi du 31 décembre 1991

L'indemnisation des victimes du sang contaminé débutera le 2 mars

M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a rendu publiques, jeudi 27 février, les principales dispositions de mise en œuvre de la loi du 31 décembre 1991 d'indemnisation des personnes, hémophiles ou non, ayant été contaminées par le virus du sida après transfusion. Les dossiers seront disponibles dès le 2 mars, plusieurs mesures d'accompagnement étant prévues pour faciliter l'accès des victimes ou de leurs ayants droit aux dossiers médicaux.

On situe généralement autour de cinq mille le nombre des personnes ayant en France, depuis le début des années 80, été contaminées par le virus du sida à partir, soit de l'usage de produits anti-hémophiliques, soit de l'usage thérapeutique du sang ou de produits sanguins infectés. Au terme d'une longue controverse et d'un conflit entre le gouvernement et les compagnies d'assurance, une loi d'indemnisation avait été votée à la fin de

1991. Avec un certain retard, publiquement regretté mercredi 26 février par M. Jean-Louis Bianco sur France-Inter, les dispositions pratiques de cette indemnisation sont publiées, jeudi 27 février, au Journal officiel, sous la forme d'un décret et de plusieurs arrêtés.

Dès le 2 mars, les dossiers pourront être demandés, par lettre recommandée, au Fonds d'indemnisation (1). Des mesures d'accompagnement sont prises pour aider à la constitution rapide de ces dossiers. C'est ainsi qu'une circulaire adressée, via les préfets, aux directeurs d'hôpitaux devrait « faciliter l'accès des victimes à leur dossier médical et notamment aux pièces permettant d'attester l'existence de transfusion ou d'injection, ainsi que la séropositivité et la date probable de séroconversion ». Une lettre sera adressée aux responsables du conseil de l'ordre des médecins pour que les praticiens libéraux facilitent, de la même manière, l'ouverture des dossiers.

Le décret d'application de la loi du 31 décembre 1991 prévoit la

constitution d'une commission d'indemnisation présidée par M. Yves Jouhaud, président de la première chambre civile de la cour de cassation (le Monde du 13 février). Cette commission sera composée de M. Jacques Arrighi de Cassanova, maître des requêtes au Conseil d'Etat, de M. Jacques Revol (de l'Inspection générale des affaires sociales), du professeur Jean-Louis Vilde (membre du Conseil national du sida) ainsi que de M. Jacques Guillet, M. Pierre Cordier, conseiller à la Cour de cassation, a été nommé suppléant du président du Fonds d'indemnisation. Les suppléants des membres de la commission d'indemnisation sont MM. François Loloum, Serge Tricoire, Eric Schneider, et le professeur Alain Sobel.

Le décret prévoit, par ailleurs, la création d'une commission chargée de conseiller le président du Fonds, notamment pour les modalités d'indemnisation des dommages et de réparation du préjudice. Cette commission sera notamment composée des représentants des trois associations de victimes (Association des polytransfusés, Association de défense des transfusés et Association française des hémophiles) et de trois ministères (économie, justice, santé).

Compte tenu de la jurisprudence et des récentes déclarations gouvernementales sur le niveau des indemnités, on peut situer à plus de 10 milliards de francs les sommes qui devront être trouvées. Celles-ci devraient provenir pour l'essentiel du budget de l'Etat, la contribution « exceptionnelle » des compagnies d'assurance étant, elle, fixée à 1,2 milliard de francs. Il est toutefois prévu que le Fonds pourra se retourner contre des tiers (établissements hospitaliers, centres de transfusion, etc.) dès lors qu'il estimerait que la contamination est la conséquence d'une faute, les sommes pouvant résulter de ces actions venant alimenter les recettes du Fonds.

Il est prévu enfin que « les proches et, en cas de décès, les ayants droit » des victimes pourront bénéficier des indemnités à venir. Il reste toutefois à savoir

quelle sera la politique suivie par le Fonds d'indemnisation en cas de doute quant à l'origine exacte de la contamination par le virus du sida, ainsi que pour les contaminations d'origine sexuelle qui ne sont en définitive que la conséquence indirecte d'une contamination post-transfusionnelle.

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

(1) Les demandes d'indemnisation devront être adressées : BP 115 94303 Vincennes Cedex (tél. : 43-99-78-78). Les renseignements pourront être obtenus auprès de Sida info service : 05-36-66-36 (appel gratuit).

EN BREF

■ Catastrophe ferroviaire d'Ay : deux cheminots condamnés à deux mois de prison avec sursis. — Le tribunal correctionnel de Reims a condamné, mercredi 26 février, à deux mois d'emprisonnement avec sursis deux cheminots reconnus coupables d'homicides et blessures involontaires à la suite de la catastrophe ferroviaire d'Ay (Marne), qui avait fait neuf morts en 1988. Un troisième cheminot, cadre au service de l'équipement SNCF de Reims, a été relaxé.

■ Anne Sinclair obtient 160 000 F de dommages et intérêts dans son procès contre le magazine Lul. — La 1^{re} chambre du tribunal de grande instance de Paris a condamné, mercredi 26 février, Les Éditions des savanes, éditrices du magazine Lul, à verser à Anne Sinclair 160 000 F de dommages et intérêts pour l'avoir dessinée à demi nue dans un numéro de juin 1991.

Mac Douglas
Le spécialiste du cuir27, RUE DE PASSY 75016 PARIS TEL: 42 88 96 02
155, FG ST HONORE 75008 PARIS TEL: 45 61 19 71
11, RUE AUBER 75009 PARIS TEL: 47 42 01 95LIQUIDATION
TOTALEDE TOUT LE STOCK
DE VETEMENTS DE CUIR
ET PEaux LAINEES
pour hommes, femmes, enfants.

A DES PRIX SACRIFIES

Par arrêté Préfectoral (Selon la loi du 30 décembre 1906)

Ouvert le Dimanche 1^{er} Mars

SOCIÉTÉ

Le rapport annuel de M. Legatte

Près de 30 % des recours
au médiateur concernent
le domaine social

Le médiateur de la République, M. Paul Legatte, a rendu public, mercredi 26 février, son rapport 1991. Ce rapport est le dernier pour M. Legatte, dont le mandat, non renouvelable, expire le 4 mars.

Une constatation s'impose : les Français en butte à l'intransigence administrative portent un intérêt croissant aux services du médiateur et de ses délégués. Alors qu'en 1986 4 008 requêtes lui avaient été adressées et 7 952 à ses délégués, ces chiffres sont respectivement en 1991 de 30 000 pour le médiateur et de 34 000 pour les délégués.

La majorité des litiges concernant des citoyens victimes d'une

erreur administrative. Mais, de plus en plus souvent, le médiateur doit intervenir pour faire respecter un « principe d'équité ». Ce principe est invoqué par le médiateur pour trouver un compromis avec une administration qui, forte de son droit, refuse de remettre en cause une mesure dont pourtant les conséquences sont injustes pour un individu.

En 1991, 30 % des dossiers transmis au médiateur concernaient le secteur social (Sécurité sociale, travail, santé publique) ; 21 % le secteur fiscal ; 19 % l'administration générale ; 16 % des agents publics et les pensions ; 9 % l'urbanisme ; 3 % la justice. Le médiateur constate la croissance des litiges liés à la défense des droits de l'homme et des contentieux sur les emplois publics ou la protection sociale. Il note par ailleurs que nombre de contestations dans le domaine de l'urbanisme sont des conséquences de la décentralisation qui a donné des responsabilités et des droits nouveaux aux maires sans que ceux-ci y soient forcément préparés.

La plupart des litiges ont été résolus, certains ont trouvé un compromis. Une minorité n'a cependant pas trouvé d'aboutissement heureux. Si le médiateur peut rétablir un dialogue entre les parties, il ne peut pas se substituer à des décisions de justice. Il peut, en revanche, proposer des réformes de textes législatifs ou réglementaires : trente-quatre sont actuellement en cours d'instruction (indemnisation du risque thérapeutique, possibilité de rembourser les soins sur production du duplicata de la feuille de maladie, etc.). Onze ont été acceptées en 1991, parmi lesquelles l'assouplissement des modalités d'attribution de l'aide aux demandeurs d'emploi qui créent ou reprennent une entreprise, et la modification des obligations imposées par les ASSEDIC aux employeurs d'assistantes maternelles.

CHRISTIANE CHOMBEAU

La procédure
à suivre

Le médiateur est nommé pour six ans (non renouvelables), par le président de la République. Il doit être contacté, au choix du citoyen, par l'intermédiaire d'un député ou d'un sénateur. Auparavant, il est recommandé de prendre rendez-vous avec un des délégués départementaux du médiateur de la République qui siègent à la préfecture.

Les délégués étudient les dossiers et, deux fois sur trois, trouvent eux-mêmes une solution rapide. Si l'affaire est compliquée ou n'entre pas dans le champ de leurs compétences, ils nident le citoyen à constituer un dossier qui sera transmis au médiateur, à Paris, par l'intermédiaire d'un parlementaire.

► Médiateur de la République, 53, avenue d'Iéna, 75116 Paris. Tél. : (1) 45-01-86-56.

Ce Monde
EDITIONS

Où va l'État ?

La souveraineté économique
et politique en questionSous la direction de René Lenoir
et Jacques Lesourne

L'État n'est plus adapté à son environnement. Les meilleurs spécialistes, hommes politiques, entrepreneurs, juristes, économistes, s'interrogent sur la nécessaire mutation, dans un contexte de guerre économique terrible.

Les paradoxes de la pauvreté

Reportages

Préface de René Dumont

Dans les pays pauvres, l'opulence s'étale, dans les pays riches, la misère s'étend. Des portraits saisissants, des situations surprenantes qui, dans un monde pacifié par la détente, sont lourdes de menaces.

Drogues, politique et société

Europe, États-Unis, Japon

Sous la direction de Alain Ehrenberg
et Patrick Mignon

Fruit des valeurs individualistes des sociétés occidentales, les drogues en radicalisent les tensions. Études de terrain et enquêtes socio-historiques montrent que si nous sommes condamnés à vivre avec les drogues, nous ne sommes pas démunis pour en contrôler l'usage.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

ESPACE

Avec le lancement réussi de deux satellites

Ariane redore son blason auprès des Japonais

Lancée jeudi 27 février à 0 h 58 (heure française), depuis le centre spatial de Kourou (Guyane), la fusée Ariane a, pour son quarante-neuvième tir, mis sur orbite deux satellites de télécommunications : Superbird B-1, pour la compagnie privée japonaise Space Communications Corp., et Arabsat 1-C, pour l'organisation de la Ligue arabe Arabsat.

KOUROU

de notre envoyé spécial

« Nous voici de retour deux ans après, presque jour pour jour. Superbird va remonter, tel le phénix, l'optimisme un peu forcé, affiché quelques heures avant le vol d'Ariane par le président de la firme japonaise Space Communications Corp., fit naître quelques sourires crispés parmi les responsables du centre spatial guyanais. M. Hiromune Minagawa était en effet le premier, parmi les officiels, à oser évoquer publiquement l'explosion en plein vol du trente-sixième exemplaire d'Ariane qui, le 23 février 1990, avait entraîné la perte de deux satellites japonais, dont un jumeau de Superbird B-1 (1).

Certes, avec cinq échecs pour quarante-neuf tirs, dont un seulement pour les dix-neuf Ariane 4 (le modèle actuellement en exploitation) lancés, la fusée européenne reste l'une des plus sûres du marché. Mais la modestie doit rester de

mise, comme le prouvent les difficultés rencontrées par les Japonais dans la mise au point de leur nouveau lanceur lourd H-2, futur concurrent d'Ariane, qui ne sont peut-être pas étrangères au contrat de confiance que M. Minagawa a bien voulu accorder au lanceur européen pour la mise en orbite, à la fin de cette année, d'un nouveau Superbird.

Tout a donc été fait à Kourou pour effacer l'ombre de cette tentative ratée de 1990. ArianeSpace a donné la priorité à Space Communications Corp. pour un lancement dans les meilleurs délais. De son côté, M. Jung Inoue, chef du projet Superbird, a insisté pour travailler avec l'équipe d'ArianeSpace qui avait connu l'échec en février 1990 et avec celle qui avait savouré le succès avec la mise en orbite de Superbird A, le 5 juin 1989. Et c'est fort de ces précautions que le lanceur européen, dans sa version la plus puissante (Ariane 44-L), a rempli sa mission et déposé les deux satellites sur une orbite en tous points conforme à celle qui était visée.

L'offre
chinoise

Avec ce premier succès pour 1992, « ArianeSpace a rempli ses engagements vis-à-vis de deux clients importants, dont le rôle respectif en Asie et au Moyen-Orient montre la place prépondérante prise par le lanceur européen dans le transport spatial mondial », s'est félicité M. Roland Deschamps, secrétaire

général d'ArianeSpace, après le lancement. Plus encore que les futurs clients japonais et asiatiques, le message visait probablement les pays de la Ligue arabe, dont six ministres avaient fait le déplacement à Kourou. En effet, aux termes d'un contrat signé en 1990 avec Pékin,

L'ancien administrateur
de la NASA demande
l'arrêt des « coups bas »

Deux semaines après avoir été invité à démissionner par la Maison Blanche, l'ancien administrateur de la NASA, M. Richard Truly, a critiqué, mercredi 26 février, le rôle de l'administration américaine et de certains politiques, dont « les coups bas doivent cesser ». Nommé en 1986 après la catastrophe de Challenger, M. Truly déclare qu'il n'a pas cessé d'être tracassé par des fonctionnaires tatillons et de prétendus experts.

A cette époque, a-t-il précisé, « je pensais que mon travail consistait à restaurer la sécurité et la confiance et à envoyer des navettes dans l'espace pour des vols sûrs. Mais nous n'étions plus le paragon de l'excellence. J'ai vite découvert que j'étais embrouillé par la politique, les budgets et un réexamen critique de la NASA, la tout au milieu d'un zoo médiatique ». M. Truly estime qu'il faut que « toutes les parties arrivent de se rendre des embuscades ». — (AFP).

Arabsat 1-C, qu'Ariane vient aussi de mettre en orbite, aurait dû être lancé par une fusée chinoise.

« Sur le plan financier, l'offre chinoise était sans conteste la meilleure », affirme M. Abdelkader Baïri, directeur général d'Arabsat. Malheureusement, nous n'avons pas pu obtenir l'autorisation d'exportation du satellite en Chine de la part des Américains (2). L'accord arabo-chinois résilié, ArianeSpace a donc enlevé le contrat, en mai 1991, pour un prix de 100 millions de dollars, très supérieur à celui demandé par Pékin.

Que réserve l'avenir ? Les deux satellites de la Ligue arabe, Arabsat 1-A (lancé en février 1985 par Ariane) et 1-B (mis en orbite par la navette américaine en juin 1985), arrivent en fin de vie. Arabsat vient de lancer un appel d'offres auquel a répondu l'Aérospatiale pour des satellites de nouvelle génération. Tous seront « compatibles avec l'environnement des lanceurs présents sur le marché », averti M. Abdelkader Baïri. ArianeSpace est prévenue. L'affaire ne sera pas facile.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Le second était un satellite de télévision directe BS-2X de la chaîne NHK. Depuis, la fusée japonaise H-1 a lancé un satellite de remplacement, le 28 août 1990. Mais un second a été perdu dans l'explosion en vol d'une fusée américaine Atlas, le 19 avril 1991.

(2) Les Américains refusent parfois la présence, sur les territoires de l'ex-URSS et de la Chine, de satellites dans lesquels sont installés des équipements de leur pays.

PATRIMOINE

Pour protester contre la politique du ministère de la culture

Un tiers des membres du Conseil supérieur
de la recherche archéologique ont démissionné

Quatorze des trente-neuf membres du Conseil supérieur de la recherche archéologique (CSRA) — dont le vice-président, M. Jean-Marie Pesez et son adjoint, M. François Audouze — ont démissionné à la chaîne au cours des quinze derniers jours (1) pour protester contre la politique actuelle des autorités de tutelle.

Parmi les griefs exposés par les membres démissionnaires au cours d'une conférence de presse, jeudi 27 février dans la matinée, il y a le fait que le CSRA n'est pas tenu informé de la majeure partie des opérations d'archéologie de sauvetage se déroulant sur le territoire national : ses membres, pour la plupart, ont ainsi appris par la télévision la découverte de pirogues néolithiques sur le site de Bercy... De même, le CSRA n'est pas consulté pour l'élaboration des

réformes récentes (tel le remplacement des directeurs régionaux des Antiquités par des conservateurs régionaux de l'archéologie) ni pour l'élaboration des réformes en cours (par exemple la refonte de la loi de 1941 sur l'archéologie et les fouilles, ou celle de l'Association pour les fouilles archéologiques nationales créée pour distribuer les crédits destinés aux fouilles de sauvetage avec une souplesse dont manque cruellement l'administration publique).

La recherche scientifique archéologique semble avoir disparu des préoccupations de ses autorités de tutelle accusées de revenir à la conception du dix-neuvième siècle selon laquelle seuls comptent les « objets ». Certes, la découverte de beaux objets est appréciée par les archéologues. Mais depuis plusieurs décennies le fondement de la recherche est la compréhension des temps anciens dans leurs modes de vie, leurs techniques, leur organisation sociale. Cela oblige à des fouilles méticuleuses faites niveau après niveau, seule méthode qui permette de retrouver tous les vestiges, du plus spectaculaire au plus humble, et de remettre ceux-ci dans leur contexte chronologique.

donc d'« oublier » les sites préhistoriques que rien ne trahit en surface. Ils redoutent aussi la nouvelle organisation de l'archéologie qui met les conservateurs des Antiquités sous l'autorité des directions régionales des affaires culturelles, donc des préfets et des conseils généraux ou régionaux. Ce qui risque d'ouvrir la porte à l'influence éventuelle de groupes de pression locaux et même de donner le pouvoir effectif sur la recherche archéologique aux entreprises réalisant les aménagements et payant — souvent avec moins de pignerie que le ministère, il faut le reconnaître — en partie les fouilles. De même, depuis les lois de décentralisation, les crédits donnés par le ministère de la culture pour la recherche archéologique transitent par les trésoriers-payeurs régionaux qui, bien souvent, retardent ou oublient les versements des sommes allouées aux responsables des fouilles.

On peut se demander pourquoi les rapports demandés en 1988 à M. Bruno Martin-Laprade (à l'époque maître des requêtes au Conseil d'État), puis en 1990 à M. Christian Goudineau (professeur au Collège de France et spécialiste renommé de la civilisation gallo-romaine) — qui ont été remis et qui contenaient des propositions très judicieuses sur l'organisation de l'archéologie française — n'ont pas été pris en compte.

YVONNE REBEYROL

(1) Le CSRA compte vingt membres de droit ou nommés par le ministre de la culture et dix-neuf membres élus. Parmi les démissionnaires, il y a huit nommés et six élus. La présidence du CSRA est assurée par le ministre de la culture ou son représentant.

Le Monde
HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Chaque samedi — une dimanche aussi

POLICE

Au ministère de l'intérieur

M. Jean-Pierre Lacroix
est nommé directeur central
de la police territoriale

M. Jean-Pierre Lacroix a été nommé, mercredi 26 février, en conseil des ministres, directeur central de la police territoriale au ministère de l'Intérieur, une nouvelle direction regroupant les services des polices urbaines, des renseignements généraux et de la police de l'air et des frontières (le Monde du 25 février). M. Jean-Jacques Pascal, directeur central des renseignements généraux, dont la fonction disparaît, a été nommé préfet du Val-d'Oise. Directeur central des polices urbaines, une fonction également supprimée, M. Robert Broussard est en attente d'une nouvelle affectation.

(Né le 30 juin 1942 à Avignon (Vaucluse), M. Lacroix est ancien élève de l'ENA (promotion « Charles de Gaulle »). Affecté au ministère de la défense comme administrateur civil en 1972, il est nommé directeur du cabinet du préfet du Haut-Rhin en 1974 avant de devenir secrétaire général du Lot en 1976. Sous-préfet de Saint-Gaudens (Haute-Garonne) en 1978, il est ensuite secrétaire général de l'Eure (1980) avant d'être appelé, en 1981, par M. Maurice Faure au ministère de la justice pour être son chef de cabinet. Nommé secrétaire général pour les affaires régionales d'Auvergne en 1982, il devient secrétaire général du Pas-de-Calais en 1984. Titulaire préfet en 1988, il est nommé préfet de la région Guyane puis directeur des affaires politiques, administratives et financières au ministère des DOM-TOM en 1990. En janvier 1991, il est nommé directeur du cabinet de M. Le Pen, ministre des DOM-TOM.)

ENVIRONNEMENT

M. Jacques Varet
directeur de l'IFEN

Par décret paru au Journal officiel du 26 février, M. Jacques Varet, chef de département au ministère de la recherche, a été nommé directeur de l'Institut français de l'environnement (IFEN).

(Né le 20 mars 1944 à Lyon, M. Jacques Varet est docteur en sciences. Après avoir été assistant à la faculté d'Orsay puis maître de conférences à l'université Paris-Sud, il est entré, en 1976, au Bureau de recherche géologique et minière (BRGM), où il a pris, en 1985, la direction de la division énergie. Conseiller scientifique à l'ambassade de France en Chine de 1986 à 1989, M. Varet a été chargé de mission au ministère de la recherche avant d'y prendre, en 1990, la tête du département énergie. M. Varet est l'auteur de deux ouvrages sur la géothermie.)

□ Pollution de la Marne : Air France suspend les lavages d'avions à Roissy. — Après la pollution de la Marne par les effluents de la station de lavage d'Air France à Roissy, la compagnie nationale annonce qu'elle suspend ces opérations — dénoncées par M. Didier Julia, député RPR de Seine-et-Marne (le Monde du 26 février) — jusqu'à réparation du dysfonctionnement constaté.

La SNCF a gagné son pari, rendre les J.O. accessibles à tous.

Photo SNCF - CAV



Plus de 250 000
voyageurs transportés.

L'important c'était
de vous faire participer.

SNCF,
transporteur national officiel
des Jeux Olympiques d'Albertville.



SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

Une exposition et un livre servent de piédestal à l'architecte italien Massimiliano Fuksas

FRÉDÉRIC EDELMANN
 ■ « Massimiliano Fuksas, **projets** », IFA, 8, ■
 Tournon (6°). Jusqu'au 26 avril.
 Catalogue ■ direction ■
 Patrice Goulet, coéd. par l'IFA
 ■ Carte Segrete (Rome), ■ F. ■
 ► Jeanne-Marie ■ et Hubert
 Tonka, Massimiliano Fuksas, ■
 ■ Photos Doriana Mandrelli, Pandora Editions, ■ F. ■

De grands interprètes apportent leur concours à la fondation d'un monastère

MUSIQUES DU MONDE

18^h **75^h**

THEATRE ENLÉVÉ DE LA VILLE

PARIS

pour la 1^{re} fois en France

SAMEDI 7 MARS 1988

**CHIKUZAN
TAKAHASHI**

le maître
du tsugaru shamisen

JAPON

LOC. ■ 74 22 77

2 PL. ■ CHATELET PARIS 4^e

Maurice Argerich a dit un jour que Chopin n'avait jamais changé il vous en vaux qui touchait Liszt. Cette remarque vaut pour Paganini et Debussy. Lors que le pianiste ~~se~~ mais sur son instrument pour jouer quelques préludes ou *Isle Joyeuse*, sa sonorité, pourtant si douce, est si vifs, anhéant d'un coup le ~~travail~~ il n'est ni d'avance, comme l'ancienne école le recommandait, ni d'après, comme certains ces confrères l'ont pendant années de l'ont pour montrer combien leur musique est moderne, il ne timbre ~~pas~~ supérieures leurs accords pour leur donner une valeur mélodique. Il joue ~~avec~~ rude tâche Au aguets, il écoute, partit son pupitre.

Comme s'il souhaitait qu'on l'oublie. Qui croire, en effet, qu'il ne connaît pas son Debussy par cœur? Il le joue, enseigne ~~le~~ l'engrèstie depuis vingt-~~ans~~ ~~il~~ ~~il~~

ALAIN LOMPECH

Entrée libre

150 F

L'homme est là,
bien vivant avec
l'honneur de ce
peuple.
Enfin, vif et libre
nous le restitué
et nous le donne
à son peuple.
librement tendre
au plus
de l'inconnaissable.

Le Monde

FAYARD

FAYARD

ÉCONOMIE

BILLET

La France dénonce la convention de l'OIT

Volvo dans le collimateur

La Commission européenne a, mercredi 26 février, d'ouvrir une enquête sur la vente par l'Etat néerlandais d'une partie de sa participation dans Volvo Car BV (appelée maintenant NedCar) aux constructeurs suédois Volvo et japonais Mitsubishi.

Cette vente était intervenue en août 1991 : l'Etat néerlandais avait alors ramené sa participation dans Volvo Car BV de 70 à 33,3 % au profit de Volvo (dont la participation passait de 30 à 33,3 %) et surtout de Mitsubishi, qui est entré à hauteur de 33,3 % dans le capital de la firme néerlandaise. Le prix de vente s'est fait sur la base d'une estimation de la société faite en 1991, prix qui est aujourd'hui contesté par la Commission. En 1998, l'Etat néerlandais doit vendre le reste de sa participation aux deux autres actionnaires, toujours sur la base de l'estimation faite en 1991. Si ce prix n'a pas été rendu public, on sait en revanche que les trois actionnaires se sont engagés à réaliser chacun un investissement de 700 millions de florins (environ 2,1 milliards de francs) pour permettre à l'usine néerlandaise de fabriquer un nouveau modèle de Volvo destiné à remplacer la série 400, voiture de catégorie moyenne, fabriquée dans l'usine de Volvo Car BV.

D'autre part, les résultats de la société n'étaient guère florissants puisqu'elle avait enregistré une perte de 75 millions de florins (228 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 3,1 milliards de florins (9,4 milliards de francs) en 1990.

La Commission estime néanmoins que la manière dont l'Etat néerlandais s'est défilé de sa participation peut être assimilée à une aide d'Etat déguisée, contraire aux règles de la concurrence de la CEE. Parce que « l'Etat néerlandais ne va tirer aucun bénéfice de son investissement en cédant sa participation à un prix de vente établi sur la base d'une estimation de la valeur de la société... en 1991 », a souligné le porte-parole de la Commission. Et parce que « le groupe Mitsubishi ne sera en outre pas responsable des pertes enregistrées sur la production de séries 400, qui resteront à la charge des deux autres actionnaires », a-t-il ajouté.

En ouvrant cette enquête, les autorités de la concurrence vont sans doute à leur corps défendant - apporter de l'eau au moulin de leurs habitués adversaires, partisans d'une politique plus dirigiste, qui voyaient dans cet accord un moyen pour le japonais Mitsubishi d'entrer dans la bergerie européenne des constructeurs automobiles.

ANNIE KAHN

Les transporteurs mettent fin à des ports d'ile. Les transporteurs qui gèrent depuis quatre jours les ports de l'île (le 25 mars), ont décidé de mettre fin à leur grève mercredi soir 26 février à 18 heures de plus de six heures de négociations avec les pouvoirs publics. Cette décision a été prise à l'unanimité après qu'un accord ait été trouvé pour l'échéancier des dettes des transporteurs à l'égard des compagnies maritimes. Ils avaient décidé leur mouvement pour protester contre les grèves répétées des dockers qui mettent leur profession en péril.

Le travail de nuit des femmes dans l'industrie va être autorisé

M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, a annoncé, mercredi 26 février, que « la France a dénoncé la convention internationale de l'OIT qui interdit le travail de nuit des femmes dans l'industrie ».

Condamnée en juillet 1991 par la Cour de justice des Communautés européennes à revoir sa législation, la France devait prononcer avant le 27 février, une loi qui cette décision prendrait effet dans un an. M^{me} Aubry a précisé qu'un projet de loi est en préparation.

Juridiquement, la dénonciation des dispositions adoptées par l'Organisation internationale du travail (OIT) en 1948 était inévitable. Mais à mettre en marge du traité de Rome, la France pouvait tirer les conséquences de l'arrêt rendu le 25 juillet 1991 par la Cour de justice de Luxembourg. Saisie par un industriel pour avoir négocié en 1985 un accord introduisant le travail de nuit des femmes, la juridiction avait considéré que l'interdiction de principe imposée par la loi française n'apparaît plus fondée. En décembre 1991, la Commission de Bruxelles avait également une fois de plus condamné le gouvernement français, lui enjoignant de dénoncer la convention de l'OIT.

Le fond, la dénonciation de la convention de l'OIT, a été fait. Paradoxalement, la France dénonce aujourd'hui les principes que l'OIT elle-même a fortement encouragés en adoptant la convention numéro 171 qui, en juin 1990, ouvrait la possibilité de négocier dans le cas où un accord prévoyait des contreparties seraient négociées par les partenaires sociaux et les pouvoirs publics. Hormis la CGT, les syndicalistes présents n'avaient pas élevé de protestation. Cette décision qui forme la convention 89 en coquille de l'Union

part, le tabou du travail de nuit des femmes, ces dernières années, été sérieusement brèche à la suite de la loi de 1987 sur l'aménagement du temps de travail. A la suite d'un accord de branche, une entreprise introduisant le travail de nuit pour les femmes des contreparties ont été conclus en 1989 la loi sur la métallurgie, dans l'électronique (notamment l'usine Bull d'Angers). Pour les entreprises contraintes d'accroître la durée d'utilisation des investissements, il s'agit là d'un d'améliorer leur productivité.

Ces dernières années, nombre de salariés pratiquant traditionnellement leur métier minuit et 5 heures du matin, qu'il s'agisse des infirmières, des fonctionnaires de la presse. En 1990, selon l'INSEE, 750 000 personnes, soit 4 % de la population active, travaillent habituellement de nuit. Parmi elles, le quart sont des femmes. Quant aux 1,7 million de salariés qui « occasionnellement » activité professionnelle nocturne, 1 % d'entre eux sont des femmes.

«Ténébres» et «capitulation»

En dépit de l'abolition de la plus plus marquée du principe interdisant le travail de nuit des femmes dans l'industrie, la plupart des entreprises syndicales françaises ont mal pris la décision. M. Alain Delon, président de la centrale chrétienne, adoptant un ton que ne renierait pas la CGT, qui, de son côté, s'en prend à une « décision scandaleuse » et attend « une surexploitation des salariés ». FO regrette pour sa part que l'on « passe à côté des problèmes de santé et de sécurité ».

En revanche, M^{me} Marie Notz, numéro deux de la CFTV, avance une autre lecture. Selon elle, la dénonciation de la convention n'est pas l'occasion d'apporter, pour les femmes et pour les hommes, des garanties de la convention de l'OIT. A la CFTD,

a toujours estimé que l'interdiction est de nature à pénaliser les femmes en termes d'accès à certaines qualifications. Le problème principal n'est pas celui d'une protection spécifique des femmes mais celui de la réglementation du travail de nuit pour l'ensemble des salariés et de l'attribution des contreparties sous forme de réduction du temps de travail.

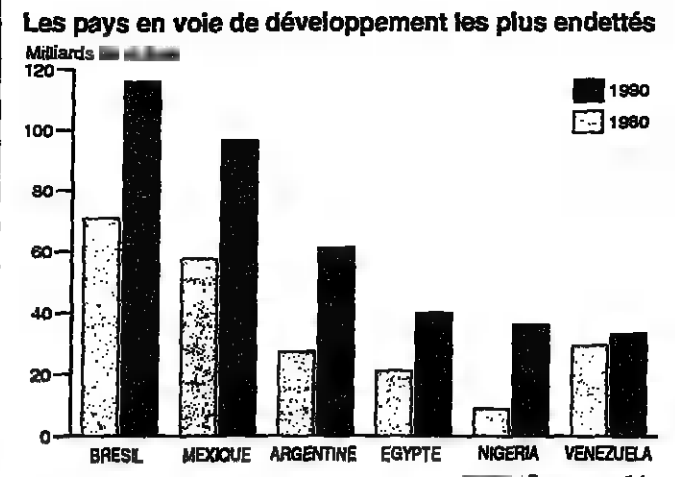
Au-delà du travail, on admet que l'extension de l'activité professionnelle nocturne est souvent dommageable sur le plan de la vie familiale mais on insiste sur la nécessité d'introduire des contreparties. Une concertation avec les partenaires sociaux s'engage prochainement pour déterminer un « point d'équilibre ». Le projet de loi qui sera déposé à la fin du printemps prévoit des contreparties sous forme de réduction des horaires ou d'avantages salariaux.

JEAN-MICHEL NORMAND

Le SMIC est relevé de 2 % au 1^{er} mars

En vertu de son point de prime, jeudi 27 février, le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, a annoncé le relèvement de 2 % du SMIC au 1^{er} mars. Ce relèvement, automatique, porte donc le SMIC à 5 000 francs brut par mois (33,31 francs en l'heure, contre 32,66 francs). Cette mesure est la conséquence mécanique de la hausse du prix à la consommation, la loi prévoyant que chaque fois que la hausse du prix dépasse 2 % par rapport à la précédente augmentation du salaire minimum, le SMIC est revalorisé. La hausse du prix a atteint 0,3 % en janvier, a annoncé l'INSEE jeudi 27 février. En glissement depuis janvier 1991, la hausse des prix de détail s'élève à 2,9 %, un résultat meilleur que celui de l'ensemble de l'année 1991 (+ 3,1 % au glissement).

En janvier, les prix alimentaires ont augmenté de 0,2 %, ceux des produits manufacturés sont stables, ainsi que ceux des services ont progressé de 0,7 %.



Ce graphique présente les principaux pays endettés ayant des problèmes de remboursement de leur dette extérieure. Principaux Etats - Chine, Inde, Indonésie, Algérie - sont aussi très endettés, mais n'ont pas procédé à un rééchelonnement de leur dette. L'endettement de la Pologne et celui de l'ex-URSS atteignent aussi des montants importants.

Avec un rééchelonnement des remboursements

Le Brésil conclut un accord avec le Club de Paris sur sa dette extérieure

Les négociateurs brésiliens sont parvenus, tard dans la nuit du mercredi 26 février, à signer un accord de rééchelonnement de leur dette avec le Club de Paris.

Quelques heures après, mercredi 27 février, avec le Club de Paris, le remboursement de la dette par le Brésil à une vingtaine d'Etats étrangers sera réglé sur une période de quatorze ans, après une « période de grâce » de trois ans. Le Club de Paris a ainsi consenti à Brésiliens des conditions plus favorables qu'à l'ordinaire, notamment une période plus longue, et étalant le remboursement de la dette rééchelonnée sur le passé.

La délégation brésilienne avait entamé, lundi 26 février, ses négociations parisiennes, certaines qu'un accord serait bouclé rapidement. Après plusieurs années de relations très difficiles avec les créanciers (un moratoire avait été déclaré en 1989), le nouveau gouvernement de Brésiliens a repris l'an dernier une partie de ses relations avec les banques, et présenté un plan de relance économique plus ambitieux que ceux des années précédentes. En janvier, le

l'économie, M. Collor Marquês Moreira, a confirmé d'un prêt de 2,1 milliards de dollars consenti par le Fonds monétaire international. En fait, les négociations ont duré trois journées entières, absorbant principalement la somme à payer pour l'accord puisse entrer en vigueur. Finalement, le Brésil devra d'ici à 1993 4,1 milliards de dollars, sur les 13,5 milliards de dollars d'arriérés accumulés ces dernières années.

Les dettes contractées à l'égard des Etats étrangers ne représentent qu'un quart environ de l'endettement total du Brésil (116 milliards de dollars) qui a principalement appelé aux banques privées au cours des années 70 et 80. Les négociations doivent maintenant se poursuivre avec la communauté bancaire internationale, une réduction de la dette bancaire, du type de l'accord Brady négocié en 1989 par le Mexique, pourrait intervenir au cours des prochains mois. D'ores et déjà, un regain de confiance internationale à l'égard de la situation financière du Brésil - comme celle du Mexique, du Venezuela, et de l'Argentine - a été observé à la fin de l'année dernière.

F. L.

Bras de fer entre Canal Plus et les industriels européens de l'électronique

Le premier ministre doit décider de la norme de diffusion du satellite Télécom-2A

Le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, doit prochainement décider dans quelle norme de diffusion - D2 Mac ou SECAM - il implémentera, avec quel mode de codage - Eurocrypt ou Systron - diffusera le satellite public Télécom 2A. Une décision importante, puisqu'elle conditionne durablement la visibilité économique de France de la nouvelle norme D2 Mac mise au point par les deux grands groupes européens d'électronique grand public, Philips et Thomson.

Tous les coups sont permis. Et tous les arguments employés, publiquement ou en coulisse, pour convaincre le gouvernement d'adopter la « bonne » norme de diffusion du satellite français Télécom-2A, qui vient de brillamment réussir son premier examen de passage en assurant, avec succès, la retransmission des Jeux olympiques d'Albertville en HD Mac, la norme européenne de haute définition (le Monde du 21 février). Sept chaînes thématiques (cinéma, sport, enfants...) n'attendent plus en effet que la mise en service commerciale de ce satellite pour conquérir la bonne moitié du public français qui ne sera pas câblée avant la fin du

prochain. Des chaînes prévoient d'être payantes : elles seront donc cryptées comme Canal Plus et nécessiteront, comme elle, l'emploi d'un décodeur.

Déjà, le gouvernement devrait adopter un arrêté interministériel limitant la norme de diffusion du satellite public. S'agira-t-il du D2 Mac, ou de la norme D2 Mac, ou d'un nouveau format appelé le chémoscope - le 16/9, la multiplicité des normes de langue et une meilleure qualité d'image ? Une norme qui doit préparer l'avènement du HD Mac à court terme. Ou bien s'agira-t-il du vieux SECAM « quatre tiers », en usage depuis plusieurs décennies dans les foyers français, associé pour l'instant au système de codage Systron mais au point par Canal Plus ?

Choisir le D2 Mac 16/9, c'est passer sur l'avenir et l'adoption par le public d'une nouvelle technologie qui implique, pour l'instant, l'achat d'un téléviseur coûteux - plus de 20 000 francs actuellement. Choisir le SECAM, c'est - au moins - un premier temps - privilégier le présent et faciliter la réception, donc le développement, des chaînes par satellite. Deux stratégies opposées, aux enjeux considérables pour les industriels de l'électronique et les télévisions. Deux stratégies qui ont été l'objet d'un débat actif dans les milieux et les couloirs gouvernementaux, exacer-

bant les tensions. Le président de Canal Plus, M. André Rousselet, menace aujourd'hui de ne pas faire passer sa chaîne sur Télécom-2A, « ni probablement les autres chaînes thématiques et autres chaînes présentes », si le D2 Mac est choisi. « Je doute qu'il y ait beaucoup d'autres candidats », ajoute le PDG de Canal Plus, M. Jean-Louis Lemaire, « mais une autre lecture. Selon elle, la dénonciation de la convention n'est pas l'occasion d'apporter, pour les femmes et pour les hommes, des garanties de la convention de l'OIT. A la CFTD,

conforterait la stratégie de groupes industriels qui prévoient d'investir, dans le cadre du programme européen Eureka, 20 milliards de francs dans la mise au point de la télévision haute définition.

«Le monopole de M. Rousselet»

Adopter en revanche le SECAM, dit un industriel qui préfère rester anonyme, ce serait pousser 3 à 5 millions de foyers français à s'équiper du décodeur Systron développé par Canal Plus et qui demeure sa propriété. Ce serait conforter définitivement le monopole de M. Rousselet : il n'y aurait plus de visibilité économique pour les autres chaînes payantes en France. La question est donc de savoir s'il est possible au pouvoir politique de mettre fin à cette situation, il serait scandaleux qu'une société puisse détenir une parcelle du domaine public pour s'arroger un monopole privé.

Le syndicat de l'industrie électronique SIMAVELEC parle de « nécessité impérieuse » de la « liberté de concurrence pour les produits et services de télévision payante ». Quant au patron de la compagnie française Philips, M. Pierre Steenbrink, il emploie les termes de monopole et déclare en faveur de la politique industrielle de « la France à une vision historique à prendre ».

Aussi, les industriels font-ils clairement la décision sur Télécom-2A un enjeu de la volonté gouvernementale. Au nom de la politique constamment suivie par les pouvoirs publics et par l'Europe depuis 1988. Au nom des milliards dépensés en crédits publics, les conséquences d'un éventuel lâchage : pas de D2 Mac en France, pas de D2 Mac en Europe, pas de HD Mac à terme et une capitulation à rase campagne par le Japon et aux Etats-Unis qui défendent leurs propres intérêts sur la télévision haute définition.

Pour preuve de sa bonne volonté, Canal Plus propose d'ouvrir son Systron à quiconque voudrait faire une chaîne payante, à participer à des programmes spécifiques au format 16/9, à diffuser parallèlement aux chaînes thématiques ; et, enfin, à changer les modalités de ses chaînes qui voudraient adopter le D2 Mac. Elle respecterait ainsi l'esprit de la directive européenne en matière de télévision (le Monde du 21 décembre 1991). Cette directive « minimale » prévoit d'obligation de diffusion de D2 Mac qu'à partir de 1993.

Dans ce contexte, Canal Plus ne peut pas se voir imposer d'adopter une norme qui n'est pas encore européenne. La sécurité de son chaîne et son avenir lui imposent de rester sur le D2 Mac, même si elle n'est pas la norme officielle de l'Union européenne.

C'est peut-être la raison de cette notion de risque que peut éveiller un compromis entre les deux positions, qui ne conduise pas au blocage de la norme. Subventions à la diffusion de programmes en 16/9, prise en charge du matériel éventuel des décodeurs, voire des câbles nécessaires sur la continuité des filières satellites. Mais pour les ministères concernés, la position est plus complexe. Au premier ministre, qui a montré son goût pour les questions industrielles, d'arbitrer.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA
PIERRE-ANGEL GAY

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.



ÉCONOMIE

INDUSTRIE

A la recherche de marchés en Asie

Soixante entreprises françaises de l'aéronautique sont venues en force au Salon de Singapour

Le vice-premier ministre de Singapour, M. Lee Hsieu Loong, a inauguré, mardi 27 février, le sixième Salon de l'aéronautique et de l'espace, qui durera jusqu'au 1^{er} mars. Plus de mille exposants ont apporté leurs matériels civils et militaires, parmi lesquels une soixantaine d'avions et d'hélicoptères.

SINGAPOUR

Tout ce que la France compte de sociétés aéronautiques s'est donné rendez-vous à Singapour. La présence, pour vingt heures, du ministre français de la Défense, M. Pierre Joxe, l'ouverture de ce salon international, ont permis d'expliquer l'afflux de responsables industriels.

Troisième de la catégorie le monde après celles du Bourget et de Farnborough (Grande-Bretagne), l'exposition de Singapour consacre l'aéronautique, l'armement et les équipements aérospatiaux. Elle a été organisée par le Centre culturel de Singapour (CCS) et le Centre français de Singapour (CFS).

Le trafic aérien commercial augmente encore de 10 à 12 % par an avec une explosion des besoins en avions régionaux. Les économies locales - même dans des pays

de plus en plus prépondérants : en 1991, l'Asie a représenté 40 % des commandes mondiales à l'exportation. De leur côté, avant le regroupement CEA Industrie, Thomson Consumer Electronics et SGS-Thomson n'ont pas oublié qu'ils ont environ 10 000 salariés, le second employeur de Singapour.

En revanche, Dassault s'est fait petit dans le salon de Singapour. Il y a deux ans, le groupe avait débarqué avec son Mirage 2000, son Alpha-Jet et l'avion de surveillance maritime Atlantique-2. Depuis, les espoirs de commandes ont diminué.

Les espoirs déçus de Dassault

En compagnie de consortiums européens, Airbus Industrie et Avion de transport régional (ATR), l'aéronautique a voulu une démonstration de force. Ainsi, pour la circonstance, le premier prototype du quadricoptère intercontinental Airbus A-340, qui a été présenté le 10 octobre 1991, a été surpris. Il a rallié Toulouse à l'aéroport de Changi après 13 heures de vol sans escale pour être présenté à la compagnie Singapore Airlines, qui, déjà propriétaire de dix-neuf Airbus A-310, a commandé, en août dernier, vingt A-340 équipés de réacteurs CFM-56 de la GE/CFMA française.

Les groupes Matra et Thomson-CSF ne pas non plus fait défaut à Singapour. Le premier considère que la clientèle de cette région

est de plus en plus prépondérante : en 1991, l'Asie a représenté 40 % des commandes mondiales à l'exportation. De leur côté, avant le regroupement CEA Industrie, Thomson Consumer Electronics et SGS-Thomson n'ont pas oublié qu'ils ont environ 10 000 salariés, le second employeur de Singapour.

En revanche, Dassault s'est fait petit dans le salon de Singapour. Il y a deux ans, le groupe avait débarqué avec son Mirage 2000, son Alpha-Jet et l'avion de surveillance maritime Atlantique-2. Depuis, les espoirs de commandes ont diminué.

Les groupes Matra et Thomson-CSF ne pas non plus fait défaut à Singapour. Le premier considère que la clientèle de cette région

Singapour qui a atteint leur vitesse de croisière - laissent prévoir une croissance de 5 % à 6 % par an à long terme en dépit des incertitudes sur la reprise aux États-Unis.

Outre leurs trente-huit avions de transport régional ATR, la France et ses partenaires européens ont déjà placé dans la zone 221 Airbus tous confondus. Le consortium Eurocopter, qui réunit la France et l'Allemagne, a vendu 1 350 hélicoptères de type Eurocopter AS365, vingt-trois de type Eurocopter AS350. Les responsables de la délégation générale de l'armement, qui relève du ministre français de la Défense, s'estiment très satisfaits pour proposer hélicoptères de combat, missiles tactiques et missiles stratégiques.

« Nous sommes très satisfaits », a expliqué M. Martre, des représentants d'une Europe forte, mais aussi d'une Europe ouverte à la coopération des pays dans une région qui voudrait des partenariats à part égale des programmes bien précis. C'est justement le cas de Singapour, qui, après avoir acheté des hélicoptères Super-Puma, a lancé dans un projet à long terme avec la France et la Chine populaire pour la conception en commun d'un hélicoptère léger monorotatif, le P-120, dont le coût (essentiellement civil) est évalué à deux mille exemplaires.

JACQUES MATHIEU

ÉTRANGER

Pour lutter contre la récession

Le gouvernement canadien présente un budget minimaliste

Le huitième budget de M. Brian Mulroney, présenté mardi 25 février, est fait de rigueur prudente, pour tenter de réduire le déficit budgétaire sans relever les impôts et sans trop saigner dans les dépenses. Assez bien accueilli par les milieux d'affaires, il est en bloc par les syndicats.

MONTREAL

de notre correspondant

Coincé entre une récession qui s'étend et une dette cumulée déjà estimée à 420 milliards de dollars canadiens (1 982 milliards de francs), le gouvernement canadien a présenté mardi 25 février un projet de budget minimaliste pour l'année 1992-1993, qui débute le 1^{er} avril. Combinées à la baisse des taux d'intérêt, quelques mesures de réduction pour les dépenses publiques sont considérées par les économistes comme suffisantes pour que le déficit budgétaire diminue, sans qu'il soit nécessaire de relever les taux d'imposition directe ou indirecte, ni de trop saigner dans les dépenses. Ce budget a été assez bien accueilli par les milieux d'affaires qui, de nature à « maintenir la confiance », mais franchement mal par les syndicats et par l'opposition libérale et néo-démocrate qui lui reprochent de « ne rien faire pour le million et demi de chômeurs ».

Un plan quinquennal

A ces derniers, Ottawa prêche en effet la patience : les documents budgétaires reconnaissent que le Canada, entré en récession en avril 1990, connaît sa plus faible reprise économique depuis la seconde guerre mondiale. Le ministre des finances, M. Don Mazankowski, table sur une progression de 2,7 % du PIB (produit intérieur brut) en 1992, après un recul de 1,1 % en 1991. Mais le chômage, qui atteignait 10,4 % de la population active en janvier, devrait se maintenir en moyenne à 10,3 % cette année.

Après avoir dépassé en 1991 l'objectif de 34,5 milliards de dollars de déficit qu'il avait fixé

pour 1991, le gouvernement compte ramener le déficit à 27,5 milliards de dollars en 1992, à 22,5 milliards l'année suivante. Les dépenses passeront de 153,5 milliards en 1991/1992, à 159,6 milliards en 1992/1993. Mais la reprise de l'activité devrait permettre d'accroître de 8 milliards les recettes fiscales à 132,1 milliards.

Le gouvernement compte aussi sur une baisse des taux d'intérêt (de son sommet de 14,75 % en avril 1990, le prime rate bancaire est tombé à 7,5 % actuellement) pour alimenter la croissance et réduire le service de la dette fédérale de 1,3 milliard en 1992-1993. Il prévoit que l'inflation (qui a atteint en janvier son plus bas niveau depuis mars 1971 avec un rythme annuel de 1,6 %) sera de 2,7 % à la fin 1992 et de 2,2 % à la fin de 1993.

Côté dépenses, Ottawa lance un plan quinquennal de réduction qui vise à économiser au total 7,3 milliards, dont 2,2 milliards dans la défense. La première année, la diminution sera de 1 milliard, mais compressions les plus douloureuses n'interviendront qu'après les élections fédérales de 1994. Avant d'immobiliser les dépenses, les négociations avec les provinces sur la réforme constitutionnelle, Ottawa évite de les irriter et renonce cette année à toucher des transferts d'argent fédéral qui les aide à financer la santé et l'enseignement universitaires.

Dans l'immédiat la hache budgétaire s'abat plus volontiers sur quelques symboles de nature à satisfaire l'élite droite du Parti conservateur. M. Mulroney, tombé à 11 % de popularité dans les récents sondages, est en effet talonné sur sa droite par le Reform Party, qui monte en puissance dans l'ouest du pays. Ainsi un « dégraissage » de l'appareil fédéral, dont l'aspect le plus spectaculaire est la fermeture de vingt et un organismes paragonnementaux, devrait faire économiser annuellement 22 millions. On vendra aussi le Centre culturel du Canada à Paris. Et M. Mulroney et son ministre paient de leur personne en subissant une baisse de salaire de 5 %.

CATHERINE LECONTE

Alors que le groupe néerlandais renoue avec les bénéfices

Philips lance l'opération Centurion

Le groupe néerlandais d'électronique Philips a annoncé, jeudi 27 février, un bénéfice de 1,2 milliard de florins (211 milliards de francs) - produit de désinvestissement compris - contre une perte de 4,2 milliards en 1990. Le chiffre d'affaires a stagné à 57 milliards de florins (+2,1 %). La filiale française commence l'application dans l'Hexagone de l'opération « Centurion », destinée à revitaliser le personnel du groupe.

EINDHOVEN

A la veille du lancement de l'opération « Centurion » en France, M. Pierre Steenbrink, PDG de la Compagnie française Philips (CFP), a pour la première fois levé un coin du voile sur son déroulement. « Nous sommes allés plus loin que nous ne le pensions », indique M. Steenbrink, en insistant sur le fait que les moyens humains et matériels français de Philips avaient signé un engagement personnel d'amélioration de leurs prestations individuelles.

Renouvelable tous les ans, ce contrat fixe les objectifs dont le respect est sanctionné par un

« bonus » de rémunération. « La partie saine du salaire n'exprime qu'une potentialité, la partie éventuelle indique le mérite », a précisé M. Steenbrink, qui a signé avec les cadres de la CFP un engagement vis-à-vis de M. Jan Timmer, PDG du groupe et à ce titre participe aux quatre sessions des « sessions de recadrage » dans un cadre de conférences près d'Eindhoven. L'opération « Centurion », l'encadrement du groupe, a passé en revue trois jours durant les divisions des produits, les plans stratégiques, les méthodes de management. M. Jan Timmer participe à ces séances de rééducation qui font partie de la stratégie de revitalisation. Une fois rééduqués, les cadres de la CFP ont participé à leur tour à la « Centurion ».

Interrogé sur l'impact psychologique de ce chambardement qui a entraîné la suppression de plusieurs dizaines de milliers d'emplois dans le monde, M. Steenbrink a estimé que « les esprits aujourd'hui sont orientés dans la même direction. (...) Mais de là à redevenir une grande famille... c'est trop tôt. Il y a trop de cicatrices : un salarié sur cinq a quitté l'entreprise », relève-t-il.

CHRISTIAN CHARTIER

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

● Commandes de biens durables : + 1,5 % en janvier. - Les commandes de biens durables passées aux entreprises américaines ont augmenté de 1,5 % en janvier, à 119,6 milliards de dollars (près de 1 170 milliards de francs), après une chute importante de 5,1 % en décembre. Le chiffre a été annoncé mercredi 27 février le département du Commerce. Les commandes de transports (aéronautique, automobile...) ont progressé de 1,2 % ; les commandes de biens d'équipement civils, l'indicateur le plus sensible aux entreprises, ont progressé de 4,3 % en janvier.

FRANCE

● Mises en chantier : + 29,6 % en janvier. - Les mises en chantier de logements neufs en France ont atteint 30 200, en janvier 1992, contre 23 300 en janvier 1991, en progression de 29,6 %, selon les statistiques publiées par le ministère de l'Équipement. En rythme annuel, cette amélioration n'est que de 1,2 % par rapport à fin décembre 1991. Les chiffres constituent une aberration inhabituelle en raison d'un recensement statistique opéré par la Haute-Garonne sur la commune de Toulouse.

JAPON

● Production industrielle : -0,8 % en janvier. - La production industrielle du Japon a reculé de 0,8 % en janvier par rapport au mois précédent et de 4 % par rapport à janvier 1991. D'autre part, 32 % des entreprises de l'archipel ont annoncé une détérioration de leur situation au cours des prochains mois, selon une enquête publiée mercredi 26 février.

DÉVELOPPEMENT

La fin de la huitième session de Carthagène

Le libéralisme sauve la CNUCED

La huitième CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) s'est achevée mardi 25 février à Carthagène (Colombie). Elle a entériné une réforme de ses structures et obtenu un consensus libéral fortement imprégné des positions américaines.

CARTHAGÈNE

de notre envoyé spécial

Pour qu'elle ait beaucoup à se faire pardonner - non passé par le monde, les Nations unies - la CNUCED a voulu terminer en beauté sa huitième session à Carthagène. Si le nouveau partenariat pour le développement n'est pas « le résultat historique » complaisamment salué par la communauté politique internationale, la CNUCED, un instant menacée de disparition, a préservé son avenir, non sans concessions à la taille. Avec l'appui des Latino-Américains, les États-Unis ont pu prévoir leur retour sur l'organisation et la mission de l'institution tenant assez peu compte des positions européennes. La CNUCED a trouvé une nouvelle confortée (mais aussi confinée) dans un climat d'analyse et de réflexion sur le développement.

Jamais le mémoire le participant à la conférence n'avait vu un tel succès. Le général naitre aux questions économiques du fond. Les Asiatiques, les Chinois, ont seulement grimaqué l'évocation de la démocratie, une idée chère aux Français, qui a disparu du communiqué de Carthagène. A croire que la CNUCED, longtemps engagée dans le débat Nord-Sud, a fini de la neutralité son attitude de survie. Signe de ce nouveau penchant : l'absence de propositions concrètes en matière d'allègement de la dette. Le texte initial parlait, au sujet large, de « renforcer la stabilité internationale de la dette ». Les États-Unis ont préféré l'expression « faire évoluer plus avant » une question... Les Américains ont nettement marqué leur volonté de voir les institutions de Bretton-Woods et le GATT débattre de ces sujets. Enfin, la CNUCED ne sera plus, a priori, un lieu de négociations.

Ce retour au réalisme de la CNUCED devrait lui permettre de gagner en crédibilité sur les sujets anciens et nouveaux. Elle se réserve une certaine prudence. L'étude précise des liens entre le développement et l'environnement devrait être l'un des thèmes de la prochaine session. Les pays du Sud ont pu se faire entendre. Une nouvelle

sur « l'efficacité de la coopération » pour l'efficacité de l'aide, l'adoption d'un texte sur la nécessité d'une bonne gestion des ressources, sans le dire, le fait de renvoyer sans cesse le débat de nature à « maintenir la confiance », mais franchement mal par les syndicats et par l'opposition libérale et néo-démocrate qui lui reprochent de « ne rien faire pour le million et demi de chômeurs ».

Les historiens de la CNUCED retiendront sans doute qu'à Carthagène l'institution a été sauvée par le vent de libéralisme soufflant sur les Nations unies. L'allègement de la dette a été l'élément central du débat. On a senti aussi s'établir à la CNUCED un ordre américain peu contrasté, imprégné jusqu'à la moindre amorce de cette conviction simple qu'on n'a rien inventé de mieux que le marché. Ce n'est pas un hasard si le seul projet ayant fait l'unanimité s'appelle « plan de développement ». Il consiste à simplifier, par des techniques de l'informatique et de l'information, les procédures de développement pour économiser quelque 75 milliards de dollars par an. Un symposium sur le thème « Développement et environnement » privés et publics.

ERIC FOTTORINO

FINANCES

Après la décision de la cour d'appel de Paris

Exor va devoir aussi déposer une OPA sur Perrier

La bataille des OPA sur Exor et Perrier se poursuit à un rythme toujours soutenu. La confusion va bientôt être son comble. Dernier épisode en date, la cour d'appel de Paris a refusé, le 26 février, d'accorder à Exor, la mère de Perrier, un droit de préférence de déposer une OPA sur Perrier.

Un jugement qui, Exor, Perrier, Agnelli et la famille Mentelopoulou, a lancé une OPA sur le capital de 66,66 % du capi-

tal de Perrier. Elle en possède déjà 35,5 %. Le Conseil des Bourses de valeurs a fixé au mercredi 4 mars la date limite pour le dépôt du projet d'offre publique. D'autre part, la cotation des actions Perrier et Exor va reprendre le 28 février. Voilà qui ne va pas vraiment simplifier une situation de plus en plus kafkaïenne. Il va y avoir au total quatre OPA sur le groupe Perrier : celle obligatoire de Exor avant le 4 mars, à au moins 1 505 francs

l'action (2 % de plus que l'offre précédente) et celle lancée le 20 janvier par Nestlé et Indosuez au prix de 1 475 francs. Sur Exor : celle de l'IFPINT, le holding de la famille Agnelli, à 1 520 francs, et l'autre, la contre-offre de BSN, à 1 420 francs.

L'actionnaire de l'une ou l'autre de ces OPA n'aura pourtant pas au bout de ses peines. Il reste encore en cours de nombreuses procédures judiciaires qui pourraient tout changer.

GEORGES MARION

مكتبة جامعة القاهرة

PRIX, CHOIX, DÉLAIS !
Venez comparer
avant de commander votre PEUGEOT

Plus vite, moins cher !

NEUBAUER
 vend les voitures PEUGEOT

8, rue des Batignolles 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68 • 179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎ 42.89.55.91
 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.93.59.52

BOURSE DU 27 FÉVRIER

Cours relevés à 10 h 12

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
4300	CNE 3M	4350	4320	4330	+ 0.08	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
4301	QNT 12 P	875	871	871	+ 0.04	4302	Old. Fomcor	866	861	860	- 0.01	4303	Gie. Masson	212.80	208	209	- 1.75
4302	Oxley	870	871	871	+ 0.12	4303	LVJAL	4650	4669	4670	+ 0.40	4304	Gie. Belgolux	369.60	360	360	0.00
1245	Remah 1 P	1480	1478	1478	...	4304	12 P 12	680	670	670	- 0.15	4305	Gie. Matignon	90.20	90.20	90.20	0.00
1401	St. Gobain 1 P	1478	1478	1478	...	4305	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4306	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1073	Thomson 1 P	520	520	520	...	4306	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4307	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
775	ACOR	520	520	520	...	4307	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4308	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
740	Alu. Industrie	520	520	520	...	4308	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4309	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
605	Alum. Alumin.	520	520	520	...	4309	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4310	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1550	Alu. Shanon	520	520	520	...	4310	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4311	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1551	Alu. Shanon	520	520	520	...	4311	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4312	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
330	AGF St. Germain	520	520	520	...	4312	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4313	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1110	Aer. Bréguet	1000	1000	1000	...	4313	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4314	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
161	Aer. Bréguet	1000	1000	1000	...	4314	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4315	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
330	Aer. Bréguet	1000	1000	1000	...	4315	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4316	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
750	St. Invest.	750	720	720	...	4316	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4317	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
480	St. Invest.	503	503	503	...	4317	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4318	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4318	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4319	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4319	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4320	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4320	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4321	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4321	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4322	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4322	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4323	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4323	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4324	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4324	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4325	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4325	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4326	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4326	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4327	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4327	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4328	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4328	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4329	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4329	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4330	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4330	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4331	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4331	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4332	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4332	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4333	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4333	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4334	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4334	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4335	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4335	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4336	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4336	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4337	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4337	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4338	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4338	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4339	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4339	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4340	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4340	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4341	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4341	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4342	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4342	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4343	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4343	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4344	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4344	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4345	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4345	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4346	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4346	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4347	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4347	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4348	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4348	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4349	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4349	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4350	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4350	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4351	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4351	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4352	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4352	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4353	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4353	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4354	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4354	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4355	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4355	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4356	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4356	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4357	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4357	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4358	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4358	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4359	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4359	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4360	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4360	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4361	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4361	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4362	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4362	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4363	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4363	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4364	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4364	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4365	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4365	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4366	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4366	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4367	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4367	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4368	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4368	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4369	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4369	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4370	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4370	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4371	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4371	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4372	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4372	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4373	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4373	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4374	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4374	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4375	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4375	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4376	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4376	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4377	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4377	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4378	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4378	Créd. Nat.	1150	1150	1150	...	4379	Hess	59.60	57.80	57.80	- 1.20
1080	St. Invest.	503	503	503	...	4379	Créd. Nat.	1150	1150	1150							

COMPTANT

(selection)

SICAV *the*

Indicators

26/2

[illegible]

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE

Renseignements :

Cote des Changes

Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché connu

Après l'annulation de l'amendement Marchand

Les organisations antiracistes se félicitent de la décision du Conseil constitutionnel

Après l'annulation du Conseil constitutionnel, le 27 février, de l'article 8 de la loi de 1978 sur les conditions d'entrée en France des étrangers, le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, a fait part, mercredi 26 février, à Paris, d'une « satisfaction » en ce que le Conseil constitutionnel « reconnaît la notion de transit » aux ports et aéroports, M. Marchand a déclaré que « dans la prochaine session, le Parlement légifère de nouveau sur les zones de transit et les conditions » leur fonctionnement. Dans le *Figaro* du 27 février, le ministre de l'Intérieur juge que le Conseil constitutionnel a demandé « plus de garanties » pour la création de zones de transit. « On va réviser le texte, c'est le fonctionnement normal de la Constitution », a-t-il ajouté.

La suppression de l'article incriminé a été accueillie par les organisations de lutte contre le racisme, le MIVAV et SOS-Racisme, qui avaient déposé une demande de manifestation.

anti-raciste du 25 janvier. SOS-Racisme a souhaité que « le Parlement » le gouvernement « à l'étude » la loi de 1978 « réforme » qui constitue « le droit d'asile ». Le FASTI, qui regroupe des associations de soutien aux travailleurs immigrés, a demandé au gouvernement de « réviser la loi de 1978 » la décision du Conseil constitutionnel « d'abroger purement et simplement la loi Marchand ». L'ANAF (Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers), qui regroupe plusieurs associations de travailleurs immigrés, a jugé la décision « rend plus nécessaires que jamais des mesures de protection » leur admission « le territoire », quand « demandent » bénéficier du droit d'asile.

Les sénateurs socialistes, qui avaient combattu la disposition émise par M. Marchand, se sont eux aussi félicités de l'annulation, tout en rendant hommage au premier ministre pour avoir respecté l'engagement du Conseil constitutionnel.

Une manifestation favorable à la position, favorable à la mise de

M. Marchand, a été l'annulation de la loi de 1978 « de transit » avec plus de réserves. M. Marchand, député (RPR) de Seine-Saint-Denis, a même jugé « extrêmement condamnable » le fait que « M. Marchand » ait cru devoir « démentir » au Conseil constitutionnel cette disposition préparée par son ministre de l'Intérieur et adoptée par le Parlement. Plus mesuré, M. Jacques Chirac, président du RPR, a estimé que « le problème demeure » (qu'il faut lui trouver très vite une solution).

Enfin, le Front national s'est montré particulièrement virulent contre le Conseil constitutionnel. M. Jean-Yves Le Gallou, président du groupe FN au conseil régional d'Ile-de-France, a affirmé que « cette décision scandaleuse prépare une nouvelle « immigration ». « Le Conseil constitutionnel s'érige en tribunal idéologique contre la volonté populaire », a ajouté M. Bruno Mégret, député général du FN.

Devant le tribunal civil de Paris

Le procès des « zones de non-droit »

Le lendemain de la décision du Conseil constitutionnel annulant l'article 8 de la loi de 1978 modifiant les conditions d'entrée des étrangers en France, le tribunal civil de Paris a examiné, mercredi 27 février, la demande de poursuite engagée par le ministre de l'Intérieur. Six étrangers invoquant le droit d'asile réclament des dommages et intérêts destinés à réparer le préjudice subi du fait d'une « rétention administrative » allant de six jours à un mois dans l'Hôtel Arcade de Paris et qui s'assimilent à une « séquestration arbitraire » et à une « atteinte à la liberté ».

Pour le ministre de l'Intérieur, c'est une « zone de transit » ou une « zone internationale ». Pour les étrangers sollicitant le droit d'asile, c'est une « zone de non-droit » où leurs clients pouvaient être retenus sans base légale réelle. Aussi, depuis

plusieurs années, tentaient-ils de saisir la justice afin de faire constater ce vide juridique qui permettait à l'administration d'agir sans contrôle. A de nombreuses reprises, le juge a rejeté la demande. Mais, le jour de l'audience, il ne pouvait constater soit le départ de l'étranger vers son pays, soit son admission en France en application du droit d'asile. Le « trouble » avait donc disparu et le juge perdait sa compétence.

Jusqu'au jour où, en novembre 1991, un magistrat décida d'autoriser un étranger à porter l'affaire devant le tribunal civil. Cinq autres ont suivi la même procédure et l'audience fut fixée au 26 février. Un processus inéluctable était engagé et, au jour de l'audience, six étrangers « retenus » en jeu de dénonciation, la précipitation du ministre de l'Intérieur qui, craignant une « catastrophe », avait voulu « catastrophe » légiférer une pratique contestable.

En fait, la première condamnation est celle du Conseil constitutionnel. Elle venait à point nommé renforcer l'argumentation du Groupe

d'information et de soutien aux travailleurs immigrés (GISTI) dont l'avocat, M. Didier Liger, a rappelé les termes de la loi de 1978 du Conseil constitutionnel selon laquelle le maintien d'un étranger en zone de transit « a pour conséquence d'effacer la liberté individuelle » (le Monde 27 février).

Restait à démontrer l'absence de cadre légal à la mise en rétention. Or, malgré l'évidence apparente de cette carence, le débat a souvent pris les allures d'un cours de droit administratif rendu abstrait par une glose judiciaire effectuée à partir de jurisprudences éparpillées. L'abondance des arguments tenait aussi à ce qu'il fallait répondre point par point au raisonnement très complet de M. Jean-René Farthouat, défenseur du ministre de l'Intérieur. Pour cet avocat, le maintien en zone de transit n'est pas une détention puisque l'intéressé est librement entré en France. Si l'intéressé s'opposait, rien ne lui interdit de reculer.

Quant à l'hébergement, l'Hôtel Arcade, « c'est une simple mesure de bon sens et d'humanité ». En tout cas, « l'absence de texte ne rend pas ipso facto illégale la pratique de la rétention ». En définitive, il lui semble normal qu'un Etat veuille « réglementer l'entrée sur son territoire » et, selon l'avocat, ce contrôle s'exerce « en respectant la liberté individuelle ». La rétention « est une solution dont je n'ai pas à rougir », a insisté M. Farthouat, en relevant que tous les plaquards avaient fini par bénéficier du droit d'asile.

M. Jean-Claude Lautre, substitut du procureur de la République, a constaté que, si les réfugiés bénéficiaient d'une législation précise, aucun texte ne s'appliquait aux demandeurs d'asile. Et il s'est appuyé sur les travaux parlementaires précédant le vote de l'amendement Marchand pour rappeler que chacun voulait donner un cadre légal à cette « zone de transit » qui ne possède pas de cadre.

Sur un plan purement juridique, le magistrat a seulement posé des questions pour tenter de répondre à deux impératifs apparemment incompatibles : un contrôle légitime du territoire ne peut se faire que dans le respect de la liberté individuelle. Plus à terre, M. Liger estimait que le ministère de l'Intérieur voulait « ériger en pratique » qui permet d'accorder le droit d'asile à certains étrangers — « les bons, ceux de l'Est » — et de le refuser à d'autres — « les mauvais, ceux du Sud ».

Jugement le 25 mars.

MAURICE PEYROT

Mort de Jean-Marie Le Sidaner

Le poète du décalage

Mardi, apprenons la mort de Jean-Marie Le Sidaner, poète, écrivain, homme de lettres, mort mardi 25 février, à Reims, de l'écrou Jean-Marie Le Sidaner. En 1947, il collabora à plusieurs revues littéraires, dont la NRF et Esprit. Il fut l'un des nombreux ouvrages, principalement de poésie, qui furent publiés aux éditions de la Différence.

Jean-Marie Le Sidaner était un écrivain rare, singulier et d'une sensibilité si forte qu'elle devenait une ironie. Homme d'ambition, de l'ambition et du service, sa vie privée, il devenait un poète de l'écart, du décalage, du déphasage, du déphasage pour le déborder, le dépasser, le pervertir, le rattraper pour le faire revenir au point. Il parcourait la France pour le parcourir à l'écart, il posait un piège, un piège de la poésie à l'écart. Philosophe, il méfiant des systèmes de pensée, mais qui prétendent à la vérité. Pas de cynisme vulgaire, mais une doctrine, un moule, une attitude à la Diogène, qui négociait les conventions sociales, l'opinion publique, la morale.

Chacun de ses livres était le doute, explorait les zones de l'ironie, les zones de l'incertitude, c'est qu'il évoquait le flou, l'incertitude, le décalage, le décalage du dessin ou des choses avec une netteté extrême. Il écrivait sans détours, parlait sans hésitation, il traitait rapidement, le ton précis, cassant, comme si un éclair pouvait être le feu du clair-obscur.

Avec lui, la création était en jeu. On aurait dit un théâtre où une œuvre se disputait les rôles et les répliques, tandis que l'auteur, à l'écart, s'efforçait de distiller la rumeur, à faire le tri des confusions.

Jean-Marie Le Sidaner voyait la réalité comme un effet de miroir, les comportements humains sur des grilles ou de l'ironie, des « jalouses » qui se protègent plus que des leures et des rites. Son *Manuel de scène* est un guide de survie à l'usage d'une époque grise, qui rend les vices du noir et d'un désespoir tonique; *Portraits* sont les livres que les hommes ont laissés dans nos vies, les empreintes des livres, des écrivains, des poètes, les points de suspension entre les mots et les idées, les désirs, les départs.

Le Sidaner développait au quotidien un univers de l'ironie, une morale, un labyrinthe qui nous ouvrait sur le vide. Il les appelait ses *Leçons d'Apocalypse*. Son œuvre (publiée aux éditions de la Différence), d'une grande rigueur, d'une parfaite maîtrise, est d'une force poétique. Elle a la précision d'un tir groupé.

ANDRÉ VETTER

Le Sidaner - un hommage à Jean-Marie Le Sidaner, France Culture rediffusera à partir du 2 mars, à 17 h 30, le livre « Poésie en parole » qui lui avait été consacré en septembre 1990.

Le tournoi d'échecs de Linares

Yousoupov : trois points sur trois

Kasparov, avec les Blancs, est vrai ni Karpov, qui lui avait les Blancs, n'ont pu prendre leur revanche sur les Blancs noirs respectifs : l'indien Anand. Il se contente de partager le point avec le champion du tournoi de Linares, mercredi 26 février. Du coup, le grand maître russe, Artur Yousoupov (qui joue sous le drapeau allemand), a pris seul le tête du classement provisoire à la victoire (il a gagné 4 d'affilée) sur 11.

Classement après 11 rounds : 1. Yousoupov, 3 points ; 2-3. Kasparov, 2,5 points ; 4. Belavsky, 2 points ; 5-8. Barro, Ljubojevic, Karpov, 1,5 point ; 9-12. Anand, Ivanchouk, Salov, Timman, 1 point ; 13-14. Spassky, 0,5 point, 15. Nona.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Documentaire

MILLE chômeurs de plus par jour, c'est le chiffre qui, le dernier, évidemment, a fait un peu beaucoup. Comment stopper cet interminable exode des exclus de l'emploi ? Et d'abord, c'est qui, ces gens-là ? Devant l'ignorance de ses collègues, Martine Aubry a eu une idée géniale, je le dis sans taquiner, personne n'y avait encore pensé. Celle de projeter, hier, en conseil des ministres, un film sur un problème dont on ne rend responsable sans qu'ils sachent même ce que c'est !

J'en ai vu des extraits ce matin sur le Cinq, des témoignages tout bêtes, tout simples, d'hommes et de femmes qui ont perdu leur boulot : Mes enfants, je suis seul à les élever, je vois pas comment je vais m'en tirer... Depuis que j'ai été viré, ma copine m'a quitté, j'ai plus où loger... Commentaire du ministre du travail à sa sortie de l'Elysée : Ces quelques phrases sont dignes, le dire, des meilleurs communicants. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire à quel point nos principes sont coupés de la réalité.

Et Jack, porte-parole du gouvernement, devant les confrères réu-

nis sous les yeux du Château, d'en rajouter avec son accent basco-chien, son perso : Ça m'attriste profondément d'entendre ces gens exprimer leur désespoir, leur désarroi, leur désespoir. Mais ça ne peut pas durer. Surtout quand c'est la première fois.

Remarque, c'est plus sympa que le discours de Barre, confronté à la fin de son règne à Maignon, il s'en était longuement duré sur un plateau de télévision. Petit à petit, les supérieurs, dégoûtés, agacés : Oui, bon d'accord, c'est très regrettable, mais ça ne correspond nullement aux principes qui... que... dont... Ça lui a servi son trône, à Maignon. Autant, sinon plus, que l'affaire des chemises.

Si mon Mini veut passer le week-end, il faut déposer chez les maraîchers l'Elysée, avec les notes ministérielles de ses ministres, des mots genre micro-trottoir. Ou plutôt de banque, ou plutôt de métro. Histoire de leur montrer, ne pas leur faire l'écran, les principes qui leur donnent le lointain relief.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 27 février

Toujours

bien orientée

La Bourse de Paris a bien tenu ses jours bien orientés jeudi matin 27 février. En hausse de 0,74 % au début, les transactions à 1 995,88 points, les valeurs françaises franchissaient le seuil psychologique des 2 000 points dix minutes plus tard à 2 004,18. Ce niveau n'avait pas été atteint depuis le mois de juillet 1990. Aux alentours de 11 heures, l'indice CAC 40 s'inscrivait en progression de 0,67 %.

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT

TESTER ET ENRICHIR SON VOCABULAIRE

42 F

INSTALLER UN RESEAU LOCAL

Tout savoir sur les techniques, les produits et l'organisation nécessaires pour implanter un réseau local en entreprise.

Olivetti FWS 4000
Le premier PC Risc en avant-première

3615 SEM : Téléchargement
3617 SEM2 : Le texte intégral des 12 derniers numéros de SOFT & MICRO

SOFT & MICRO

LE MAGAZINE DES SOLUTIONS INFORMATIQUES

SOMMAIRES

DÉBATS

Aménagement du territoire : « Harmoniser » les contraintes », par Claude Heurteaux. « Grands travaux : toujours la Bibliothèque », par Georges Le Rider. 2

ÉTRANGER

La France et l'Iran : leurs bons offices dans le conflit du Haut-Karabakh. 3
Estonie : la plupart des Russophones privés du droit de voter lors des prochaines législatives. 3
La livre libanaise a perdu en une semaine plus de 27 % sa valeur. 4
Négociations à Washington : désaccord demeure total. 4
Fronts de l'Afghanistan. 5
Le trafic anti-drogue de San Antonio. 6
Le trafic de la drogue : les dis-tributeurs de l'U.S. 6
Mauritanie : des milliers de Touarigs victimes de famine. 6

POLITIQUE

Portrait : Michèle Bartzach, la femme du ministre. 7
La préparation des élections régionales. 7

SOCIÉTÉ

Le rapport Rémont : Paul Touvier est-il aux débats ? La chambre d'accusation à Paris. 9
Le film de 1940 serait exposé au Mémorial du martyr juif. 9
Un tiers des membres du Conseil supérieur de la recherche archéologique a démissionné. 10

CULTURE

Cinéma : « Un » vendre, le Jean-Pierre Mocky ; Grand Canyon, le Lawrence Kasdan ; l'Affut, le Yannick Bellon ; Voyage à Melonie, le Per Ahlin ; En l'honneur de la

champs du Seigneur, d'Hector Babenco ; Stormboy, d'Henri Srafin. 12
Architecture : alibis urbains ; musiques : grands musiciens appor-ter leur pierre à la fondation d'un monastère. 12

LIVRES • IDÉES

Un Chinois des lumières : Tang Zhen « Cinquante » roman chinois : un bilan plutôt maigre « Retours à la philosophie politique » Le fouteur de Michel Braudaud « Histoires littéraires, François » Au fil des lectures, par Michel Contat « Suicide, mode d'emploi » D'autres mondes, par Zand, 23 h 32

ÉCONOMIE

De fer la diffusion du satellite Télécom 2 Canal Plus et les industriels péens de l'électronique. 11
Le nuit des femmes... 15
Les industriels français de l'aéronautique : force au Salon de Singapour. 17
Vie des entreprises. 18

Services

Abonnements. 18
Annonces classées. 17
Carnet. 20
Loto. 20
Financiers. 18-19
Météorologie. 21
Mots. 20
Radio-Télévision. 21
Expositions. 14

La télématique du Monde : 3615 SEM

Le numéro du Monde : 3617 SEM2
du 27 février 1992
à 42 F et 42 F exemplaires.

Le mensuel
Ville Lumière
Elles sont folles de boxe thai
Enquête sur les filles de banquiers
vente en kiosque 10 F

L I V R E S • I D E E S

Un Chinois des Lumières

Dans la solitude et le dénuement, Tang Zhen consacra sa vie à l'écriture d'un seul livre. Qui ne visait rien de moins que « la mise en ordre du monde » !

ECRITS D'UN SAGE
ENCORE INCONNU

de Tang Zhen.
Traduit du chinois
et présenté par Jacques Gernet.
Gallimard, coll. « Connaissance
de l'Orient »,
346 p., 170 F.

Tang Zhen, écrivain et philosophe du dix-septième siècle chinois, tout à fait oublié qu'il fut des vanités de ce monde, va faire une entrée remarquée sur la scène française, pour peu que l'on se déchaîne, dans le présent chaos, quelques réseaux décentés à l'accueillir. L'entendre. C'est que l'homme est discret, honnête, de caractère entier et de maintien retranché. Sa vie témoigne de son peu de goût à briller ou à paraître : excepté un bref emploi de sous-préfet au Shanxi en 1671, il opte délibérément pour la solitude, l'anonymat, la misère. Il n'est en contact qu'avec quelques savants de l'époque et tout son temps à la rédaction d'un seul livre : un projet ambitieux et à la fois souverainement ironique : *Écrits d'un sage encore inconnu*.

L'œuvre, qui comprend deux groupes d'essais, aborde tous les sujets fondamentaux de l'éthique, de la politique, de la philosophie, c'est-à-dire rien de moins que les pensées, les jugements et les réflexions de l'auteur sur « la sagesse », et sur « la mise en ordre du monde ». A la recherche personnelle de la maîtrise intellectuelle naturellement le gouverneur maîtrise les hommes. Tang Zhen, qui peut être apparenté à nos philosophes des Lumières, possède cependant en outre une double expérience qui le singularise : adolescent, il a connu la plus extrême violence lors de l'effondrement de la dynastie Ming et de la prise du pouvoir par les Mandchous ; adulte, il a tenu l'écart des puissants et ne s'en est remis à aucun despote éclairé, non par décision hautaine mais par lucidité, jugeant que le monde n'était pas capable d'entendre ses avis et qu'il n'était pas sage de le croire. Le projet d'un sage est donc déjà l'œuvre d'un homme qui a su dominer les traumatismes initiaux et, dans l'isolement, ne pas s'encombrer de l'effet

Tang Zhen demeure un effet

étonnamment à l'écoute, nullement obnubilé par les constructions abstraites, mais sage et attaché aux exemples concrets, aux applications pratiques. Son ambition, quasi démesurée, qui est de porter remède à l'ensemble des maux de la Chine, est un terme aux souffrances du peuple, fait pourtant appel qu'à des moyens modestes, opiniâtres, patients. Pendant trente ans, j'ai noté ce que j'ai vu et ce que j'ai appris (...). Les propos viennent s'ajouter à ceux des sages du passé, comme l'eau d'un ruisseau à celle du Yangzi ou de l'Océan. Malgré ce qui sépare l'infime de l'immense, c'est toujours la même chose (...). Mes propos sont comme une calebasse à pulser l'eau qui sert à préparer les repas, comme une pompe à chaîne qui sert à arroser les champs.

Un engagement fougueux

L'humilité du ton ne doit pas abuser : Tang Zhen n'est pas un compilateur du bon sens ordinaire. S'il a parfois, ici, le genre oblige, un côté donneur de leçons, il sait remarquablement illustrer ses démonstrations, avec des arguments et même détendre l'atmosphère. Lancé dans un exposé de stratégie militaire, il glisse soudain l'étude à la confiance : « Quand je me suis présenté jadis au gouverneur du Sichuan, j'avais huit compagnons de chambre. L'un d'eux offrit aux invités du vin que j'en conservais dans des bambous. Cinq d'entre eux s'en emparèrent et les quatre autres, dont j'étais, ne furent pas forcés pour le leur reprendre. J'avisai alors un domestique particulièrement alerte et lui dis : « Nous allons entrer en vociférant et ils vont sûrement lâcher la jarre pour nous repousser. Alors, tu iras la prendre la plus vite possible. » Nous les attaquâmes à grands cris dans la partie gauche de la salle et, en effet, ils se portèrent vers cet endroit pour nous repousser. Nous ayant vaincus, ils retournèrent boire leur vin, mais il avait disparu. Un bon stratège, qu'on peut dire intelligent, agit comme je l'ai fait pour prendre ce vin. »

L'art de la diversion tactique, le recours aux embuscades, les



Le sage sous un saule, dynastie Song.

pratiques de harcèlement, pour être recommandés par tant de guerres, ne trouvent aucun écho, ni temps de paix, dans la doctrine de Tang Zhen. Il se distingue, au contraire, par un strict rejet des moyens politiques qui ne tiennent pas balance égale entre action et morale. Sa critique de l'absolutisme est violente, son appel à la condamnation des mœurs bureaucratiques est

aussi évidente. Loin de s'exprimer avec la prudence soporifique des conseillers officiels, Tang Zhen use d'un style brusque et presque brutal où transparaît une architecture de la pensée que Jacques Gernet, dans cette édition, rend parfaitement sensible. C'est sans doute un engagement fougueux d'un homme dont la réflexion tonique, salutaire,

finale joyeuse, qui rend l'ouvrage attachant. Aussi, la scrupuleuse sincérité de la démarche. Pauvre parmi les pauvres, sa compassion n'est ni factice ni littéraire. Erudit à la manière d'un maître-artisan, il pense à l'homme et non à la parole. Tang Zhen offre ainsi l'exemple d'un philosophe spontanément présent à sa parole.

Comment perdre un empire

S'il fallait, clin d'œil d'un vieux Chinois sur notre modernité, prouver l'acuité de son regard à trois siècles de distance, la simple énumération de cinq dix façons de perdre un empire devrait être plus que suffisante. Car il y a bien, selon Tang Zhen, dix façons de perdre un empire. La première est d'avoir des lois qui ne sont pas réellement appliquées ; la deuxième consiste à récompenser le punir de façon injuste ; la troisième est de discriminer dans les nominations et destitutions de fonctionnaires ; la quatrième à honorer ceux dont l'entourage immédiat du souverain fait l'éloge et à discréditer ceux dont la population est satisfaite ; la cinquième est de ce que les fonctionnaires locaux ignorent la misère du peuple ou de ce que, la connaissance, ne font rien pour y remédier... Toujours équitable, Tang Zhen ajoute que s'il arrive que des souverains éclairés soient surpris sur une de ces voies, ils ne sont pas forcément des tyrans et ne faut pas s'arrêter là. Comme un médecin, il bon entendre !

André Velter

À signaler également *Letras et poésies, un poète itinérant dans la Chine impériale*, de Pierre-Henri Danquand. À partir d'un épisode d'histoire politique - la décapitation, en 1713, de Ming-shu, de la prestigieuse Académie de la Forêt des Placentaux -, une perspective sur les élites chinoises et leurs maîtres mandchous, au dix-huitième siècle, et une réflexion sur les pouvoirs de l'État, de la mémoire et des idéologies à l'École des sciences sociales, 468 p., 200 F.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Au nom du grand-père

Douze jours. Douze jours de pleurs et d'exorcisme et, au bout du compte, un livre d'un peu plus de trois cents pages, écrit d'un jet, sans rature, s'il n'y avait qu'une voie vers la vérité, le fil du rasoir. Un livre pour conter une histoire incroyable et violente, une histoire vraie : « Je suis venu écrire le livre sur mon grand-père Gossel, qui est mort à Neuengamme en 1944, je suis prêt à épuiser ce qui me reste de mémoire, et devenir le génie décastré de l'écriture immédiate. » C'est signé Christophe Donner, et c'est extraordinairement vite et subversif.

Page 24

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

« Cher abbé de mon cœur »

Secrétaire de l'ambassade de Naples à Paris pendant dix ans, l'abbé Gallani fut très contrarié d'être rappelé dans son pays en 1788. On a peine à le croire pourtant quand on découvre la correspondance qui s'ensuivit avec M^{re} d'Épinay. C'est rempli d'une humeur légère et cela respire tout, sauf le chagrin.

Page 24

LETTRES CHINOISES

Le grand muet

Un bien étrange de cinquante ans de roman chinois, plutôt maigre. C'est qu'en Chine le roman n'est pas une discipline mais restée inconnue.

Page 31

Le réveil français

À l'époque de la revendication croissante des droits de l'homme et de l'État de droit, la philosophie politique fait un retour remarqué sur la scène culturelle de l'Hexagone

par Bernard Bourgeois

Depuis 1991, paraît en France une revue intitulée, pour la première fois, *Philosophie politique* (1). L'existence incertaine et populaire une idée qui du mal à faire son chemin. Dès 1965, Raymond Polin, infatigable animateur de l'Institut international de philosophie politique, soulignait, en effet, que la philosophie politique devait « revendiquer pour elle dans le domaine politique les fonctions de la philosophie », fonction critique et fonction normative. Comprendre ce qu'on fait, c'est le faire, et donc déjà agir !

Il faut rappeler les perspectives de ces dernières décennies pour comprendre l'actuel réveil en France de la philosophie politique. Celle-ci dut, longtemps, faire face à une double prévention : la pratique politique se méfiait de la théorie risquant de la paralyser, les sciences politiques demeuraient rétives à la théorie proprement philosophique, jugée « subjectiviste ». L'action de Janine Chan-

■ Bernard Bourgeois est professeur à l'université Paris-I.

teur, après la mort de Raymond Polin, de son institut déjà nommé le sanctuaire d'une authentique philosophie politique ne voulaient céder ni à la dimension philosophique, ni à la dimension politique. La philosophie politique s'y prêtait. La philosophie politique semblait, en effet, se désavouer elle-même de deux manières différentes - soit par la réduction du politique, soit par la réduction de la philosophie - qu'il convient de rappeler.

Le demi-siècle qui s'est écoulé depuis la Libération a été marqué par l'imprégnation de la philosophie politique : réduction sociale du politique, et la réduction de la philosophie à la philosophie politique - qu'il convient de rappeler.

fixant, figeant, la vitalité sociale. La généreuse réception française de la critique générale à laquelle l'école de Francfort - Horkheimer, Marcuse - soumettait la rationalité pervertie du pouvoir répressif de l'État, l'explosion anti-étatique de 1968 où sembla, un temps, se vérifier une lecture anarcho-subjective de la révolution marxienne, contribuèrent à disqualifier en France, dans une sensibilité de gauche, la philosophie politique non réductrice du politique.

Déjà, dans la stalinisme soviétique avait suscité la révolte, plus morale que politique, d'un Camus, et la condamnation d'un Merleau-Ponty qui avait traduit positivement dans une philosophie politique proposée, en 1960, la critique de la raison dialectique, la refondation subjective, exploitant la présence à la praxis inter-individuelle des objectivités collectives, aussi politiques. Lorsque Michel Foucault, dans les années 70, contribua

à la liquidation du thème sartrien, selon lequel le marxisme était « l'horizon indépassable de notre temps », ce fut pour que nous bénéficier la philosophie politique. Le pouvoir dont celle-ci prétend déconstruire et déterminer le principe, ne dilue, bien plutôt, en « jeux », il ne dégage les stratégies et les mécanismes généraux. La philosophie prend pour objet le pouvoir, celui-ci refuse la compétence de la philosophie politique plus radicalement encore que ne le croyait le marxisme. C'est Nietzsche qui, désormais, déconstruit l'État !

Bref, peu ou pas de philosophie politique chez les philosophes qui affirment volontiers que tout est politique, par la manifestation dérivée d'une composition en elle-même comme fondamentale du moment du politique.

(1) Le premier numéro de l'Europe (PUF, 222 p.)

■ La suite page 28
■ l'ensemble de la revue
■ sur le renouveau de la philosophie politique
■ page 29

Sylvie Germain
La pleurante
des roses
Le Pique
L'U.N.
L'AUTRE
GALLIMARD

A quatre-vingts ans, le poète revient sur l'Evangile de saint Jean et publie, plus de vingt ans après « la Gloire », un nouveau livre de poèmes

Gallimard, 130 p., \$ F.

Jean Grosjean : « La nuit est l'ombre des songes »

Patrick ConTrinity

(3) *La Gloire*, précédée d'*Apocalypse*, hiver ■ *élégie*. Préface ■ Pierre Oster.

Monique Petillon

Jean-Noël Pancrazi

Pour combattre la mort et la douleur elle garde la curiosité des êtres. C'est là le secret de ce texte de Dominique Desanti, cette passion de l'autre, cette générosité d'esprit et de cœur.

MONTAGNON



**POUR LA PREMIÈRE FOIS
EN 10 VOLUMES,
LA GRANDE HISTOIRE DE
LA SECONDE GUERRE MONDIALE.**



**LA GRANDE HISTOIRE DE
LA SECONDE
GUERRE
MONDIALE**

Septembre 1939
juin 1940

DE MUNICH À DUNKERQUE

Pierre Montagnon

Pygmalion
Général Watelet

TOME 1

PYGMALION/GERARD WATELET

AUX CONFINES DU DROIT

de Norbert Rouland.
Ed. Odile Jacob,
318 p., 180 F.

LA FORCE DU DROIT

Panorama
des débats contemporains
la direction de Pierre Bouretz.
Ed. Esprit, 274 p., 150 F.

Le droit emporté dans les turbulences du temps, et celui qui ont la charge de le dire et de l'appliquer. Ses incertitudes, ses révélations, ses violences qui lui sont faites. Les totalitarismes l'ont perverti en dénaturant son sens, il n'y a plus qu'une apparence, un maquillage, la force, un système où la rationalité se trouve au service du « plus grand mal ». La modernité démocratique l'a entraîné dans un mouvement d'incertitudes, où se développe l'individualisme concurrentiel, où les libertés sont assénées à la durée, le droit en défaut d'efficacité.

Le droit « répond ». Par une multiplication des lois, décrets et règlements, il régit quelque chose par sédimentation, il perd une part de sa légitimité, ses substituts — comme la médiation conciliée — non-juristes — à occuper les vides laissés par l'affaiblissement de son emprise. Et pourtant, dans les démocraties, la demande de droit marquée à la « décharge » éthique se ravive, se resacralise, peut-on dire, jusqu'au point de faire naître à certains l'émergence du nouveau bigotisme. C'est que le droit reste nécessaire à l'exercice de la démocratie, il ne s'en dissocie pas; il protège la société contre ses propres débordements et l'homme contre ce qui l'abaîsserait et entraverait sa liberté, son recours.

L'affirmation du droit s'effectue pas seulement par les pratiques, les actions qui concourent à sa défense, mais aussi par les débats et les réflexions qui le replacent au centre de la pensée actuelle. La philosophie du droit réapparaît, cependant que la philo-

sophie politique se renouvelle, établissant une relation critique avec les valeurs juridiques de la modernité. La sociologie du droit a perdu sa vigueur, mais l'anthropologie juridique accède à la reconnaissance en introduisant la référence de l'« ailleurs », l'effet des différences culturelles.

Norbert Rouland, auteur d'un traité consacré à la présentation de cette discipline, et plaçant ses réflexions aux confins du droit, emploie sa compétence à décrypter la modernité. Il en résulte un ouvrage foisonnant, exploratoire en très longue durée (par une remonte périlleuse jusqu'à l'aube du droit), une société jointaine, une réflexion qui multiplie les détours afin d'éclairer autrement la question du droit, des droits dans l'univers post-moderne.

La position est clairement marquée: le droit « décharge » la formulation de la pratique des juristes, il ne se laisse pas enfermer dans une seule histoire (auto-proclamée modèle universel), il ne peut être l'objet d'une « pure théorie » qui ne serait qu'un avant-garde que la théorisation de la langue. Les enseignements de l'anthropologie juridique ne limitent pas les résultats d'un comparatisme confrontant les formes données au droit dans la diversité des cultures. Ils révèlent des accentuations différentes, s'il se trouve toujours un arrière-plan de la violence, de contenir la violence, de maîtriser le cycle de la violence.

Il est des sociétés où la réciprocité des obligations réduit (et déprécie) le recours à la sanction, où les pratiques juridiques s'effectuent par les paroles de la tradition et les rites, où l'absence de l'Etat n'entraîne pas le maintien d'une « vengeance sauvage ». Il en est d'autres, comme la Chine ancienne, « qui accordent peu de confiance au droit » et privilégient la recherche d'une harmonie par la conjonction des contraires et la manifestation d'un équilibre. Ce que Rouland veut démontrer avec force, c'est la nécessité de relativiser nos principes et nos théories du droit, reconnaître un « pluralisme juridique » dont les sociétés de la modernité n'excluent

SOCIÉTÉS
par Georges BalandierLe droit
et ses alentours

la survivance. Il met en évidence les transformations des systèmes juridiques: la liaison établie entre le droit et l'écriture, qui a permis le droit à la coutume et ouvre le champ des interprétations; la perte des ancrages dans une communauté, une religion, une vision du monde, qui conduit à des représentations positivistes, puis techni-

cistes du droit; l'avènement de l'« État moderne » qui tend à monopoliser le « monopole étatique du droit ». Avec cette question sous-jacente, l'Etat n'a-t-il pas été contraint à une autolimitation, n'a-t-il pas été soumis progressivement au droit? La bonne évolution du droit? L'Etat engendre alors l'Etat du droit.

Norbert Rouland situe principalement son argumentation

deux terrains. Tout d'abord, celui où s'affirme le privilège étatique, tant que régulateur de la violence, pacificateur des conflits et garant de la cohésion de la société; il oppose à cette prétention la diversification des « ordres juridiques », le recours aux « techniques de l'ordre négocié », l'apparition de droits nouveaux et notamment dans la relation à la nature, au corps et aux « objets biologiques ». Ensuite, le terrain où devraient s'accomplir la répartition de l'ethnocentrisme, l'ouverture aux cultures de la différence; qui contraint à une « recherche transculturelle des droits de l'homme ». L'acte de loi est équivoque: l'anthropologie aide à une nécessaire reconnaissance du pluralisme juridique et des évolutions du droit.

C'est sur le fond d'une modernité affranchie de la tradition, ravagée des normes et profitant des interprétations, mais où le retour du droit est une recherche de la capacité « à fixer les normes sociales de l'humain pour la société », que Pierre Bouretz met en scène sa confrontation du philosophe et du juriste. A partir d'une affirmation centrale — « la force du droit » — il organise la présentation des grandes pensées juridiques contemporaines: du conflit toujours présent entre positivisme et subjectivisme, dans la recherche du sens à donner aux normes juridiques. Il y apparaît l'effet attracteur des débats les plus actuels; alors, le droit se trouve considéré sous les aspects de l'interprétation (à la suite des travaux de Kelsen), du système pur et autonome (Luhmann), de la communication et du langage (Habermas), et aussi de la théorie des jeux qui considère le système juridique « comme un ordre de désordre ».

Dans un monde où le juste et l'injuste deviennent de plus en plus confus, s'éprouve l'urgence de « réinventer un droit du droit afin de le juger à l'aune d'un principe de justice ». Ce qui explique la multiplicité des références à l'œuvre de John Rawls, à sa « théorie de la justice » qui traite le droit comme l'« art de la justice », et non celui de la « justice ».

« construction » se définit d'abord selon le principe que la raison calculatrice permet d'accéder à une connaissance intuitive du juste, par la « réinvention de l'intérêt » compris et par le choix de celui-ci commande. Ce qui implique de ne pas mettre en danger sa propre liberté, d'admettre que « chaque personne doit avoir un droit égal au système le plus étendu de libertés du plus grand nombre ». Et, en matière de répartition des richesses, de reconnaître la légitimité d'une correction des inégalités sociales, sans rechercher l'imminence d'une égalité matérielle des conditions. Les démocrates « raisonnables » trouvent un réconfort en cette double affirmation.

La recherche de la justice sociale oriente le travail des penseurs les plus audacieux, notamment de ceux qui voient en la justice un « ordre spontané » ou « auto-organisé ». Ce que fait Jean-Pierre Dupuy en explorant la philosophie libérale d'inspiration économique, d'Adam Smith à John Rawls; en partant de la constatation que la logique marchande s'impose désormais à tous les domaines de la vie sociale. L'enjeu, le sacrifice, le mal, la complexité des figures rencontrées au long du parcours; la décomposition « panique » constamment menaçante. La société « juste et bonne » alors celle qui parvient à contenir — dans le droit — le mot — cette menace (1). C'est maintenant que le droit tout se convertit en marchandisme et celui du droit permanent, celui où la justice sociale trouve son véritable sens.

(1) J.-P. Dupuy, *Le sacrifice et la justice*, Calmann-Lévy, 174 p., 150 F.

« L'anthropologie », un numéro spécial de la revue *Droit et culture*, n° 21, 1991, consacré à « L'anthropologie juridique », Allemagne et aux Pays-Bas; un ouvrage collectif sous la direction de Alain Renard et Lukas Sasse, *Philosophie du droit* (PUF, 488 p., 192 F.), où se confrontent dans les débats intellectuels, l'europhilosophie et la nord-américaine.

DOCUMENTS

L'enfer russe de Léon Leneman

LE TESTAMENT
DE LIU-LIO-LIAN
d'un autre monde
L'URSS en l'attente

de Léon Leneman.
Le Cerf,
coll. « Folio-Judaïques »,
269 p., 164 F.

Liu-Lio-Lian — un vieil orpailleur mongol — n'est que l'un des personnages rencontrés par Léon Leneman dans ses pérégrinations à travers le monde concentrationnaire soviétique et l'URSS stalinienne. Un personnage parmi bien d'autres, juifs souvent, mais aussi ouzbeks, kazakhs, ukrainiens ou, tout simplement, russes. Articulés suivant un ordre plus ou moins chronologique — mais avec de longs sauts en arrière au fil des confidences reçues de chacun ou chacune — le livre se présente comme une fresque des souffrances physiques et morales infligées par le Petit Père des peuples à ceux qui tombaient sous l'arbitraire de son pouvoir et de sa puissance: bras armé, le NKVD (1).

Journaliste juif polonais à Varsovie avant la guerre, Léon Leneman se réfugie en URSS au moment où son pays est envahi par les nazis, en 1939. Il a chance à Moscou d'être devenu l'ami de ce « fuyard » se retrouve en camp de concentration, des confins du cercle polaire. Le renversement des alliances lui vaut d'être libéré, mais pas pour autant libre de ses mouvements, puisqu'on l'envoie en Ouzbékistan où il fera un peu tous les métiers — professeur d'allemand, chef comptable... — avant de regagner Moscou vers

la fin de la guerre, puis la Pologne, qu'il fuit à nouveau en 1947, mais qu'il ne quitte pas la direction de Paris.

La vie n'est pas simple ni la survie aisée pour tout le monde dans ces sombres années de guerre aggravées d'un totalitarisme sans pitié. Hors du Goulag proprement dit — où l'on ne saurait qu'attendre la mort — les « avatars paradoxaux de la réalité soviétique » ne laissent guère le choix qu'entre la misère noire et la corruption, tous les risques que comporte cette dernière sous un régime qui tolère la moindre illégalité que lorsqu'il y trouve lui-même un compte. La situation est particulièrement difficile, dès cette époque, pour les juifs, « fortiori » pour ceux qui, comme Léon Leneman, sont juifs, et ceux qui, comme lui, sont polonais, et ceux qui, comme lui, sont juifs et polonais.

Modestie
et humanisme

Elie Wiesel, dans sa préface, raconte qu'en rencontrant Léon Leneman au début des années 50, il ne put croire à son témoignage sur « les souffrances juives et humaines sous le règne de Staline ». Quelques années plus tôt, alors que la guerre s'achève, Léon Leneman a souvent d'avoir rencontré un autre sceptique, Peretz Markish, pourtant une première loges du côté de la frontière soviéto-polonaise, qui lui reproche de voir « tout en noir », « à dramatiser », et qui l'invite à « faire confiance au Vieux ». L'auteur rend hommage en annexe à Peretz Markish, fusillé le 12 août 1952 dans le camp de la Loubianka, d'autres intellectuels juifs

de haut niveau. Mais il demande encore, dans son témoignage, comment le grand poète juif a pu croire « vraiment » en Staline « point d'être aveuglé ».

Ces récits ne sont que les derniers d'une longue suite d'œuvres qui ont éclairé, et qui furent le terreau stalinien et le poison de l'antisémitisme en URSS — en Pologne. Pour ceux qui ne croient pas à tout connaître sur ce sujet, il se distingue au moins par deux traits. D'abord par une certaine modestie qui conduit l'auteur à s'interroger plutôt qu'à trancher. Quitte à mettre en doute la lucidité de ceux qui lui furent proches: « Après dix années, je pose toujours la question de l'attitude de l'élite intellectuelle de l'Union soviétique et, entre autres, de celle de l'élite juive ».

Enfin, le dernier reproche qu'on pourrait faire à ce livre — dont l'auteur est président de l'Association des écrivains juifs français — serait celui de « judéo-centrisme ». Son expérience en Asie centrale, les amitiés — trop fugitives — trop souvent interrompues par des arrestations inopinées — qu'il y a nouées ont marqué Léon Leneman d'un humanisme qui va bien au-delà de la défense du peuple juif. Pourrait-on parler, si le mot n'avait pas été dévoyé, d'un sincère internationalisme?

Alain Jacob

(1) La police politique, du KGB.

ARTS

Les beautés de la logique

Piero della Francesca et Mondrian vus par Bernard-Henri Lévy: deux poètes algébristes

PIET MONDRIAN

Bernard-Henri Lévy.
La Différence, 178 p., 180 F.

PIERO DELLA FRANCESCA

Bernard-Henri Lévy.
La Différence, 174 p., 180 F.

Ce n'est certes pas une nouveauté: les philosophes français aiment à se pencher sur la peinture ancienne et moderne. Craintivement ils se penchent sur la peinture moderne, mais largement argumentée. Voici Piero, la peinture immobile et insouciante d'expression s'oppose aux autres de ses contemporains par la psychologie. Il prône le mutisme jusqu'à l'énigmatisme, et « Flagellation » a suscité au moins autant de réactions que le *Temple* de Giorgione. Et Piero Mondrian, dont le néoplatonisme a été longtemps presque clandestin, qui a peint des bouquets pour servir.

Que déduire alors des essais que publie, ensemble, Bernard-Henri Lévy, hommages à Piero della Francesca et à Mondrian? Un autoportrait? L'auteur par lui-même interposés? Singulier autoportrait dans ce cas. Ce philosophe qui n'a jamais paru ennemi des passions violentes, le voici composant l'éloge de deux spéculatifs taciturnes qui ont écrit comme à l'encre les lignes contemporaines, obtenus d'eux plus qu'une méfiance. Cet écrivain volontiers éloquent — et jusque dans ces derniers ouvrages, d'un style oratoire — se prononce d'enthousiasme en faveur de la « peinture froide » de l'un et de l'« apocalypse blanche et sèche » de l'autre. Ce goût du dépouillé et du retenu, du silencieux et de l'épuré, de quoi intriguer.

La démonstration de Lévy fonde les deux peintres sur des fondements plus qu'une histoire, qu'il a lus avec attention, sur l'examen d'œuvres-phares,

mais il aime à faire apparaître les étrangetés et les mystères. Un parallèle constamment suggéré entre les deux livres, parallèle argumenté mais largement argumenté. Voici Piero, la peinture immobile et insouciante d'expression s'oppose aux autres de ses contemporains par la psychologie. Il prône le mutisme jusqu'à l'énigmatisme, et « Flagellation » a suscité au moins autant de réactions que le *Temple* de Giorgione. Et Piero Mondrian, dont le néoplatonisme a été longtemps presque clandestin, qui a peint des bouquets pour servir.

L'impératif
d'absolu

L'Italien croit « que les choses ont un secret », une « essence » permanente. Néoplatoniciens et calculateurs à la quête d'une mathématique universelle l'ont cru également. L'algèbre des proportions, la réduction du visible à une géométrie régulière, la mesure de la perspective leur apparaissent comme autant d'instruments de connaissance. La peinture, selon eux et selon Piero, qui composait ses traités entre deux cycles de fresques, devait être précédée d'investigation et moyen de vérification de science nouvelle.

Mondrian n'était guère éloigné d'une conviction identique. L'adepte de la théosophie était un théoricien aussi volubile que ses toiles le sont peu. Il multipliait les discours justificatifs qui devaient éclairer ses travaux. Lévy le rappelle, mais trop crûment, comme embarrassé d'avoir à admettre quel occu-

lisme prétendait légitimer la réduction du visible à des perpendiculaires et des carrés de couleurs primaires. Il y a quelques années, une exposition dénommée justement « Le spirituel dans l'art » a été, de façon convaincante, l'abstraction de Mondrian, Malevitch et Kandinsky à la diffusion d'illuminismes et hermétismes de ces espèces. Le fond symbolisme fin-de-siècle.

C'est à ce point de réflexion que l'on a peine à suivre Lévy dans son apologie de l'art moderne, science et pensée. Piero et Mondrian, esprits métaphysiques? Certes. Leurs tableaux, théorèmes et scholies? Assurément. Leurs œuvres, des systèmes rangés en ordre de beauté? Oui. Que l'on célèbre leur cohérence et la hauteur de leur ambition, soit. La logique a-t-elle d'architecture et l'on admet fort bien que Lévy éprouve respect et sympathie pour ces artistes abstraits et à la fois algébristes.

Encore faut-il prendre compte les systèmes eux-mêmes, leur justesse et leurs présupposés. S'interroger sur l'impératif d'absolu qui les sous-tend. C'est affaire de conviction personnelle, objectera-t-on. Affaire de conviction, d'esthétique et de mode de pensée. A la splendeur d'un monde idéal, au rêve d'une pureté immaculée, il est permis de ne pas croire — comme il est permis de préférer Ghirlandaio, ce naturaliste, à Piero della Francesca, ce satiriste, et Mondrian.

Philippe Dagen

LIVRES ■ IDÉES
CRITIQUE LITTÉRAIRE

Suicide, mode d'écriture

Elle est longue, la liste des autobiographes ou diaristes qui ont choisi la mort volontaire. Pourtant, le Journal est aussi une thérapie pour détourner le moi de la tentation

LA TENTATION DU SUICIDE
DANS LES ÉCRITS
AUTOBIOGRAPHIQUES
1930-1970

de Michel Braud
PUF, coll. « Perspectives critiques »,
301 p., 172 F.



Beaucoup de monde à féliciter pour ce livre : d'abord l'auteur pour avoir fini — il y en a tant qui restent en plan — ; l'université pour l'avoir acceptée ; l'auteur pour l'avoir réduite de façon à la rendre lisible ; il y en a tant qui demeurent obscures, donc jamais lues ; puis l'éditeur pour l'avoir publiée ; enfin, le directeur de la collection pour l'avoir accueillie. Tous ont de bonnes et solides raisons pour rejeter la tentation du suicide dans les écrits autobiographiques et ne s'y intéresser de près qu'à la condition qu'elle reste lisible. Là, dans trop de passages à l'acte, l'aquabonisme (mot de Cocteau, semble-t-il), s'il est leur faible, n'est pas leur fort : ils achèvent ce qu'ils entreprennent, ils réussissent suffisamment à ce qu'ils font pour le faire bien. Michel Braud, jeune professeur, s'il a aussi longtemps guetté, traqué, épié la tentation du suicide dans les écrits autobiographiques, ne peut parier qu'il l'a connue et que l'écrit intime ne lui est pas étranger, personnellement. Son thème, s'il n'est pas nouveau pour les diaristes et autobiographes, c'est-à-dire ceux qu'il appelle les intimistes, flotte aujourd'hui dans le vent comme un drapeau noir : l'individualisme triomphe, si l'on veut dire pour une victoire au goût amer, le nombrilisme est devenu synonyme de littérature et le nihilisme se porte comme un charme, ou à la boutonnière. Cioran, l'auteur de cette fin de siècle, Schopenhauer, son philosophe.

Saint Augustin
et Camus

« A quoi bon vivre ? », demandait Stefan Zweig alors même qu'il croyait encore au progrès possible de la civilisation, bien avant de se suicider, en exil, en 1942, au Brésil, par la fenêtre et le désespoir historique. Personne aujourd'hui pour apporter à cette question une réponse sérieuse : « Dieu est mort à présent, même dans le cœur des chrétiens », disait Sartre ; le progrès des techniques devenues destructrices angoisse pour le présent, et pour l'avenir de l'espèce, car la planète peut fort bien se passer de nous. L'Histoire s'est finie, affirme, moins sereinement qu'il n'y paraît, un philosophe du State Department, en reconnaissant qu'elle a traversé bien des souffrances dans son sac, cette Histoire avec sa grande Hache, comme la désignait Péguy. La société libérale, c'est chèrement qu'elle marchande ses espoirs, chez les pauvres, la démographie galope, si vite qu'elle va rattraper le monde mort, pour étouffer ou étouffer tout crû, qui sait ? Quant aux fondamentalistes de toute « obédience », ils ont une réponse décourageante : Mourrez pour Dieu en exterminant le plus possible de ses ennemis.

Plus étonnant dans ces conditions que les âmes douloureuses qui confient leurs pensées au papier et sculptent leurs cris en leurs plaintes dans le langage de l'écrit intime fassent état aussi de leur désir d'en finir. Ça va

pas d'hier. Saint Augustin déjà ? Mais ses *Confessions* sont écrites au-delà de toute tentation. « Pour l'Eglise, le suicide n'était qu'une variante du crime parce qu'il était une révolte contre la création de Dieu, et il était donc puni comme tel », dit fort bien Michel Braud, qui poursuit : « Il devient, avec la laïcisation de la société, une autodestruction : geste d'un individu contre lui-même, refus de la loi divine, d'un choix personnel, d'une volonté d'une liberté. Aucun ordre supérieur à l'individu ne pouvant être effectivement invoqué, ce dernier reste seul maître de son existence. En contrepartie, le suicide acquiesce à une signification nouvelle : dans un monde sans Dieu, l'homme qui finit à ses jours détruit les seules valeurs irréductibles de la société moderne : son corps, lui-même. Et en même temps qu'il les détruit, il les conforte comme valeurs : « Par le suicide, nous nous affirmions hommes, plus que jamais », rappelle Roger Vailand. Conviction qui mène Camus à écrire dans *Le Mythe de Sisyphe* : « Il n'y a qu'un problème philosophique vraiment sérieux : c'est le suicide », et c'est sur cette phrase célèbre que s'ouvre l'étude de Michel Braud.

« Jusqu'au bout
de lui-même »

Elle est vouée aux écrivains intimistes, en majorité français, des années 1930-1970, qui ont affronté un problème non seulement en philosophes, mais en écrivains, comme on aurait dit à cette époque. L'ouvrage donne, en fin de volume, un très utile petit dictionnaire, qui va de René Allendy à Stefan Zweig, cinquante-huit intimistes de toute nature spirituelle, puisqu'on y trouve aussi bien Beauvoir que Calaferte, Camus que Drieu La Rochelle, Roméo Gary que Francis Giauque, André Gorgey ou Edith Piaf, Ginette Leclerc, Gabriel Matzneff que Simone Weil. Une note, page 36, dresse, comme un constat, la liste des autobiographes qui ont passé à l'acte : Drieu, Gary, Koestler, et les diaristes : Collobert, Fleg, Giauque, Montherlant, Pavese, Plath, Régner, Woolf ou Zweig. Pour ceux-là, le journal intime apparaît alors comme « la parole intérieure et testamentaire d'un individu qui va jusqu'au bout de lui-même et de sa parole ».

Est-ce dire que les autres sont des frimeurs du suicide ? Non, c'est qu'ils sont heurtés au paradoxe de la tentation suicidaire quand celle-ci s'écrit : c'est que l'aveu de la tentation fait du journal une thérapie ou une fin en soi, un désir d'écriture et de communication, et encore, de moins en moins dans les années 50, mais dans le livre de raison qui ramène à la foi. Car celle-ci seule, ou l'écriture

JO Clartés

VIVIANE FORRESTER

Ce soir, après la guerre

119 F

Viviane Forrester

ET SOIR, APRES LA GUERRE

On au bord des larmes, entre le bonheur et l'effroi. Oh! Qu'est-ce qu'on aime, votre livre, Viviane!

Dans 119 pages - si-émouvantes et si-romanesques - s'élève une rumeur de colère sombre et de chanson.

Equippée à la fois tragique et dérisoire, souvent burlesque.

On trouvera dans ce livre cent histoires extraordinaires.

Mémoire brûlante comme ce livre, magnifique.

Christian Giudicelli
Le Figaro Magazine

Françoise Ducont - Elle

AU FIL DES LECTURES

par Michel Contat

Qui signe et où ?

Voilà un ouvrage qui, à plus d'un titre pour le lecteur français, témoigne d'abord de la forte influence des études littéraires aux Etats-Unis par la théorie « déconstructrice » de Jacques Derrida, qui n'a pas en France les mêmes effets. Peggy Kamuf, professeur au département français de l'université de Californie du Sud, spécialiste du dix-huitième siècle, à la traduction d'une qualité exceptionnelle, nous offre en quelque sorte l'effet d'un retour à la « déconstruction » dans le champ universitaire américain. D'abord d'ambivalence, et puisque la plume manque, que la plume manque, elle est vécue mais soigneusement argumentée qu'elle mène les auteurs d'un essai paru en 1982 sous le titre « Against Theory » (Contre la théorie), et qui visait Derrida, nous paraît aujourd'hui exotique, pour deux raisons.

La première est que la déconstruction ne donne explicitement pour but de compliquer le plus possible les problèmes, et qu'en France la redéfinition de la notion d'auteur, au cours de la dernière décennie, s'est accomplie sans bouleversements théoriques ni polémiques, mais avec une complexité croissante, qui ne s'est qu'occasionnellement dépliée. L'effet de la déconstruction sur le champ théorique a été beaucoup attendu. Le deuxième raison, qui découle du doute de la première, tient aux spécificités de l'université américaine, sur lequel les théoriciens de la déconstruction se monnaient en postes et en traitements, ce qui donne une apparence dans la course au prestige dont nous avons perdu l'habitude, mais aussi un certain byzantinisme et une certaine détermination.

L'ouvrage de Peggy Kamuf pêche, surtout dans son introduction, par le premier de ces défauts, qui jamais par le passé dans les études qu'elle aime, elle qu'elle aime à Rousseau, et notamment la structure théorique de la signature de l'auteur au lieu d'un texte qui cherche à déconstruire sa signature même (ce qui donnerait une formule-tourment du type « en fait de quoi je signe que je suis bien le signataire soussigné qui dénie toute authenticité à sa signature ») sont des analyses d'une subtilité et d'une place de la signature (dans la lettre ou hors du texte, à la limite du texte ? à la frontière du moi ? etc.) et de sa fonction fantasmatique autant que symbolique. En déplaçant ensuite la question sur le terrain juridique, l'essayiste s'est donné une compétence dans la discussion sur l'institution de l'auteur, et trouve une avancée notable dans l'idée que la juridiction ne peut que méconnaître l'essence essentielle de la notion d'auteur puisque la littérature n'appartient en propre à personne.

■ Signatures ou l'institution de l'auteur, de Peggy Kamuf, traduit de l'anglais (Etat-Uni) par Claudette Sarritou, Gallimard, coll. « La philosophie », 293 p., 122 F.

L'irrésumable selon Lyotard

Fulgurante attaque d'un livre composé de conférences et d'articles : une page, intitulée « Infans », qui évoque l'irrésumable, l'irréductible de la parole, le plus grand secret, écrit pour être lu, et dans le texte quelque chose qui ne se dit pas. Qui ne se laisse pas dire. Il la sait. Les autres ne la savent pas. Elle ne se laisse pas dire, dans l'écrit, appelle peut-être un lecteur qui ne sait plus ou pas encore lire : vieilles gens, enfants de la maternité, les autres sur leurs lèvres ouvertes : a. d. d. « Philosophes aussi, et parmi ceux qui ont compté au cours des années 70, le vivantement tourmentés, celui qui s'est ingénié à déconstruire notre attente pour nous apprendre à mieux philosopher en désespoir de la philosophie, Jean-François Lyotard.

Il retourne, au lieu de l'écrit, à quelques textes essentiels de la philosophie pour les voir affronter et ne jamais triompher de ce qui les hante, les travaille, les trouble ou les tend à l'extrême. Nul ne pourrait mieux que lui-même ce qu'il a trouvé à lire au plus près : « La chose dont on écrit divers sont en souffrance porte divers noms, des noms d'élision. Kafka l'appelle indubitable, Sartre ininterrompable, Joyce inappropriable, Pour Freud, c'est l'interdit, pour Valéry le désordre, pour Arendt la violence. » Pour Lyotard, ajoutons-nous, l'irrésumable. Vous le ferez donc, sans doute à la fin si vous le comprenez, mais l'écrit d'une expérience neuve du texte.

■ Lectures d'enfance, de Jean-François Lyotard, Gallimard, coll. « Débats », 153 p., 125 F.

Pour une notion de la paralittérature

Il ne faut pas s'attendre à trouver dans ce livre une histoire ou un tableau des genres qui pourraient former ce qu'il est convenu d'appeler, depuis un colloque au Carisy resté fameux (1967), la paralittérature, ou la littérature de la marge, ou encore la littérature d'opposition à la bonne ou à la grande littérature.

Pour la notion de la littérature « subalterne » dans la théorie littéraire des années 60 et 70, qui ont eu un rôle décisif dans la contestation du biographisme et de l'histoire littéraire, Daniel Cougnès entreprend de construire une notion, à l'aide de critères-repoussoirs empruntés à la littérature reconnue, telle par exemple le « goût », l'Université, les manuels scolaires, les institutions, pour les faire comprendre, il s'agit donc d'un travail d'élaboration conceptuelle dessinant, comme le dit l'auteur, « les contours d'une esthétique » et qui porte essentiellement sur le roman populaire (romans d'aventures, romans policiers, romans sentimentaux) de la fin du dix-neuvième siècle et du début du vingtième, mais aussi la collection « La Bibliothèque populaire » publiée chez Fayard de 1905 à 1913 (entre autres, Paul Féval, Jules Verne, Pierre de Terrail, Michel Zévaco, qui ont eu l'influence que l'on voit sur les romans dont les accompagnèrent l'enfance, Sartre en particulier).

Au milieu d'un parcours rendu parfaitement lisible par des exemples, comme il convient dans la collection dirigée par le maître Gérard Genette, cette introduction à la paralittérature est éclairée par les textes suivants : préface éditoriale proposant un concept de lecture ambiguë, reprise inlassable des mêmes procédés, tendance systématique à abolir la notion de l'acte de lecture, refus du dialogisme, domination du narratif et de l'écrit de romans, personnages réduits à des rôles allégoriques et fonctionnant comme des machines à sens. Ces six caractéristiques peuvent à leur tour être considérées comme les critères inversés de la littérature.

Mais l'ambivalence de cette étude ne se borne aux jugements de valeur, sans d'ailleurs les recuser ; prenant en compte la lecture d'un texte ambiguë, elle illustre avec l'appareil critique adéquat ce que Jean Cocteau affirmait dans une préface à *Mystère de la couleur jaune* : « Il n'existe pas d'art mineur. Les arts mineurs sont des arts étranges du monde et de l'inconscience, la foudre exquise produite par le contact de la sagesse et de la schizophrénie que chacun porte en soi et dont il a généralement honte. » De tous côtés, Daniel Cougnès, à la fois paralittérature, que de la théorie, et qui est une lecture.

■ Introduction à la paralittérature, de Daniel Cougnès, Seuil, coll. « Poétique », 201 p., 130 F.

Livres anciens
sur les

PROVINCES DE FRANCE

Catalogues par Provinces

Librairie GUENÉGAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-91

ARTS
de la logique

Retours à la philosophie politique

La philosophie politique est-elle en train de changer ? A une si vaste question, il n'y a pas de doute pas de réponse possible en quelques paragraphes. Nous tentons malgré tout, dans le présent dossier, de contribuer à éclaircir certains aspects des changements survenus au cours de ces dernières années dans ce domaine.

Ces changements ne sont pas simplement quantitatifs. Il est vrai que de nouvelles collections sont mises en place chez les éditeurs, que de nouvelles revues sont nées, que les colloques se multiplient. Mais c'est la nature des questions, le style des analyses, qui se modifient. Le déclin de la théorie marxiste, le relatif retrait des sciences sociales, paraissent favoriser un retour à une prise en considération plus proprement philosophique de questions comme celles de l'Etat, de la démocratie, des droits de l'homme, de la justice, etc.

Bernard Bourgeois explique quelle perspective historique permet de comprendre, selon lui, cette faveur renouvelée dont commence à bénéficier chez nous la philosophie politique. Le philosophe américain Charles Larmore souligne les contrastes entre les Etats-Unis, où la tradition d'une philosophie morale est vivace, et la France. Les derniers ouvrages d'Etienne Balibar et de Claude Lefort rappellent, s'il en était besoin, l'extrême diversité de ce champ de réflexion.

Un entretien avec Charles Larmore

« Pour la majorité des philosophes, les principes politiques doivent avoir pour base des principes de type moral »

Charles Larmore est professeur à l'université Columbia de New-York. Il est l'auteur de *Patterns of Moral Complexity* (1). Un recueil de ses articles doit paraître prochainement aux PUF sous le titre *Modernité et moralité*.

« On parle aujourd'hui en France d'un renouveau de la philosophie politique. Y a-t-il en ce domaine quelque chose de nouveau ? »

— Nous sommes une tradition de philosophie politique, mais sa particularité est d'être en relation avec une philosophie morale. Cette dernière s'est développée dans l'université depuis la fin du dix-neuvième siècle, depuis le livre de Henry Sidgwick, *Methods of Ethics* (1874). Sidgwick fut le maître de G. E. Moore, auteur, en 1903, des *Principia Ethica*. A partir de Moore se développent plusieurs lignes de réflexion : celle de la nature des arguments moraux, du concept de moral, etc. — qui donnent lieu à des systèmes de philosophie dont le développement s'est poursuivi tout au long du siècle. C'est à partir de cette situation que la philosophie politique a été productive aux Etats-Unis : elle pouvait compter sur une pratique coutumière de philosophie morale vieille d'au moins cent ans.

— Néanmoins, on s'accorde généralement pour dire que la philosophie politique n'est pas née en France. Pourquoi ?

— L'idée de Rawls que l'Etat libéral démocratique doit pas être fondé sur des concepts du bien qui soient controversés. Le premier débat a donc porté sur la possibilité d'une telle neutralité. Beaucoup l'ont nié. Le représentant le plus célèbre de ce courant d'opposition est Alasdair Mac Intyre. Selon lui, chaque système politique, même le système libéral, adopte une position tout à fait discutable sur la nature du bien. Aucun ne peut être considéré comme neutre.

— Le second débat porte sur le principe rawlsien de différence selon lequel les avantages économiques doivent être distribués de telle sorte que les moins favorisés obtiennent plus de bénéfices économiques qu'ils n'en auraient eus dans un système de distribution. La question de savoir si c'est ainsi qu'il faut concevoir la justice économique. Selon certains (comme Robert Nozick), ce système pénalise à l'excès ceux qui sont doués pour...

— Vous dites qu'il y a aussi des auteurs ou des courants qui ont marqué le débat avec vous ?

— D'une certaine façon, c'est le cas de John Rawls, dont le livre, *Anarchie, Etat et utopie*, est très important. Beaucoup de richesses. D'autres, c'est un principe encore insuffisamment égalitaire puisque Rawls dit que les inégalités économiques sont admissibles lorsqu'elles bénéficient aux moins dotés.

— Ces deux débats sont-ils encore vifs ?

— Ils le sont, mais ils ont malheureusement tendance à s'éloigner l'un de l'autre. Le débat politique et culturel poursuit de prendre en compte les principes de justice économique ; et ceux qui...

provoqués. A *Theory of Justice*, l'un est d'ordre politique et culturel, l'autre de nature économique.

— L'idée de Rawls que l'Etat libéral démocratique doit pas être fondé sur des concepts du bien qui soient controversés. Le premier débat a donc porté sur la possibilité d'une telle neutralité. Beaucoup l'ont nié. Le représentant le plus célèbre de ce courant d'opposition est Alasdair Mac Intyre. Selon lui, chaque système politique, même le système libéral, adopte une position tout à fait discutable sur la nature du bien. Aucun ne peut être considéré comme neutre.

— Le second débat porte sur le principe rawlsien de différence selon lequel les avantages économiques doivent être distribués de telle sorte que les moins favorisés obtiennent plus de bénéfices économiques qu'ils n'en auraient eus dans un système de distribution. La question de savoir si c'est ainsi qu'il faut concevoir la justice économique. Selon certains (comme Robert Nozick), ce système pénalise à l'excès ceux qui sont doués pour...

— Vous dites qu'il y a aussi des auteurs ou des courants qui ont marqué le débat avec vous ?

— D'une certaine façon, c'est le cas de John Rawls, dont le livre, *Anarchie, Etat et utopie*, est très important. Beaucoup de richesses. D'autres, c'est un principe encore insuffisamment égalitaire puisque Rawls dit que les inégalités économiques sont admissibles lorsqu'elles bénéficient aux moins dotés.

— Ces deux débats sont-ils encore vifs ?

— Ils le sont, mais ils ont malheureusement tendance à s'éloigner l'un de l'autre. Le débat politique et culturel poursuit de prendre en compte les principes de justice économique ; et ceux qui...

— Vous dites qu'il y a aussi des auteurs ou des courants qui ont marqué le débat avec vous ?

— D'une certaine façon, c'est le cas de John Rawls, dont le livre, *Anarchie, Etat et utopie*, est très important. Beaucoup de richesses. D'autres, c'est un principe encore insuffisamment égalitaire puisque Rawls dit que les inégalités économiques sont admissibles lorsqu'elles bénéficient aux moins dotés.

— Ces deux débats sont-ils encore vifs ?

— Ils le sont, mais ils ont malheureusement tendance à s'éloigner l'un de l'autre. Le débat politique et culturel poursuit de prendre en compte les principes de justice économique ; et ceux qui...

provoqués. A *Theory of Justice*, l'un est d'ordre politique et culturel, l'autre de nature économique.

— L'idée de Rawls que l'Etat libéral démocratique doit pas être fondé sur des concepts du bien qui soient controversés. Le premier débat a donc porté sur la possibilité d'une telle neutralité. Beaucoup l'ont nié. Le représentant le plus célèbre de ce courant d'opposition est Alasdair Mac Intyre. Selon lui, chaque système politique, même le système libéral, adopte une position tout à fait discutable sur la nature du bien. Aucun ne peut être considéré comme neutre.

— Le second débat porte sur le principe rawlsien de différence selon lequel les avantages économiques doivent être distribués de telle sorte que les moins favorisés obtiennent plus de bénéfices économiques qu'ils n'en auraient eus dans un système de distribution. La question de savoir si c'est ainsi qu'il faut concevoir la justice économique. Selon certains (comme Robert Nozick), ce système pénalise à l'excès ceux qui sont doués pour...

— Vous dites qu'il y a aussi des auteurs ou des courants qui ont marqué le débat avec vous ?

— D'une certaine façon, c'est le cas de John Rawls, dont le livre, *Anarchie, Etat et utopie*, est très important. Beaucoup de richesses. D'autres, c'est un principe encore insuffisamment égalitaire puisque Rawls dit que les inégalités économiques sont admissibles lorsqu'elles bénéficient aux moins dotés.

— Ces deux débats sont-ils encore vifs ?

— Ils le sont, mais ils ont malheureusement tendance à s'éloigner l'un de l'autre. Le débat politique et culturel poursuit de prendre en compte les principes de justice économique ; et ceux qui...

— Vous dites qu'il y a aussi des auteurs ou des courants qui ont marqué le débat avec vous ?

— D'une certaine façon, c'est le cas de John Rawls, dont le livre, *Anarchie, Etat et utopie*, est très important. Beaucoup de richesses. D'autres, c'est un principe encore insuffisamment égalitaire puisque Rawls dit que les inégalités économiques sont admissibles lorsqu'elles bénéficient aux moins dotés.

— Ces deux débats sont-ils encore vifs ?

— Ils le sont, mais ils ont malheureusement tendance à s'éloigner l'un de l'autre. Le débat politique et culturel poursuit de prendre en compte les principes de justice économique ; et ceux qui...

provoqués. A *Theory of Justice*, l'un est d'ordre politique et culturel, l'autre de nature économique.

— L'idée de Rawls que l'Etat libéral démocratique doit pas être fondé sur des concepts du bien qui soient controversés. Le premier débat a donc porté sur la possibilité d'une telle neutralité. Beaucoup l'ont nié. Le représentant le plus célèbre de ce courant d'opposition est Alasdair Mac Intyre. Selon lui, chaque système politique, même le système libéral, adopte une position tout à fait discutable sur la nature du bien. Aucun ne peut être considéré comme neutre.

— Le second débat porte sur le principe rawlsien de différence selon lequel les avantages économiques doivent être distribués de telle sorte que les moins favorisés obtiennent plus de bénéfices économiques qu'ils n'en auraient eus dans un système de distribution. La question de savoir si c'est ainsi qu'il faut concevoir la justice économique. Selon certains (comme Robert Nozick), ce système pénalise à l'excès ceux qui sont doués pour...

— Vous dites qu'il y a aussi des auteurs ou des courants qui ont marqué le débat avec vous ?

— D'une certaine façon, c'est le cas de John Rawls, dont le livre, *Anarchie, Etat et utopie*, est très important. Beaucoup de richesses. D'autres, c'est un principe encore insuffisamment égalitaire puisque Rawls dit que les inégalités économiques sont admissibles lorsqu'elles bénéficient aux moins dotés.

— Ces deux débats sont-ils encore vifs ?

— Ils le sont, mais ils ont malheureusement tendance à s'éloigner l'un de l'autre. Le débat politique et culturel poursuit de prendre en compte les principes de justice économique ; et ceux qui...

— Vous dites qu'il y a aussi des auteurs ou des courants qui ont marqué le débat avec vous ?

— D'une certaine façon, c'est le cas de John Rawls, dont le livre, *Anarchie, Etat et utopie*, est très important. Beaucoup de richesses. D'autres, c'est un principe encore insuffisamment égalitaire puisque Rawls dit que les inégalités économiques sont admissibles lorsqu'elles bénéficient aux moins dotés.

— Ces deux débats sont-ils encore vifs ?

— Ils le sont, mais ils ont malheureusement tendance à s'éloigner l'un de l'autre. Le débat politique et culturel poursuit de prendre en compte les principes de justice économique ; et ceux qui...

provoqués. A *Theory of Justice*, l'un est d'ordre politique et culturel, l'autre de nature économique.

— L'idée de Rawls que l'Etat libéral démocratique doit pas être fondé sur des concepts du bien qui soient controversés. Le premier débat a donc porté sur la possibilité d'une telle neutralité. Beaucoup l'ont nié. Le représentant le plus célèbre de ce courant d'opposition est Alasdair Mac Intyre. Selon lui, chaque système politique, même le système libéral, adopte une position tout à fait discutable sur la nature du bien. Aucun ne peut être considéré comme neutre.

— Le second débat porte sur le principe rawlsien de différence selon lequel les avantages économiques doivent être distribués de telle sorte que les moins favorisés obtiennent plus de bénéfices économiques qu'ils n'en auraient eus dans un système de distribution. La question de savoir si c'est ainsi qu'il faut concevoir la justice économique. Selon certains (comme Robert Nozick), ce système pénalise à l'excès ceux qui sont doués pour...

— Vous dites qu'il y a aussi des auteurs ou des courants qui ont marqué le débat avec vous ?

— D'une certaine façon, c'est le cas de John Rawls, dont le livre, *Anarchie, Etat et utopie*, est très important. Beaucoup de richesses. D'autres, c'est un principe encore insuffisamment égalitaire puisque Rawls dit que les inégalités économiques sont admissibles lorsqu'elles bénéficient aux moins dotés.

— Ces deux débats sont-ils encore vifs ?

— Ils le sont, mais ils ont malheureusement tendance à s'éloigner l'un de l'autre. Le débat politique et culturel poursuit de prendre en compte les principes de justice économique ; et ceux qui...

— Vous dites qu'il y a aussi des auteurs ou des courants qui ont marqué le débat avec vous ?

— D'une certaine façon, c'est le cas de John Rawls, dont le livre, *Anarchie, Etat et utopie*, est très important. Beaucoup de richesses. D'autres, c'est un principe encore insuffisamment égalitaire puisque Rawls dit que les inégalités économiques sont admissibles lorsqu'elles bénéficient aux moins dotés.

— Ces deux débats sont-ils encore vifs ?

— Ils le sont, mais ils ont malheureusement tendance à s'éloigner l'un de l'autre. Le débat politique et culturel poursuit de prendre en compte les principes de justice économique ; et ceux qui...

provoqués. A *Theory of Justice*, l'un est d'ordre politique et culturel, l'autre de nature économique.

— L'idée de Rawls que l'Etat libéral démocratique doit pas être fondé sur des concepts du bien qui soient controversés. Le premier débat a donc porté sur la possibilité d'une telle neutralité. Beaucoup l'ont nié. Le représentant le plus célèbre de ce courant d'opposition est Alasdair Mac Intyre. Selon lui, chaque système politique, même le système libéral, adopte une position tout à fait discutable sur la nature du bien. Aucun ne peut être considéré comme neutre.

— Le second débat porte sur le principe rawlsien de différence selon lequel les avantages économiques doivent être distribués de telle sorte que les moins favorisés obtiennent plus de bénéfices économiques qu'ils n'en auraient eus dans un système de distribution. La question de savoir si c'est ainsi qu'il faut concevoir la justice économique. Selon certains (comme Robert Nozick), ce système pénalise à l'excès ceux qui sont doués pour...

— Vous dites qu'il y a aussi des auteurs ou des courants qui ont marqué le débat avec vous ?

— D'une certaine façon, c'est le cas de John Rawls, dont le livre, *Anarchie, Etat et utopie*, est très important. Beaucoup de richesses. D'autres, c'est un principe encore insuffisamment égalitaire puisque Rawls dit que les inégalités économiques sont admissibles lorsqu'elles bénéficient aux moins dotés.

— Ces deux débats sont-ils encore vifs ?

— Ils le sont, mais ils ont malheureusement tendance à s'éloigner l'un de l'autre. Le débat politique et culturel poursuit de prendre en compte les principes de justice économique ; et ceux qui...

— Vous dites qu'il y a aussi des auteurs ou des courants qui ont marqué le débat avec vous ?

— D'une certaine façon, c'est le cas de John Rawls, dont le livre, *Anarchie, Etat et utopie*, est très important. Beaucoup de richesses. D'autres, c'est un principe encore insuffisamment égalitaire puisque Rawls dit que les inégalités économiques sont admissibles lorsqu'elles bénéficient aux moins dotés.

— Ces deux débats sont-ils encore vifs ?

— Ils le sont, mais ils ont malheureusement tendance à s'éloigner l'un de l'autre. Le débat politique et culturel poursuit de prendre en compte les principes de justice économique ; et ceux qui...



CAGNIAT

Au
LES FRONTIÈRES
DE LA DÉMOCRATIE

LES FRONTIÈRES DE LA DÉMOCRATIE

Dern

Le réveil français

que, de l'ami de l'ennemi, ainsi que ses moyens et buts spécifiques. Mais une refondation imminente du politique n'est pas elle-même fondée sur une philosophie totale et développée de l'existence humaine : cette philosophie politique n'est pas elle-même, elle est totalement philosophique.

C'est donc bien une exception qu'offrait, en 1956, la *Philosophie politique* d'Eric Weil, précédemment appelée, dès 1950, *Hegel et l'Etat*, et justifiée par la *Logique de la philosophie* : une thématique normative d'un fondement d'une existence humaine voulant sensée. Weil retourne à Hegel, mais en exploitant le contenu politique et philosophique post-hégélien (notamment marxien), et en transposant la dialectique de l'être en une dialectique du sens n'absorbant pas la liberté de l'individu dans la nécessité des discours. Eric Weil, en des pages parfois prophétiques, détermine, en la justifiant, une politique de notre temps. La pensée est riche et profonde en son originalité. Mais, en enfermant le contenu de son *philosophie politique* dans un discours spéculatif, Eric Weil rendait bien difficile la traduction pratique de ce contenu pour...

La philosophie politique affirmait positive absolument philosophique du politique ne fit un retour culturellement marquant et durable que dans la philosophie de l'Etat de l'après-guerre. Le style intellectuel d'Eric Weil, pionnier de ce mouvement, opérait de manière plus offensive, à l'égard du combat pour l'absolutisation des sciences sociales auxquelles il opposait, en redonnant à l'Etat, le rôle politique du droit de la pensée.

A l'époque de la revendication croissante des droits de l'homme, l'Etat de droit, on a vu la reconstruction de la philosophie politique (la méditation des grandes philosophies proprement juridiques, celles de Hegel, de Kant, des grands juristes, des penseurs classiques. Luc Ferry, Alain Renaut (*Philosophie politique* 1984-1985) actualisent les principes...

droite de Rawls — mais a-t-elle vraiment une influence sur la philosophie politique ? — il faut la chercher plutôt en Angleterre, qu'aux Etats-Unis, chez des auteurs comme Michael Oakeshott, ou Roger Scruton. Il s'agit là d'une philosophie authentiquement conservatrice, et qui cherche des alternatives pour trouver des fondements à la vie politique et se réclamant explicitement d'une tradition.

— Comment l'Américain que vous citez voit-il la situation en France, où la philosophie politique est la plupart du temps coupée de la philosophie morale ?

— Il est vrai que c'est un des traits distinctifs de la philosophie politique américaine : se concevoir comme une partie de la philosophie morale, en tout cas comme inséparable d'elle. Pour la majorité des philosophes, les principes politiques doivent avoir pour base des principes de type moral. Même un Etat libéral ne peut être conçu sans justification philosophique.

— En observant l'extérieur la situation française, il me semble...

— S'il y a une opposition de...

provoqués. A *Theory of Justice*, l'un est d'ordre politique et culturel, l'autre de nature économique.

— L'idée de Rawls que l'Etat libéral démocratique doit pas être fondé sur des concepts du bien qui soient controversés. Le premier débat a donc porté sur la possibilité d'une telle neutralité. Beaucoup l'ont nié. Le représentant le plus célèbre de ce courant d'opposition est Alasdair Mac Intyre. Selon lui, chaque système politique, même le système libéral, adopte une position tout à fait discutable sur la nature du bien. Aucun ne peut être considéré comme neutre.

— Le second débat porte sur le principe rawlsien de différence selon lequel les avantages économiques doivent être distribués de telle sorte que les moins favorisés obtiennent plus de bénéfices économiques qu'ils n'en auraient eus dans un système de distribution. La question de savoir si c'est ainsi qu'il faut concevoir la justice économique. Selon certains (comme Robert Nozick), ce système pénalise à l'excès ceux qui sont doués pour...

— Vous dites qu'il y a aussi des auteurs ou des courants qui ont marqué le débat avec vous ?

— D'une certaine façon, c'est le cas de John Rawls, dont le livre, *Anarchie, Etat et utopie*, est très important. Beaucoup de richesses. D'autres, c'est un principe encore insuffisamment égalitaire puisque Rawls dit que les inégalités économiques sont admissibles lorsqu'elles bénéficient aux moins dotés.

— Ces deux débats sont-ils encore vifs ?

— Ils le sont, mais ils ont malheureusement tendance à s'éloigner l'un de l'autre. Le débat politique et culturel poursuit de prendre en compte les principes de justice économique ; et ceux qui...

— Vous dites qu'il y a aussi des auteurs ou des courants qui ont marqué le débat avec vous ?

— D'une certaine façon, c'est le cas de John Rawls, dont le livre, *Anarchie, Etat et utopie*, est très important. Beaucoup de richesses. D'autres, c'est un principe encore insuffisamment égalitaire puisque Rawls dit que les inégalités économiques sont admissibles lorsqu'elles bénéficient aux moins dotés.

— Ces deux débats sont-ils encore vifs ?

— Ils le sont, mais ils ont malheureusement tendance à s'éloigner l'un de l'autre. Le débat politique et culturel poursuit de prendre en compte les principes de justice économique ; et ceux qui...

Propos recueillis par François Azouvi

(1) Cambridge University Press. Ces « Modèles de la complexité morale » ne sont pas en français.

Bernard Bourgeois

DOSSIER

Au-delà des nationalismes

Etienne Balibar tente de définir une politique des droits de l'homme et du citoyen

LES FRONTIÈRES DE LA DÉMOCRATIE
d'Etienne Balibar.
La Découverte, 268 p., 135 F.

Exclu du PCF en 1981 pour avoir protesté publiquement, dans un article du *Nouvel Observateur*, contre la destruction au bulldozer d'un foyer de travailleurs malien par la municipalité communiste de Vitry-sur-Seine et contre la dénonciation, peu de temps après, de jeunes Marocains comme trafiquants de drogue par celle de Montigny-les-Cormeilles, Etienne Balibar, qui fut l'élève et l'ami de Louis Althusser (1), consacre aujourd'hui l'essentiel de son activité militante et de sa réflexion politique à la lutte contre le racisme, et en particulier à la question de l'immigration. La quasi-totalité des articles réunis dans ce volume, à commencer par celui du *Nouvel Observateur* qui lui a valu son exclusion du PC, traitent de ce thème.

De l'héritage « althusserien », Etienne Balibar a conservé à la fois la rigueur de la méthode, qui donne à ses analyses, même les plus difficiles, une grande force démonstrative, et le goût de la philosophie politique, qui leur confère une réelle originalité par rapport à l'orthodoxie marxiste. Or la philosophie politique, qui revient en force depuis le discrédit du marxisme se trouve, en outre, renouvelée par la question de l'immigration. Ou plutôt il lui faut apprendre à « penser autrement » des lors que cette question cesse d'être marginale pour devenir centrale dans la société française et, sans doute, dans la plupart des sociétés occidentales.

C'est à elle, en effet, que se relient les interrogations contemporaines sur la nation, la démocratie, le racisme, c'est elle qui commande notre regard sur le tiers-monde, et qui nous fait saisir l'« égalité » et l'« universalité » culturelles, c'est elle qui bouleverse notre conception des droits de l'homme et de la citoyenneté. Toutefois, si l'on veut en traiter sérieusement, il faut remettre en cause bien des certitudes.

Ainsi Etienne Balibar est-il de ceux qui revendiquent résolument « l'égalité complète des droits pour les immigrés en France », à commencer, bien sûr, par le droit de vote. Il n'ignore pas qu'une telle proposition, qui suscite de vives polémiques, ne va pas de soi. « Une revendication politique au sens plein du terme, explique-t-il, cela veut dire des objectifs, une stratégie, des formes de mobilisation et de lutte. Qui la

porte ? Quelles transformations sociales, institutionnelles et culturelles implique-t-elle ? Quels nouveaux concepts théoriques ? Quelles conditions doivent être remplies pour qu'elle se traduise un jour dans les faits ? »

On le voit, le champ de la réflexion et du débat est large. D'un article à l'autre, Etienne Balibar l'explore avec persévérance. De ce parcours complexe, on retiendra, à titre d'exemples, deux ou trois étapes significatives. La première est celle qui conduit l'auteur à souligner le rôle déterminant de l'Etat dans le développement du racisme. « Fondamentalement, affirme-t-il, le racisme moderne n'est jamais un simple rapport à l'autre, fondé sur une perversion de la différence culturelle ou sociologique, mais c'est un rapport à l'autre médié par l'intervention de l'Etat. » Si le nationalisme est l'idéologie « organique » de l'Etat-nation, le racisme en est comme le complément inévitable, inscrit notamment dans la « structure coloniale » de la France, qui accueille sur son sol une population « post-coloniale ou quasi coloniale ».

Deuxième étape : la construction d'une société « multiculturelle » ou « pluriethnique », formée non pas, comme aux Etats-Unis, de minorités repliées sur elles-mêmes, mais de « com-

posantes à part entière du mouvement de production de notre avenir ». Il importe, selon Etienne Balibar, de « relativiser cette notion d'étranger » peu à peu codifiée depuis Napoléon et devenue un véritable butoir de notre réflexion politique ».

Enfin, l'auteur tente de définir ce qu'il appelle « une politique des droits de l'homme », soulignant en particulier, contre une certaine tradition de la philosophie politique, que ceux-ci ne peuvent être énoncés sans être spécifiés comme les droits de l'homme et du citoyen, ce qui signifie que « les droits de l'homme n'ont aucune réalité ni aucune valeur sinon comme droits politiques, droits du citoyen et même droit illimité de tous les hommes à la citoyenneté ». Une politique des droits de l'homme suppose donc leur « universalisation ». C'est dire que les frontières qui, à l'intérieur comme à l'extérieur, fixent des limites à la démocratie lui ouvrent aussi, si elle sait se remettre en jeu, des espaces inédits.

Thomas Ferenzy

(1) Cf. ses *Essais sur Althusser*, La Découverte, 1991.

Des idées et des phrases

Claude Lefort scrute le lien entre écriture et politique

ÉCRIRE A L'ÉPREUVE DU POLITIQUE
de Claude Lefort.
Calmann-Lévy, coll. « Fondation Saint-Simon/Liberté de l'esprit », 400 p., 160 F.

Il y a une manière propre à Claude Lefort. Ce n'est pas exactement une méthode, si ce terme désigne des règles rigides, des procédures en série, une suite d'opérations prévisibles et de résultats assurés. Sa manière consiste plutôt à épouser les contours singuliers de chaque œuvre, à suivre la démarche de pensée au détour des phrases, à explorer les impasses ou les abîmes de l'interprétation au cœur de l'écriture.

Désincarnée, la philosophie

politique ? Mais non ! Elle mêle, au contraire, l'épaisseur des styles, le flux des idées et la « chair du social », pour reprendre la formule du philosophe, Merleau-Ponty. Il suffit pour s'en convaincre de lire la vingtaine d'études ici rassemblées. A première vue, elles sont fort disparates. Entre Orwell ou Rushdie, Tocqueville ou Sade, Guizot ou Machiavel, Quinet ou Pierre Clastres, on ne voit guère de points communs. Et pour cause : il n'y en a pas.

L'unité ouverte de ce volume réside d'abord dans la même exploration, à chaque fois différemment poursuivie, des liens entre écriture et politique. Si tout philosophe est, pour Claude Lefort, un « penseur-écrivain », le philosophe politique entretient avec l'écrit une relation singulière : il sait combien ce qu'il écrit appartient à son temps, il s'expose à l'incertitude de l'avenir, ainsi qu'aux malentendus des adversaires comme à ceux des partisans. C'est pourquoi, en scrutant les digressions qui émaillent l'œuvre de Tocqueville ou en examinant la place accordée par Léo Strauss à cette manière qu'a Claude Lefort de tout connaître mais de toujours savoir se laisser surprendre, d'accompagner un texte en se laissant porter par ses dérives inaperçues, de faire émerger une vaste perspective de l'analyse d'un pauvre paragraphe. Du grand art.

Roger-Pol Droit

Dernières parutions

• LEO STRAUSS : Qu'est-ce que la philosophie politique ? - Dans l'excellente collection « Léviathan » (PUF), qui s'est donnée pour objectif, sous la direction de Stéphane Rials, de fournir les éléments d'une réflexion renouvelée sur le droit et sur l'Etat, vient de paraître ce nouveau recueil d'articles de Léo Strauss. Publié en 1959 aux Etats-Unis, cet ouvrage constitue la meilleure voie d'accès à une œuvre majeure que l'on commence à découvrir en France, grâce notamment aux efforts d'Olivier Sedayn, qui a traduit ce volume (298 p., 198 F.).

• ALAIN RENAUT ET LUKAS SOSOE : La philosophie du droit. - La philosophie du droit est sans doute le domaine où se marquent aujourd'hui les plus nettes divergences d'analyse. Le grand mérite du livre d'Alain Renaut et de Lukas Sosoe est d'abord de fournir une vue d'ensemble des courants et des auteurs qui s'opposent en Europe et aux Etats-Unis. Dans des traditions intellectuelles qui généralement s'ignorent, les auteurs discernent l'existence d'un même débat de fond, centré autour de la modernité et du sujet du droit (PUF, Coll.

« Recherches politiques », 486 p., 192 F.).

• ANNE-LAURE ANGOULVENT : *Hobbes ou la crise de l'Etat baroque*. - Si le texte des œuvres de Thomas Hobbes est l'objet d'études de plus en plus nombreuses, il n'avait pas encore été tenté de rapprocher systématiquement le Léviathan de la pensée et de l'esthétique baroques qui lui sont contemporaines. Au terme du travail original, la philosophie politique de Hobbes apparaît comme une utopie baroque. (PUF, Coll. « Questions », 256 p., 135 F.).

• La revue *Rue Descartes* du Collège international de philosophie consacre son numéro 3 à un ensemble de textes et d'analyses de philosophie politique, sous le titre *Citoyenneté, démocratie, république* (Albin Michel, 168 p., 120 F.).

• Pour aider à enseigner l'éducation civique, un manuel destiné aux maîtres regroupe documents, pistes de réflexions, exercices. Sa lecture n'est pas interdite aux citoyens. Elle pourrait même être utile, souvent... (*Educational civique et philosophie politique*, de M. C. Bouare Des Déserts, C. Riulet, J.-P. Thomas, Armand Colin, 256 p., 110 F.).

R.-P. D.

ACTUALITÉS

La vingt-quatrième Foire internationale du livre de Bruxelles

Vive l'édition belge !

Que le marché du livre belge soit relativement moins touché par la crise que l'édition française n'a rien d'étonnant car la Belgique, sans aucun doute, a gardé ce que nous avons perdu : le temps, la patience, une curiosité ouverte et attentive aux choses. Il suffit pour l'éprouver de constater la qualité toute particulière des librairies de Bruxelles, et même de la Foire du livre dont la vingt-quatrième édition se tenait au Palais des congrès de la ville, du 18 au 23 février.

Première au monde après celle de Francfort, historiquement et, souvent, par le nombre de ses visiteurs, première aussi à s'être ouverte à tous les publics, la Foire de Bruxelles a accueilli cette année près de deux cent mille personnes et cent soixante-dix exposants. Ceux-ci représentaient plus de deux mille maisons d'édition, essentiellement francophones, à l'exception de certaines venant de l'ancienne URSS, du Portugal ou de l'Espagne. Quant aux Flamands, pourtant si impatients de « flamandiser » Bruxelles et d'en reprendre le contrôle, ils semblent avoir paradoxalement boudé la manifestation, préférant se consacrer à la leur, celle d'Anvers, là où, pour une fois, les Wallons n'ont pas leur mot à dire.

Le cas des Eperonniers

Le principal intérêt de ce rendez-vous très convivial, inauguré par Raymond Devos, résidait dans la découverte ou la reconnaissance des éditeurs belges. Parmi eux, seul Cornil, qui exporte 90 % de sa production, a su s'implanter dans les librairies françaises et se faire connaître, surtout à travers sa collection d'Histoire en poche ou celle du « Regard littéraire ».

Certaines maisons de grande qualité, en revanche, demeurant

mal connues et peu diffusées en France : c'est le cas des Eperonniers, la plus importante des maisons d'édition de littérature en Belgique, que dirige Lysiane D'Haeyere. Cette femme pleine de passion, à la fois libraire et éditeur, s'acharne à découvrir et à ne publier - ce n'est pas si courant - que des écrivains qui ont, vraiment, quelque chose à dire. Mission accomplie, au moins avec les « classiques » belges (Crommelynck, Ghelderode, Thiry, Hellens, Hubert Juin, Suzanne Lilar...) ou avec des écrivains prometteurs, comme Jean-Claude Bologne.

Un air de famille

Les Editions Labor offrent un remarquable catalogue, et notamment la très belle collection de poche « Babel », créée en coédition avec Actes Sud (France) et L'Aire (Suisse). Bien diffusée en France, grâce à l'emprunte d'Actes Sud, « Babel » commence à constituer, depuis trois ans d'existence, un fonds magnifique, de Robert Penn Warren à Frédéric Prokosh, en passant par Simonon et, récemment, l'écrivain belge Charles Plisnier, prix Goncourt 1937, pour son roman *Faux-passeports* (également disponible aux Eperonniers).

Bien des éditeurs francophones extérieurs à la Belgique publient régulièrement des auteurs belges. Mais le point qui reste ouvert : l'identité littéraire belge tend-elle à s'effacer depuis le début du siècle, ou la « belgitude » a-t-elle toujours un sens ? Sans vouloir à tout prix coiler des étiquettes, les livres venus de Belgique gardent tout de même un air de famille : dans la tradition de Michaux, Rodenbach, Hellebrès, ou Thiry, une propension naturelle au rêve intérieur et un goût certain pour le merveilleux du quotidien.

Marion Van Renterghem

« Affaire Barthes », suites de suites

Nous avons reçu de M. Michel Salzedo la lettre suivante : « Investi de la tâche délicate de gérer l'œuvre de mon frère Roland Barthes, qui avait pris soin de rédiger un testament, je suis contraint, à la suite de l'article que vous avez publié le 7 février 1992, sous la signature de Michel Kajman, d'effectuer une mise au point.

» Cet article fait la part belle aux accusations d'une prétendue censure concernant les cours de Barthes. C'est méconnaître le sens de ma démarche et la réalité du différend qui m'oppose à M. Bernard-Henry Lévy. Celui-ci, sans s'interroger sur la volonté de Roland Barthes, a publié une transcription, au demeurant critique, d'un de ses cours, s'abstenant de demander l'autorisation de quiconque, pas même celle du Collège de France, dont il a fait plaider que cette institution serait seule détentrice des droits d'exploitation.

» Le brouhaha sur les familles abusives et les amalgames qui en découlent ne saurait légitimer ce qui constitue à mes yeux et aurait constitué aux yeux de mon frère une voie de fait.

» Par ailleurs, le souci de ne pas offrir au public une œuvre orale qui ne tiendrait pas compte des impératifs de l'écrit a été clairement exprimé par Roland Barthes et s'inscrit dans la logique de son œuvre. Je ne vois pas en quoi respecter cette exigence mériterait les sarcasmes.

» Bien avant qu'on me fasse la leçon, les éditions du Seuil, avec mon accord, avaient entrepris un travail important visant à préparer la diffusion des cours sous forme de cassettes ou de diques compact. Je suis aujourd'hui en mesure d'annoncer que le projet est sur le point d'aboutir. Il ne devra rien à la Règle du Jeu. »

La mort de Valentino Bompiani

Ecrivain, éditeur d'Alberto Moravia et d'Umberto Eco, il était, en Italie, l'un des plus grands

Valentino Bompiani, l'un des plus grands éditeurs italiens, est mort, à Milan, dimanche 23 février. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans (*le Monde* du 25 février).

Bien que le nom de Bompiani soit attaché aux œuvres d'Alberto Moravia et d'Umberto Eco, la personnalité de Valentino Bompiani n'était pas limitée à la fonction de grand éditeur. Du reste, il eut la mauvaise idée de revendre sa maison juste avant le succès phénoménal du *Nom de la rose* qui enrichit ses successeurs.

Lui-même écrivain - comme sa fille Ginevra (1) -, Valentino Bompiani, né en 1898 à Ascoli Piceno, dans la province des Marches, fut l'auteur de nombreuses pièces, parmi lesquelles *Albertina* (1945). Il publia également en 1988, chez son

confrère Longanesi, ses mémoires, *Il mestiere Dell'Editore*, où il évoquait notamment ses débuts chez Mondadori, puis dans la presse italienne alors qu'il dirigeait la revue *Unitas*.

Son ironie, son sens de la formule, son habileté à tracer des portraits des personnages qui l'ont entouré prouvent qu'il était mieux qu'un dilettante de l'écriture. De Sibilla Aleramo, il écrit par exemple : « Quand elle saluait, elle oubliait sa main comme un gant ». Excellant dans la forme courte, il devait également faire paraître une série d'aphorismes pour lesquels il emprunta à Ramon Gomez de la Serna le terme espagnol de *greguerías* : proverbes pervers, portraits, tableaux, définitions fantaisistes, moralités. Il fut récemment republié en édition de

poche avec le plus grand succès.

C'est en 1929 que Valentino Bompiani fonda ses propres éditions qui accueillirent des écrivains prestigieux de son pays et de l'étranger : parmi les italiens, Elio Vittorini, Romano Bilenchi, Vasco Pratolini et plus tard Dacia Maraini. Parmi les Français : Froust, Camus, Supervielle, Jouhandeau. Il fut également le premier éditeur de Nabokov en Italie et celui de Steinbeck.

Mais c'est en grande partie à la fidélité de Moravia qu'il dut son renom. En 1936, en effet, Moravia, qui avait publié *Les Indifférents* à compte d'auteur sept ans auparavant et qui venait de signer un contrat chez Mondadori pour les *Ambitions déçues*, à la fois pires ennemis avec la censure fasciste qui interdisait aux rédactions des journaux italiens de signaler la sortie de ce roman. Mondadori, découragé, refuse son recueil de nouvelles *l'Imbroglia*, qui est aussitôt accepté par Bompiani.

C'est également vers Bompiani que Pasolini se tourna en 1950 lorsqu'il voulut publier ses poèmes chez un grand éditeur. Oncle de la meilleure amie de celui-ci, Silvana Mauri, Valentino Bompiani hésita trop longtemps à éditer le poète qui partagea son œuvre entre les deux grands éditeurs italiens, Garzanti et Einaudi. En 1959, Bompiani prit toutefois en charge la revue de critique littéraire et de poésie que Pasolini avait fondée en 1956, *Officina*.

René de Ceccaty

(1) Dont les œuvres sont publiées chez Verdier et L'Arcture.

HECTOR BIANCIOTTI

Ce que la nuit raconte au jour



Grasset

LISEZ AUSSI LES LIVRES DE VOS ENFANTS

EN VITRINE

Des romans pour les 10-12 ans (et davantage)

Mon dernier livre pour enfants... Le titre du roman de Chris Donner doit-il être pris au pied de la lettre ? Auteur renommé d'une quinzaine de livres pour la jeunesse, Chris devenu Christophe (voir le feuilleton de Michel Braudeau) va-t-il désormais jouer exclusivement dans la cour des grands ?... Là, pourtant, il ne s'agit pas de lui, mais d'un père, auteur célèbre de livres pour enfants qui a perdu l'inspiration, et qui déprime. « *Maman ne voulait pas que mes histoires avec Denise se retrouvent dans les livres de papa. Elle préférait que papa invente lui-même ses histoires plutôt que d'aller les chercher directement dans notre famille, dans notre vie.* » Mais comment lui redonner le goût d'écrire ?

► **Mon dernier livre pour enfants**, de Chris Donner, École des loisirs, coll. « Neuf », 142 p., 64 F.

Mauvais élève, rejeté par ses camarades, convoqué à la police pour avoir mis le feu à une moto, témoin lui-même au tribunal où l'on juge son père pour de petits trafics à l'hippodrome, Redka, surnommé Rodion-Grognon, est ce qu'on peut appeler un petit voyou. La police l'a à l'œil. Tout pourrait mal se terminer s'il n'avait l'amour des chevaux, et en particulier, pour Klopik, le vieux cheval qu'il veut sauver de la boucherie. Grâce au Colonel, maître d'équitation qui le prend en amitié, sa vie va changer. Un roman sur l'adolescence, surprenant et tendre, complexe et pas

tout rose, écrit avant la perestroïka par un journaliste démis de ses fonctions à cause d'un désaccord avec la ligne du Parti.

► **Le cheval de Redka Kostyris**, de Nicolas Alarov, traduit du russe par Odile Belkaidar, Nathan, « Bibliothèque internationale », 128 p., 59 F.

Encore l'Union soviétique - à peine ouverte aux étrangers - dans un roman écrit à quatre mains, par un Russe et une Hollandaise, pour narrer les aventures de Youra et de sa correspondante Rosalinde, qui vont tenter de se rencontrer à Moscou grâce à un concours international pour l'« Année des enfants modèles ». Un roman plein d'imagination et d'humour pour une épreuve singulière.

► **Dégourdis, à vos marques ! d'Edouard Ouspenski et Els de Groen**, traduit du russe par Robert Giraud, Castor Poche Flammarion, collection « Junior », 306 p., 32 F.

Sienna au mois d'août. Dans les quartiers de la ville, les contrades se préparent pour le « palio », la traditionnelle course de chevaux sur la place du Campo. Un jeune pianiste slovaque, boursier à l'académie du palais Chigi-Saraceni, va se lier d'amitié avec un jockey revenu à Sienna pour vaincre à tout prix. Solidement documenté, un bon roman, plein de sons et de couleurs, qui dépayse.

► **Palio** de Claude Clément, Duculot, 136 p., 46 F.

La collection « Signe de piste » repartait, affirmant sa ferme intention de prendre ses distances avec la couleur scout et péjorative de son passé. Pour commencer, elle a cependant repris, en coffret, la série du Prince Eric, de Serge Dalens et P. Joubert (le Bracelet de vermeil, le Prince Eric, la Tache de vin, Eric le magnifique, la Mort d'Eric), un best-seller de l'époque de l'Occupation, qui a toujours ses amateurs. Mais le bel Aryen blond a beaucoup vieilli.

Parallèlement, deux nouvelles séries, « Classiques de l'aventure » (dirigée par Francis Lacassin) et « Jusqu'au bout du monde » (dirigée par Pascal Aubier), offrent un éventail de lectures pour tous les goûts des adolescents : l'Ancre de miséricorde, de Pierre Mac Orlan, Demain les chiens, de Clifford Simak, la Pipe de Maigret, de Simonon, mais aussi des inédits : L'été commence demain, de Leonid Minor (deux tomes), l'expédition d'un jeune garçon du Midwest dans les États-Unis de la dépression des années 30 et de la guerre ; ou encore l'unique roman de Raphaël Sorin, écrit à dix-sept ans, Serge à trois tomes, l'autoportrait d'un jeune homme des années 60 qui admire Blaise Cendrars et Humphrey Bogart. Un roman de la Nouvelle vague...

► **Collection « Signe de piste »**, 140 à 290 p., de 59 à 69 F.

RÉCITS

Un récit de mémoire

Après avoir partagé et décrit dans le Pays des asphodèles la vie sur le causse, Adrienne Durand-Tullou pousse jusqu'aux Cévennes. Elle raconte la trajectoire sociale, sur trois générations, d'une lignée de notaires d'Alzon, village du Gard que l'on situera mieux en précisant qu'il se trouve à une vingtaine de kilomètres à l'ouest du Vigan, en direction du Larzac, à la frontière qui sépare le schiste du calcaire, le châtaignier du buis.

La matière première de son récit lui a été fournie par le « Cahier de mémoire et de raison » et la correspondance familiale qu'avait laissée le notaire Antoine Arnal (1736-1817). D'autres pièces, puisées dans les archives du Gard et des départements voisins, ou communiquées par d'autres familles, ainsi que le dépouillement des minutes notariales du fonds d'Alzon, ont permis à l'auteur de compléter sa documentation.

Cela n'aurait sans doute pas suffi à rendre compte de manière si proche et si précise de l'ascension sociale de la famille Arnal au XVIII^e siècle, et de la vie quotidienne sous la Révolution et le Premier Empire dans ces confins du Languedoc. Il fallait ce quelque chose en plus que l'ancienne institutrice de Blandas, près d'Alzon, devenue historienne, a apporté en investissant dans sa patiente entreprise la profonde

connaissance qu'elle possède de son pays d'adoption et le talent qu'elle a d'observer les lieux, les gens et leurs coutumes, pour en parler ensuite avec le plus d'acuité et de justesse possibles. Son apport personnel se conjugue à celui de la famille Arnal pour redonner vie à des contemporains de la chute de Louis XVI et de l'épopée napoléonienne, des prêtres jureurs et réfractaires, de la dévaluation des assignats et de la difficile implantation du système métrique.

André Laurens

► **Les seigneurs de la terre**, d'Adrienne Durand-Tullou, Payot, 620 p., 185 F.

Un barrage contre l'oubli

On n'arrête pas le progrès, quitte à le subir comme un fléau. C'est ce qui est arrivé, dans les années 50, aux habitants d'un haut village de la Tarentaise, victimes non d'une guerre, ou d'un cataclysme naturel, mais des exigences du développement industriel. Il fallait fournir de l'électricité, à partir de ce qui semblait alors la filière la plus appropriée, l'énergie hydraulique. En 1952, Tignes a ainsi disparu, englouti sous les eaux d'un barrage de l'EDF.

Un septuagénaire, José Raymond, raconte aujourd'hui comment on y vivait. Il lui suffit de puiser dans ses souvenirs. Pascale Robert-Diard, une jeune journaliste connue des lecteurs de ce journal, d'origine tignarde elle aussi, les a recueillis et présentés en s'effaçant derrière la simplicité du conteur et la charge émotionnelle du déchirement qu'il remémore. Ce drame écologique, qui n'était alors vécu que comme un drame tout court, eut un retentissement national, en 1952, à la mesure des médias de l'époque. On imagine la dimension qu'il prendrait aujourd'hui, la sensibilité écologique et la télévision aidant.

José Raymond regrette « l'individualisme forcené » qui a

divisé les Tignards face à la stratégie de grignotage de l'EDF. Depuis, à Tignes et ailleurs, on a eu d'autres raisons de se plaindre, dans l'aménagement des stations, des excès commis en abusant de ce travers, pour des causes qui n'avaient même pas l'excuse de l'intérêt national.

A. L.
► **Tignes, mon village englouti**, de José Raymond. Présenté par Pascale Robert-Diard, Payot, 225 p., 125 F.

ROMAN

« Une si mauvaise journée »

Trois hommes seuls dans un couloir d'hôpital. Un père et un fils qui ne se parlent pas. Ils ne sont pas fâchés, mais ils n'ont simplement jamais rien eu à se dire. Avec eux, un routier qui fait de longs voyages en imaginant les émissions de télé que les gens encore plus ordinaires que lui regardent.

Le premier roman de Sylvie Simon fait alterner leurs trois monologues avec celui de Mélanie - la mère, l'épouse - que le routier solitaire a repêché dans le canal où elle s'était jetée. Par tristesse, lassitude, solitude ? Elle ne le dit pas, elle ne le sait pas : « Je ne pensais plus à rien. Simplement je me suis dit que c'était une mauvaise journée pour Mélanie. Une si mauvaise journée que je ne voulais pas finir. »

Quelquefois Sylvie Simon évoque de façon un peu insistante ces existences évidemment sordides. Mais elle sait aussi rendre, entre ces misères quotidiennes, des espaces de joie, de vie. Et elle sait nous faire entendre la douce voix de Mélanie : « J'avais oublié comme ils sont beaux, comme ils sont vivants. L'été prochain, avec un peu de chance, je les apercevrai à la fête. Je vais rentrer chez moi. Je ne ferai rien. Ou pas grand-chose. Je ne pourrai tout de même pas me noyer tous les jours. »

Alain Salles
► **Le couloir**, de Sylvie Simon. Le Dilettante, 140 p., 89 F.

LA PENSÉE
UNIVERSELLE

115, BOULEVARD
RICHARD LENOIR
75540 PARIS CEDEX 11
TEL: 43 57 74 74

 RECIT FRANÇOIS VOLTAIRE "LA VIE... CE HASARD MERVEILLEUX" Étudiants, lycéens, ce livre est le vôtre ! 304 pages 100,00 F	 FRED ELGOZI "MES CINQ SAISONS" Les propos d'un petit fêlé 48 pages 45,40 F	 MARTINE KUENTZ "TABLEAUX INTÉRIEURS" 80 pages 55,90 F	 FRED FEY "AMOUR, PASSION" 32 pages 44,30 F ISABELLE ROUGIER	 JEAN PATRICK PITARD "CÔTÉ JARDIN, J'AI OUVERT LA PORTE DU PARADIS" 144 pages 72,80 F	 MARIE-RENEE GAY "AU BOUT DE LA FEMME LIBRE" 64 pages 52,80 F
 HENRI LAUNET "MOTS DE MONSIEUR JULES" Pol-pourri d'histoires drôles anciennes 48 pages 52,80 F	 YVES CASSAGNAUD "LA GUERRE DU GOLFE POUVAIT-ELLE ÊTRE ÉVITÉE ?" 48 pages 48,50 F	 CHRISTOPHE PAUMIER "POÈMES THERMIDORIENS" 335 pages 126,50 F	 JEAN CHALON "AU FIL DES ANS" 64 pages 45,40 F	 CLAUDE BAUDOIR "POÈMES DE PRISONNIER" 64 pages 52,80 F	 ERASTE "CHOISIR" 80 pages 55,90 F ALAIN DEMUSE
 MICHEL GALIANA "VOYAGE EN HAUTS-DE-SEINE" L'aventure de trois exilés 176 pages 80,20 F	 RENE CUAZ-CHATELAIER "LES ARPIANS DE MISÈRE" Un appel des responsabilités dans tous les âges de la vie 141 pages 47,50 F	 PATRICE GABRIEL "LANGAGE DU COEUR" 112 pages 64,40 F	 DON CRIMALDO ELIPPI "UN POÈME POUR LA VIE" 48 pages 48,50 F	 ISABELLE SIFFERT	 LOUIS CHOMEL "COMME SI ÇA Y ÉTAIT..." Une histoire d'amour hors du commun 286 pages 127,70 F
 PHINEAS HARPER "JON-ERIK HEXUM" Biographie de l'Étoile Foudroyée 64 pages 62,30 F	 LOUIS DUTERTE "LE PLAISIR DES MOTS" 112 pages 64,40 F	<p>* BON DE COMMANDE</p> <p>Je commande à la Pensée Universelle l'ouvrage :</p> <p>Mon Nom : _____ Mon Adresse : _____</p> <p>Je joins : _____ F. pour _____ exemplaires</p> <p>à 1490 F par livre pour le port.</p>			

LA RAGE D'ÉCRIRE !

La « belle France »
de Daniel Schneidermann

Notre collaborateur Daniel Schneidermann vient de publier son premier roman. Nous avons demandé à Pierre Drachline d'en rendre compte.

LA DISPARUE
DE SISTERANE
de Daniel Schneidermann.
Fayard, 339 p., 110 F.

« Il n'y a rien de si malséant qu'une certaine race de petits machiavels qui ne croient qu'à la force quand ils sont faibles et qu'à la ruse quand ils sont bêtes. » Daniel Schneidermann aurait fort bien pu placer cette réflexion (1) de François Mauriac en exergue de la Disparue de Sisterane, son premier roman.

Ce livre, qui devrait valoir de solides inimitiés à l'auteur, est une plongée sans masque à oxygène dans la France profonde d'aujourd'hui qui n'est pas loin de ressembler à celle que découvrait Georges Darien, en 1900, dans son pamphlet la Belle France (2). L'intrigue policière - l'enlèvement d'une « beurette » candidate sur la liste du maire sortant aux élections municipales - n'a, en fait, que peu d'importance. Daniel Schneidermann s'attache surtout à décrire la décomposition d'une société - poussée par la plume vengeresse des petits frères de son héroïne. Des gosses qui ont poussé, telles des fleurs sauvages et rebelles, sur le macadam d'une ville où tous les adultes pourrissent par la tête.

maïa, trafics d'influence, narcodollars. Le maire, en place depuis plus de trois décennies, est maître dans l'art d'exploiter les ambitions des uns et des autres. Mais, tout corrompu qu'il soit, il reste le seul à pouvoir endiguer la montée de l'extrême droite dans une cité où les immigrés sont la cible, au sens propre et au sens figuré, de « petits Blancs » que protègent des policiers sans doute nostalgiques du bon vieux temps de la guerre d'Algérie.

La Disparue de Sisterane n'est pas sans rappeler les romans populaires du siècle dernier. Bons ou méchants, vengeurs ou courageux, tous les personnages sont d'une seule pièce. L'écriture, simple et directe, est juste « agrémentée » de quelques métaphores pour le moins réalistes... En tout cas, nul ne pourra reprocher à l'auteur d'avoir brouillé les pistes. Du « parti transformiste », qui tient la ville à son adversaire, le « Glorieux national », en passant par le mouvement « Stop racisme », les protagonistes sont clairement désignés.

Daniel Schneidermann n'épargne d'ailleurs aucune corporation : magistrats doctes et serviles, journalistes prêts à tout pour un scoop, notables véreux, sans oublier un « beur » affaibli. Seuls échappent à sa plume vengeresse les petits frères de son héroïne. Des gosses qui ont poussé, telles des fleurs sauvages et rebelles, sur le macadam d'une ville où tous les adultes pourrissent par la tête.

Pierre Drachline

(1) In *Les Noces* III, Flammarion.
(2) Rédigé en 1910.

Ombres chinoises

En 1950 comme en 1966, Yang Jiang dut confesser ses « vieilles idées bourgeoises ». Elle témoigne, en romancière, sans véhémence et sans révolte

LE BAIN

de Yang Jiang.
Présenté et traduit du chinois
par Nicolas Chapuis.
C. Bourgois, 360 p., 170 F.

SOMBRES NUÉES

de Yang Jiang.
Traduction du chinois,
introduction et notes
d'Angel Pino.
C. Bourgois, 91 p., 60 F.

Au début des années 50, il existait déjà en Chine une pratique toute nouvelle qu'on appelait « prendre un bain » ou, plus prosaïquement, « baisser le pantalon pour couper la queue », et qui consistait, pour les intellectuels, à confesser toutes les « vieilles idées bourgeoises » qui les taraubèrent, pour mieux s'en débarrasser. Cette cérémonie, cela va de soi, était obligatoire, et les récalcitrants qui voulaient l'ignorer étaient voués aux gémonies. Il s'agissait alors de donner un contenu concret au « Mouvement des Trois Anti » (contre la bureaucratie, contre la corruption, la première de ces campagnes politiques d'envergure nationale qui allaient secouer la Chine tout au long des quarante dernières années).

La troisième et dernière partie du roman de Yang Jiang, *Le Bain*, raconte cette expérience pénible que vécurent des chercheurs d'un Centre d'études sur la littérature. Certes, comme le dit l'auteur avec malice, tout le monde n'eut pas droit à un bain-baquet, réservés aux clercs d'importance. Les fonctionnaires ordinaires se contentèrent d'un bain-bassine, et les jeunes encore moins titrés d'un bain-cuvette. Il n'empêche. Tous durent se présenter, à tour de rôle, pour exposer leurs crimes, devant une assemblée vocifératrice de « masses révolutionnaires », en quête d'une absolue, qui ne leur fut accordée, souvent après plusieurs séances, que lorsque leurs repentirs furent jugés sincères et leurs péchés convenablement exposés, sans enflure. Cette rude épreuve, Yang



Yang Jiang et son mari, le romancier Qian Zhongshu.

Jiang, aujourd'hui âgée de quatre-vingts ans, la décrit dans le détail, mais avec modération, en évitant toute appréciation partisane, tout jugement réprobateur. Comme il convient à un roman, elle analyse simplement les espoirs et les tourments de tous ses personnages qui ont été confrontés à une telle situation. Et cela suffit, évidemment, à discréditer ce rite, qui n'était qu'une mascarade grotesque et pernicieuse. Ses héros, elle nous les a rendus auparavant passablement familiers, puisqu'on les a vus évoluer, dans les deux premières parties du roman, dans des circonstances plus ordinaires. Il s'agit d'intellectuels qui firent le choix de rester dans leur pays ou même de rentrer de l'étranger lorsque le pouvoir communiste s'établit en Chine, en 1949.

D'aucuns (Nina, Jiang Ming, Yu Nan) sont des ignorants infatués qui confondent *Don Quichotte* et *Don Juan* ou qui tiennent les *Fleurs du mal* pour un roman de Mallarmé, mais ils comprennent très vite l'intérêt d'un engagement politique et des intrigues pour mieux réaliser leurs ambitions de carrière. D'autres (Xu Yancheng, Yao Mi, Zhu Qianli) sont plutôt des esprits droits et intègres, mais pusillanimes et empiétrés dans des amours impossibles et donc platoniques. Cette œuvre de Yang Jiang apparaît comme une suite au célèbre roman, la *Forteresse assiégée*, de son époux Qian Zhongshu (1). Il y manque toutefois l'unité du ton et du rythme, la composition rigoureuse et la maîtrise stylistique qui ont fait de ce dernier un véritable chef-d'œuvre (2).

« Une tête en yin-yang »

Le Bain est aussi moins une satire sociale que de simples digressions sur les aléas des choses de la vie, mais qui sont narrées délicatement, avec sobriété, comme l'étaient déjà les représentations des *Six récits de l'école des cadres*, où Yang Jiang décrivait calmement mais lucidement son expérience de déportation à la campagne, en 1969-1970, pendant la Révolution culturelle (3), et qui l'avaient imposée d'emblée, elle qui était simplement conçue comme une spécialiste de littérature étrangère et une traductrice de romans occidentaux classiques, comme un des écrivains chinois contemporains de tout premier plan.

Elle nous livre aussi aujourd'hui un autre témoignage sur cette même période. Dans *Sombres nuées*, ce sont les tout débuts de la Révolution culturelle qu'elle

nous fait revivre, les années 1966 et 1967. On retrouve naturellement dans cette chronique la même distinction, la même retenue, la même absence de dégoût, de découragement et de révolte, y compris lorsqu'elle évoque ses propres persécutions, auprès desquelles les expériences du « bain », quinze ans auparavant, n'étaient que d'innocentes bagatelles.

Elle n'est même pas indignée lorsqu'elle est fustigée à coups de ceinturon ou lorsqu'elle est contrainte de hurler sans cesse, tout en frappant des coups de gong : « Je suis une intellectuelle bourgeoise ». Elle note simplement : « J'occupais momentanément le rôle du crieur public dans Lazzarillo ; à cet égard, j'étais à la fois le criminel et celui qui informe de la nouvelle ». Tout au plus est-elle inquiète d'être la risée et le souffre-douleur des enfants, dans la rue, après qu'on lui eut rasé la moitié du crâne, ce qui lui faisait, dit-elle plaisamment, « une tête en yin-yang » ; ou soucieuse de voir détruire le seul exemplaire de sa traduction de *Don Quichotte*, qui lui avait été confisqué.

Ce témoignage, comme le précédent sur l'école de cadres, qu'elle fréquenta plus tard, pour être exempt de toute véhémence dénonciatrice, n'en est pas moins accablant. Il suffit souvent de relater les faits, sans commentaire superflu, lorsque la réalité est à ce point caricaturale et monstrueuse. Yang Jiang, assurément, l'a compris mieux que quiconque, et ses écrits, un peu intimistes à la manière des *Six récits au fil inconstant des jours* du lettré du dix-huitième siècle, Shen Fu (4), sont toujours très attachants.

Alain Peyraube

- (1) Editions C. Bourgois, 1987.
(2) Cf. « Le Monde des livres » du 13 février 1987.
(3) Editions C. Bourgois, 1983. Cf. « Le Monde des livres » du 9 septembre 1983.
(4) Editions C. Bourgois, 1982. Cf. « Le Monde des livres » du 13 août 1982.

Le grand muet

Le bilan littéraire de cinquante ans de roman chinois est plutôt maigre. C'est qu'en Chine la notion même de dissidence est restée inconnue

LE ROMAN CHINOIS DEPUIS 1949

de Xiaomin Gifferr-Huang.
PUF, 268 p., 172 F.

PERDRE SON CHEMIN

d'A. Cheng.
Traduit du chinois
par Noël Dutrait.
Ed. de l'Aube, 119 p., 80 F.

La littérature d'un pays totalitaire, nul ne l'ignore, est étroitement tributaire des dogmes que lui imposent les apparatchiks en charge du domaine de la culture. Il n'est pas rare, toutefois, que des voix fortement discordantes parviennent à briser les carcans idéologiques contraignants qui cherchent à les réduire au silence. En Union soviétique, à l'époque de la glaciation brejnevienne, ou dans d'autres pays satellites de l'Europe de l'Est, ce sont pour l'essentiel des écrivains qui ont animé la dissidence. La Chine, elle, a connu une évolution plus singulière : la notion même de dissidence y est restée inconnue. L'essai de M^{me} Xiaomin Gifferr-Huang, le *Roman chinois depuis 1949*, vient opportunément nous le rappeler, deux ans et demi après le massacre qui a mis fin à la révolte étudiante, sur la place Tiananmen, et qui a compromis le réel renouveau littéraire qu'avait permis l'éphémère libéralisation des années 80.

L'histoire du roman chinois depuis l'établissement de la République populaire de Chine apparaît aujourd'hui comme un simple appendice des conflits politiques et idéologiques récur-

sifs qui ont marqué le destin de la Chine au cours du dernier demi-siècle. Les quelques tentatives d'hétérodoxie qui ont pu voir le jour, ici ou là, ont été exceptionnelles et pour le moins timorées. Elles ont été vite et aisément étouffées par le pouvoir maoïste.

C'est dire que le bilan proprement littéraire qui est aujourd'hui dressé de cinquante ans d'histoire du roman chinois est plutôt d'une maigreur squelettique. Aucune œuvre d'envergure n'émerge des trois premières périodes que distingue X. Gifferr-Huang : « Mise en place d'une littérature pour le peuple (1949-1957) » ; « Première éclosion du roman dans l'édification socialiste (1957-1966) » ; « Révolution culturelle (1966-1976) ». Les écrivains talentueux des années 30, Ba Jin, Lao She, Mao Dun, Guo Moruo, etc., furent étrangement muets ou consentirent, de bon ou mauvais gré, c'est selon, à des écrits de circonstance d'une désolante platitude.

Une multitude de nouveaux auteurs, adeptes de cette « littérature prolétarienne qui fait bang ! bang ! bang ! », comme disait Lu Xun, les remplacèrent. Certains, tels Zhao Shuli, Zhou Lipo ou surtout Hao Ran, l'idole de la « bande des quatre », réapparurent en mai 1990 pour fustiger à nouveau le « libéralisme bourgeois à l'occidentale », ne sont pas totalement inconnus du public français, leurs œuvres ayant été traduites. D'autres, plus nombreux, comme Li Yingru, qui raconte dans *Feu sauvage* et *vent printanier dans la vieille ville* (1958) les

exploits des résistants communistes lors de l'occupation japonaise, ou Li Maorong, auteur d'un roman glorifiant, en 1959, la collectivisation agricole, intitulé *Le bonheur est à l'homme ce que le printemps est à l'arbre*. Un des mérites de l'essai de X. Gifferr-Huang, qui est plutôt historienne que littéraire, ce qui explique sans doute que ses comptes rendus sont surtout analytiques et rarement critiques, est de révéler cette littérature qui nous est restée obscure.

Tentatives de renaissance

La quatrième et dernière partie de l'essai, « Nouvelle période (1976-1990) », traite des tentatives de la renaissance littéraire de l'après-maoïsme. On y trouve une bonne analyse des différents courants nés après le dégel de 1976 : la « littérature des plates » (ou « littérature de cicatrices ») dénonçant les excès de la révolution culturelle, qui peut paraître parfois aussi manichéenne que le réalisme socialiste pur et dur (les cibles des opprobres étant bien sûr inversées), le « néoréalisme », dans la lignée des grands écrivains des années 30, qui reste, quoi qu'on en dise, dominant, et surtout cette « littérature des racines », prônée par des jeunes, qui vise curieusement à dégager la pérennité des valeurs culturelles de la Chine traditionnelle, en cherchant à comprendre les particularismes régionaux.

A. Cheng, né en 1949 et déjà célèbre depuis la parution des *Trois Rois* (1) que les éditions Alinéa rééditent aujourd'hui (2),

est un des représentants les plus éminents de ce dernier courant. D'aucuns n'avaient pas hésité, il y a quelques années, à le considérer comme le meilleur écrivain de sa génération, et certainement le plus prometteur.

Perdre son chemin est un nouveau recueil de ses derniers récits écrits en Chine. Il comprend onze courtes nouvelles disparates, de valeur inégale, dont les intrigues, qui se déroulent dans les confins de la Chine (au Yunnan, en Mongolie intérieure) où l'auteur passa une dizaine d'années pendant la révolution culturelle, sont, pour la plupart, d'un intérêt mineur. On y retrouve néanmoins cette attachante incertitude propre aux rapports humains, qui était déjà forte dans *les Trois Rois* et qui caractérise la vision d'A. Cheng, ainsi que l'évocation d'espaces majestueux (étendues stépiques, forêts denses et impénétrables) où l'homme apparaît dérisoirement petit, comme dans les peintures des Song (X^e-XIII^e siècles), mais rarement écrasé par la nature, avec laquelle il cherche à se trouver en parfaite harmonie.

Il reste que ces récits, qui sont trop souvent de purs exercices de style, sont un peu décevants. A vouloir ainsi privilégier délibérément la forme au détriment du fond, A. Cheng, qui réside aux États-Unis depuis 1987, prend des risques. Il pourrait se révéler comme n'étant décidément pas le grand écrivain qu'on attendait.

A. Pey.

- (1) Le Monde du 3 juin 1988.
(2) Dans une traduction de Noël Dutrait (240 p., 59 F.).

Les pérégrinations de Shen Congwen

LE PETIT SOLDAT DU HUNAN

de Shen Congwen.
Traduit du chinois et annoté
par Isabelle Rabut.
Albin Michel, 252 p., 98 F.

En 1990, Isabelle Rabut faisait enfin connaître au public français un des auteurs chinois les plus singuliers de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui la génération des années 30 (celle de Ba Jin, Lao She, Mao Dun), en traduisant un roman sur la vie, l'amour et la mort, où la légende se mêle à la réalité de la Chine de ce début de siècle : *Le Passager de Chadong*, de Shen Congwen (1). Elle expliquait aussi dans sa postface, un modèle d'essai critique sur l'écrivain, que l'originalité des écrits de Shen Congwen, qu'on qualifie sommairement en Chine de « littérature du terroir », était due, pour l'essentiel, à son ancrage profond dans la tradition chinoise, à la fois taoïste et poétique ou picturale, avec son goût de l'instantané, du fragmentaire et son art de raconter au vif ce qui a été évoqué par la grâce d'une seule allusion.

Cette analyse est d'autant plus convaincante qu'elle s'applique mieux à l'autobiographie de Congwen, son œuvre maîtresse, qui paraît aujourd'hui sous un titre un peu désuet, *Le Petit Soldat du Hunan*. Le style y est davantage fluide et suggestif, la mélodie plus proche encore de celle des proses paysannes de la littérature chinoise classique.

Tueries sanglantes

Shen Congwen naquit en 1902 et grandit à Fenghuang, une petite ville du Hunan. Fervent adepte, dès son plus jeune âge, de l'école buissonnière, il végéta beaucoup dans les montagnes avoisinantes, couvertes d'orchidées sauvages, d'arabes et de cyprès, auprès des rivières « peuplées de poissons-mandarins, de cyprins et de poissons-chats ».

Mais très jeune aussi, il fut confronté, dans cette région qui avait toujours compté beaucoup plus de militaires que de lettrés, aux tueries sanglantes perpétrées par les soldats pour mater les Miao en révolte, au spectacle de têtes humaines et de chapiteaux d'oreilles qu'on exposait fréquemment à la porte des bâtiments administratifs. Il vit souvent les expressions de désespoir et de rancune envers les dieux se peindre sur le visage

des captifs qu'on allait exécuter, après que leur sort eut été décidé par deux coquilles de bambou jetées en l'air : « Si l'une des deux retombe face au sol, et l'autre face au ciel, l'homme était relâché ; si les deux étaient tournées vers le ciel (combinaison yang), il était relâché également ; si les deux étaient retournées (combinaison yin), il avait la tête coupée ».

Comme il était petit-fils de général, il fut décidé qu'il serait aussi soldat. Un peu instruit, il fut commis aux écritures. Shen Congwen nous raconte alors ses pérégrinations dans le Hunan, de garnison en garnison, et sa participation à plusieurs campagnes de « pacification » menées par les seigneurs de la guerre locaux ; puis son initiation à la culture, par l'entremise d'abord d'un secrétaire, puis d'un commandant, enfin d'un ouvrier typographe. « Sous cette influence littéraire, ma sensibilité était devenue beaucoup plus délicate et mes impressions au contact de la nature n'étaient pas non plus tout à fait les mêmes... Il m'arrivait de souhaiter que la réalité fût autre, de me tourmenter à propos du passé ou de l'avenir ».

« Je n'ai rien d'un maître de morale »

L'autobiographie s'arrête à ses vingt ans lorsqu'il quitte le milieu militaire pour aller poursuivre des études à Pékin, où il continuera à observer le monde, sans la jurer : « Je ne cherche pas, avant de décider si une chose est bonne ou mauvaise, à connaître son prix, mais je la mets à l'épreuve de ma sensibilité pour critiquer le plaisir ou le déplaisir qu'elle me procure. Je ne me fatiguerai jamais de regarder le monde. Il n'est pas une créature, pas un élément de l'univers dont ma sensibilité ne sache appréhender les aspects les plus beaux et les plus harmonieux, en mouvement comme au repos... Dans mon approche de la vie, je demeure un artiste et n'ai rien d'un maître de morale ».

Sans doute est-ce pour cette raison que Shen Congwen choisit de se taire définitivement, dès 1950, pour se consacrer, jusqu'à sa mort en 1988, à des recherches sur la vie matérielle dans la Chine ancienne. C'est bien dommage, car c'était un très grand écrivain, comme l'atteste son autobiographie.

A. Pey.

(1) Albin Michel.



Roger Grenier

Regardez la neige qui tombe
Impressions de Tchekhov



L'ÉCRIVAIN
GALLIMARD

LE TEMPS DE LA MORT

de Dobritsa Tchossitch.
Traduit du serbo-croate
par Dejan M. Babic.
L'Age d'homme, tome I : 768 p., 170 F.,
tome II : 1 015 p., 190 F.

LA VIE DE MALVINA TRIFKOVIC

de Mirko Kovac.
Traduit du serbo-croate
par Pascale Delpech.
Rivages, 100 p., 39 F.

Le mot «serbo-croate» ne désigne-t-il aujourd'hui plus rien d'autre qu'une langue? Une langue nationale qui fut celle d'un pays qui n'existe plus, qu'on nommait Yougoslavie. Le pays des Slaves du Sud. Qui n'existera sans doute plus jamais... Une langue, codifiée au début du dix-neuvième siècle, divisée d'une façon révélatrice des ses origines, qui offrait l'étrange particularité d'admettre deux transcriptions – cyrillique pour le serbe, latine pour le croate – afin de préserver les traditions, d'origine religieuse, des uns et des autres. Une langue longtemps fissurée politiquement aussi, parlée aussi bien par ceux qui dépendaient de l'Empire austro-hongrois que par ceux qui dépendaient de l'Empire ottoman. Si bien qu'on a pu voir, au cours des guerres, civiles ou non, jadis comme aujourd'hui, des ennemis qui ne se comprenaient pas, mais qui parlaient la même langue! Une langue unique pour s'aimer et pour s'entretuer.

Cette incompréhension, plus profonde que la langue, se retrouve dans la littérature et, par exemple, dans deux livres d'écrivains serbes qui viennent de paraître, traduits du serbo-croate. Ainsi, dans *Le Temps de la mort*, un grand roman épique sur la première guerre mondiale en Serbie, Dobritsa Tchossitch nous montre, dans la nuit qui précède la bataille, les ennemis qui s'apostrophent : «He! les péquenots! Qu'est-ce que vous avez donc à babiller comme ça, votre grand-père Pierre (le roi Pierre I^{er} de Serbie) vous a embrochés? Cette nuit nous viendrons vous arracher les moustaches! – Toi, va te faire embrocher par ton François-Joseph! Je l'arracherai les intestins, brigand!»

Et l'un d'eux explique au «bleu» médusé : «Ce sont de petites plaisanteries entre frères. Quand on se rencontre sans se tirer dessus, on se taquine un peu comme ça.» Culs-terreux serbes et Fritz croates, qui révalent de s'unir «par-dessus les tranchées et les bulles de gaz». De même, aujourd'hui encore, des témoins ont pu voir les ennemis jouer au football pendant les trêves!

Dobritsa Tchossitch (ou bien Dobrica Cosic), nous avions pu le découvrir l'an dernier avec *Le Temps du Mal* (écrit entre 1985 et 1990), un grand roman en trois parties sur la naissance, l'évolution et la mort de la foi communiste (le Pêcheur, l'Hérétique, le Croyant) qui se situait entre 1939 et 1941, au début de la seconde guerre mondiale (1). Né en 1921 dans une famille de paysans, résistant communiste pendant la guerre après des études d'agronomie, il a occupé de hautes fonctions au sein du Parti communiste de Serbie, membre du bureau de propagande du comité central jusqu'en 1968; limogé et exclu du Parti pour avoir soulevé la question du nationalisme albanais au Kosovo, il se consacre alors à l'écriture jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Slobodan Milosevic, dont il est un des partisans influents.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Etre ou ne pas être serbo-croate



Dobritsa Tchossitch (à gauche) et Mirko Kovac : deux regards serbes sur la Serbie

Dans *Le Temps de la mort* (écrit entre 1972 et 1979), tout aussi gigantesque avec près de deux mille pages, ce sont les mêmes personnages que nous retrouvons dans leur jeunesse, vingt-cinq ans auparavant, pas encore à l'Hôtel Lux de Moscou, mais sur la terre serbe, dont l'auteur, même en guerre, sait nous faire sentir l'odeur omniprésente des herbes, des pommes, des prunes. Dans *Racines*, le premier titre de l'épopée, écrit en 1954, il a raconté les débuts, au dix-neuvième siècle, de la famille Kotic dans son village de Perovo. Curieusement, l'éditeur, l'Helvétio-Serbe Vladimir Dimitrijevic, a décidé de publier cet immense roman-fleuve de notre temps à l'inverse de la chronologie, montrant ainsi que chacun peut se lire indépendamment des autres.

«J'ai décidé que ma littérature, ce serait le roman», explique, dans son *Credo littéraire* (2), Dobritsa Tchossitch. C'est par le roman que j'ai voulu connaître et interpréter les racines de l'échec idéologique et humain de ma génération. (...) Et jusqu'à l'achèvement de la trilogie du Temps du Mal, je suis resté convaincu de la valeur de la connaissance véhiculée par la littérature, de sa capacité à constituer l'histoire humaine la plus exhaustive et la plus profonde.

Le Temps de la mort nous apparaît comme une tragédie sans issue. La tragédie d'un peuple sacrifié, incompris, abandonné par des alliés qu'il n'a pas trahis. Dans une narration traditionnelle polyphonique, toujours captivante, pleine de descriptions, réservée aux

amateurs de gros livres, Tchossitch, greffier du malheur serbe et de son côté suicidaire, se fait le porte-parole des droits historiques de son peuple. Dans cette fresque, à l'image de *Guerre et paix*, son modèle, il traite de la même manière que les grands les destins individuels et nationaux, les émois amoureux, et les dépressions et les événements des conflits balkaniques (Bulgarie, Macédoine, etc.) que nous n'avons jamais pu démêler dans nos livres d'histoire.

Du village au Parlement, des champs de bataille aux hôpitaux démunis de tout, nous côtoyons, d'un chapitre l'autre, Nikola Pasic, le grand personnage politique de ce temps-là, le général Miskic ou le prince héritier Alexandre, mêlés aux héros de la fiction tchossitchienne : Vukasin Katic, l'occidentophile, son fils Ivan, revenu de Paris par patriotisme pour s'engager, sa fille Milena, infirmière dans l'hôpital militaire de campagne. Surtout, dans le maélstrom des conflits aux racines millénaires, il réussit à nous faire éprouver le sentiment d'abandon du peuple serbe devant l'indifférence de ses alliés français, anglais, ou russe, l'infirmité de l'héroïsme des soldats et de ce bataillon des étudiants promis à la boucherie. Jusqu'à l'exode des survivants de l'armée serbe, qui vont être transportés sur l'île de Corfou grâce à l'insistance du général Joffre, tandis que, sur la côte albanaise, près de Durres, sont restés les cadavres, quelques chiens, un chaton et une vingtaine de milliers de chevaux affamés que les soldats ont l'ordre d'abattre un par un avant d'embarquer.

UN Serbe encore, mais d'une autre génération, intouchée par l'utopie communiste, Mirko Kovac, né en 1938 à la frontière de l'Herzégovine et du Monténégro, élevé à Belgrade, qui nous arrive avec un roman étonnant, dense, tout mince, tout nerveux, vingt fois moins épais que celui de Tchossitch : *La Vie de Malvina Trifkovic*. A peine cent pages pour une vie de femme bien remplie. D'une liberté, d'une violence difficilement supportable, et qu'on n'oublie pas. Qui semble vouloir exprimer le suc d'une haine irréconciliable.

Écrit en 1968 alors qu'il vivait à Zagreb, publié en 1971 à mille exemplaires chez un éditeur privé, *La Vie de Malvina Trifkovic* nous arrive comme une des dernières découvertes de Danilo Kis, qui a dû se reconnaître dans cet auteur de son âge, opposant, dissident, ennemi comme lui de tout nationalisme comme de toute idéologie, actuellement très engagé dans les mouvements pour la paix, donc opposé à Milosevic, collaborateur du journal *Vreme*, qui, pour ne pas être assassiné comme traître à sa tribu serbe, a quitté Belgrade depuis deux mois et s'est installé en Istrie. Serbe parmi les Croates... «Chez nous, le nationalisme est une idéologie, dit-il. Et ainsi, il cesse d'être un sentiment national.»

Quinze documents manuscrits, numérotés de A à O, comme les pièces d'un dossier (de police?), composent cette satire, habilement construite, riche de rebondissements inattendus et, sur un ton pince-sans-rire, reconstituent par bribes, sans explication et sans psycholo-

gie, le mystère d'une existence. L'histoire est fondée, paraît-il, sur des éléments véridiques. Mais, n'en doutons pas, la fiction savamment reconstituée ici par le romancier dépasse certainement la réalité. Avec l'ironie qui décape et l'art d'aller à l'essentiel.

L'existence de Malvina, une jeune paysanne de bonne famille née au tournant du siècle, semblait toute tracée. Une éducation bourgeoise et édifiante à l'institution serbe et orthodoxe Sainte-Mère-Angeline, où prennent les vertus de maîtresse de maison, les travaux manuels et l'instruction religieuse... Mais, à chaque moment, tout est provoquant, tout est scandale, tout dérange parce que Malvina brave tous les interdits : relation lesbienne, suicide d'une élève, fuite. Autant de faits qui seraient presque admissibles s'il n'y avait cet «affront public à l'Eglise serbe» qui compromet gravement la réputation de l'établissement : «Ce qui nous peine le plus, écrit la Mère supérieure, c'est que Malvina soit partie à cause d'un homme qui partage justement la foi dont nous essayons à tout prix de détourner nos élèves.»

Désertée par son père, repoussée par la famille du mari dont elle refuse d'adopter la foi, contrainte au divorce («pour cause de haine irrésistible et de répugnance entre les époux»), trahie par son amant qui malgré, ou à cause de, «son dégoût des hommes», mourra en accouchant d'une petite fille de père inconnu. Petite fille qui se nommera Malvina, qui sera baptisée dans la foi catholique selon la volonté de la défunte et sur laquelle Malvina perpétuera la haine. Puis Malvina Trifkovic disparaîtra du monde, religieuse dans un monastère...

La jeune Malvina, ainsi libérée, aurait pu vivre heureuse auprès de son mari, employé de la sécurité d'Etat, quand survint quelque chose de terrible le 21 octobre 1948. L'auteur ne nous dit pas si, en ce jour de rupture avec le Komintern, la politique a joué un rôle dans un dénouement qu'on se voudrait de déflorer. Et pourtant...

«Il arrive fréquemment que nous découvrons et apprécions le véritable prix et la valeur des choses des que nous les perdons, et c'est ce qui se passe avec la haine, dit l'un des personnages. A peine la perdons-nous que nous la regrettons et y aspirons.» Toujours la même question, brûlante : y a-t-il une fin à la haine? Mirko Kovac répond à sa façon : «Le seul moyen pour arrêter la guerre, c'est qu'il n'y ait plus de Yougoslavie. Il y avait des soldats croates auprès des Serbes à la bataille de Kosovo; l'aspiration à l'union des Slaves du Sud est présente depuis le dix-septième siècle. C'est après 1918 que les Serbes et les Croates ont commencé à se battre. Quand ils se sont retrouvés ensemble.»

Il y a là, à n'en pas douter, la trace d'un débat qui oppose les pacifistes comme Kovac aux nationalistes comme Tchossitch. Il nous reste deux romans, aussi différents que leurs auteurs. 2 kilos contre 140 grammes... Deux univers littéraires.

(1) Voir l'article de Georges Nivat, «Une grande confession communiste», dans «Le Monde des livres» du 1^{er} février 1991.

(2) Dans *Un homme dans son époque*, Entretien de Dobritsa Tchossitch avec Slavoljub Djukich, traduit du serbo-croate par Dejan M. Babic. L'Age d'homme, 286 p., 120 F.

Tout le mystère d'Eudora Welty

Elle capture des instants fugitifs, tentant de concilier «le temps et l'éternel». Retour d'une nouvelliste qui atteint à l'universel

LA MARIÉE DE L'INNISFALLEN

d'Eudora Welty.
Nouvelles traduites
de l'anglais (Etats-Unis)
par André Davoust
et Gérard Petitot.
Flammarion, 243 p., 120 F.

Chaque fois que paraît en France un livre d'Eudora Welty (de 1986 à 1989, trois recueils de nouvelles et un texte de réflexion sur la création, les *Débuts d'un écrivain* (1)), la critique s'étonne que cet écrivain, née en 1909 à Jackson, dans le Mississippi, où elle vit encore aujourd'hui, et qui est reconnue dans son pays, aux côtés de Faulkner et de Carson McCullers, comme l'un des grands écrivains américains de ce siècle, soit encore si peu traduite en France. Il faut le prix Pulitzer, qui lui fut attribué en 1972 pour *La Fille de l'optimiste* (2), et bien d'autres récompenses, pour que l'Amérique découvre enfin une existence, il est vrai discrète et retirée, située à l'abri du grand rapage publicitaire, et s'avise d'une influence qui touche deux générations d'écrivains, depuis Flannery O'Connor, Truman Capote ou Tony Morrison jusqu'à Alice Munro : à soixante-

quinze ans, avec les *Débuts d'un écrivain*, Eudora Welty devenait un best-seller.

Quelle que soit l'ampleur de l'hommage rendu à Eudora Welty, qui fut le «cœur» d'un colloque international sur la culture du Sud en 1977, et figure cette année au programme de l'aggrégation d'anglais, on ne saurait surestimer les mérites d'un écrivain dont l'originalité de vision et la force poétique surprennent davantage à chaque nouvelle publication. Publié en 1955 et dédié à Elizabeth Bowen, *La Mariée de l'Innisfallen*, longtemps négligé par la critique, marque pourtant une étape importante.

«Le reflet d'un instant»

Certes, il est difficile de décrire des nouvelles dont la perfection et l'apparente limpidité recèlent en fait une si grande complexité : celle d'un univers multiforme et d'une nature humaine mystérieuse, appréhendés par les sens autant que par l'esprit. A l'encontre des courants de la cérébralité, la fiction de Welty refuse ces vérités que l'intelligence, comme l'écrivain Proust, «cueille à claire-voie, devant elle et en pleine lumière» : les vérités qu'elle nous

offre, les moments de vision, à peine formés sitôt disparus, ont gardé cette profondeur qu'il a fallu franchir pour les atteindre; autant dire qu'ils n'ont pas été «cueillis à claire-voie», mais qu'ils ont été recréés.

Comme pour Virginia Woolf, dont Eudora Welty reconnaît l'influence, ce sont des moments de vie qui sont reconstitués, qui se succèdent, glissent et disparaissent, saisis dans ce «passage». C'est, en effet, sur cette évanescence qu'insiste Eudora Welty, et sur l'impossibilité de fixer l'instant. «Son bateau n'était que le reflet d'un instant sur les vagues», pense Circé, qui n'a pu retenir Ulysse et le regard s'éloigner («Circé»).

Rien ne dure, tout est passage, ce passage incessant de la réalité que représente, de façon symbolique, le trajet qu'effectuent les personnages de ces sept nouvelles, dont le thème récurrent est le voyage, le changement ou le départ. Trajet d'un groupe de personnes que les hasards de la vie ont rassemblées dans un train en partance pour l'Irlande, et dont les propos se croisent dans une incohérence rêveuse, sans que rien soit jamais révélé de ce qu'ils sont; départ d'Ulysse quittant le séjour de l'île et le temps sans durée de Circé, ou change-

ment d'un monde, mort d'une société dans *l'Incendie*, la nouvelle la plus ambitieuse de Welty qui invente une technique pour dire la «condition humaine» (3), et, à travers un épisode de la guerre de Sécession, dresse un tableau saisissant de la violence et du malheur, de l'horreur de la guerre vécue par des femmes, atteignant à une vérité universelle.

Si la jeune femme, dans *La Mariée de l'Innisfallen*, interroge dans la rue «la fenêtre qui regarde, l'œil grand ouvert sur le soir, la rivière, les collines et la mer, et qui seule peut lui dire tout ce qu'elle veut savoir – «tout ce qui participait de la lumière et de la pluie, de la pluie et de la lumière, de l'ombre, de la lumière et de la pluie», elle demeure, malgré ce regard, impuissante à décrire la joie qu'il lui fut donné de ressentir : elle ne termine ni n'envoie son message à l'homme qu'elle a quitté. La mariée, cependant, une simple apparition qui avait souri pour la photographie, a disparu «comme si le seul fait de la prendre en photo l'eût fait disparaître».

En 1933, Eudora Welty parcourut le Mississippi en prenant des photographies, activité, dit-elle, qui lui apprit beaucoup. Comme l'indique Danièle Pitavy-

Souques dans la très intéressante étude qu'elle a consacrée à Eudora Welty, et qui a le mérite d'expliquer avec clarté le fonctionnement d'un texte difficile, le propos de ces nouvelles est ambitieux et moderne «en ce qu'il tente de concilier le temps et l'éternel» : le temps et la multiplicité des apparences, l'un, qui garde toute l'épaisseur du mystère.

L'effet de la photographie

«Réduire le visible à l'un» : pour cela, Welty exploite une étonnante diversité de procédés, utilisant, entre autres, l'effet de la photographie : «L'artifice de la photographie jaunie... ne sert qu'à montrer le royaume d'ombres où vivent les hommes, ombres colorées certes, mais qui ne sont que le reflet d'une réalité qui s'échappe».

Le mystère est au centre de l'œuvre de Welty. Son art est d'en suggérer à chaque instant la présence et la profondeur. C'est ce mystère qu'affronte sans défense, après avoir jeté à la rue son message, la jeune fille qui s'avance dans la salle du pub «si folle et rempli d'inconnus» : c'est lui dont Circé cherche à s'emparer en capturant Ulysse et ses compa-

gnons : «Eux [les mortels], c'est la fragilité qui les fait vivre! C'est l'instant présent! Je me dis que ce n'est rien de plus qu'un mystère, et qu'est-ce qu'un mystère sinon une certitude?» Incertitude de l'instant qu'on va vivre et qui déjà s'efface, gonflé de l'attente, des images et des sensations les plus diverses, que Welty, par l'art de l'analogie, rapproche et rassemble dans une même phrase. Instant de nouveauté sans pareille que vivent les personnages de *La Mariée de l'Innisfallen*, lors de l'arrivée à Cork, qui ressemble au matin de la vie. Entre la terre et le navire, l'espace, semblable à l'instant, «fugitif, étroit, et pourtant inviolé», est comme une question qui s'enfonce dans le cœur.

Christine Jordis

(1) Paris aux Editions Flammarion : *L'homme pétrifié*, 1986, et *OF*, 1988; *Le Chapeau violet*, 1987; *Le Brigand bien-aimé*, 1989; les *Débuts d'un écrivain*, 1989.

(2) Calmann-Lévy, 1974.
(3) *La Mariée de l'Innisfallen*, l'art de la nouvelle chez Eudora Welty, de Danièle Pitavy-Souques, vient de paraître aux Presses Universitaires de Lyon (340 p., 150 F.).

سكوت جوردس